



n°16

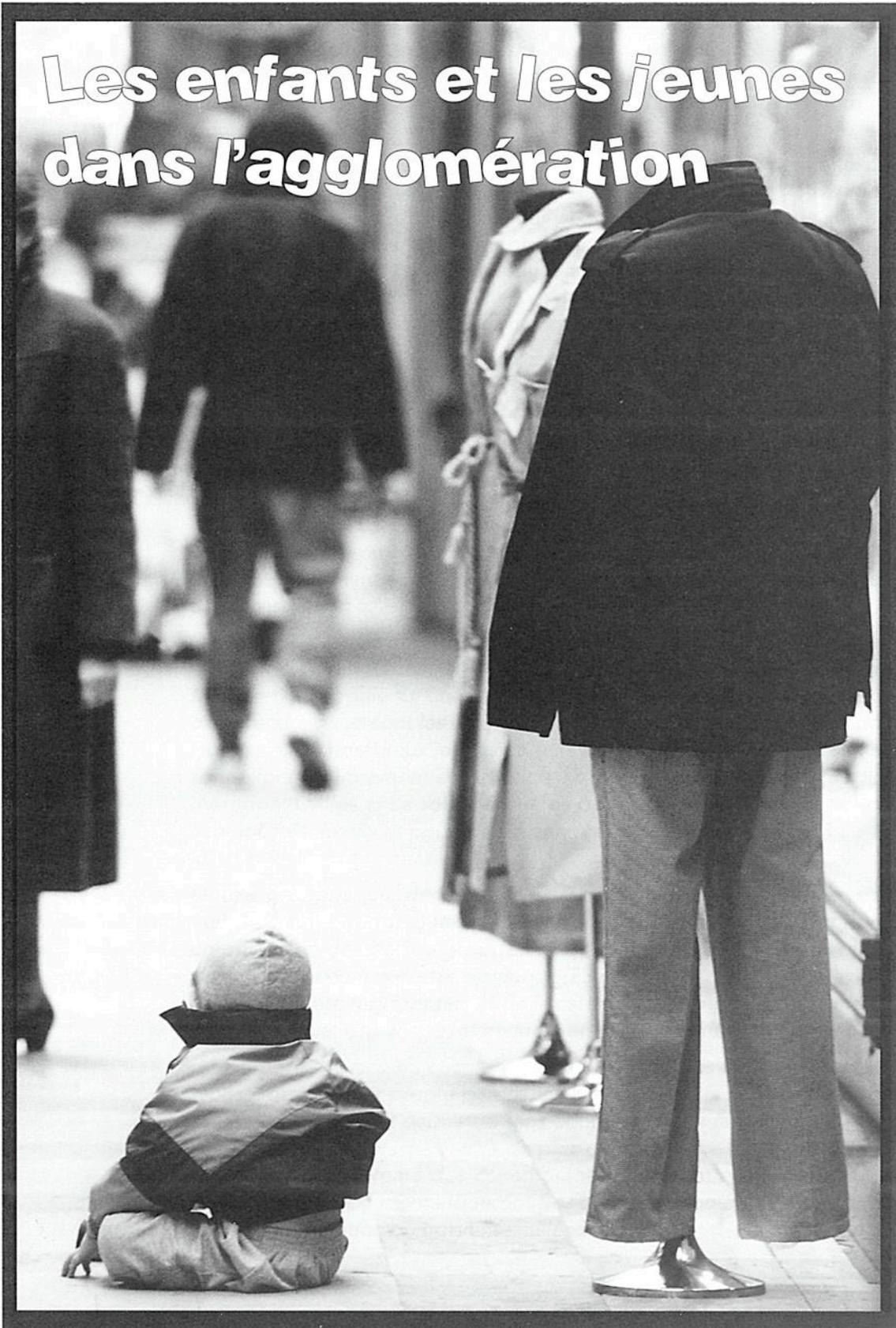
équité
concernement
création
recherche
université
reprise
mobilité
solidarité
rythme
projet
nanisme
bitranché
innovation
environnement
internet
politique
communication
développement
pollution
emploi
formation
confluent
rupture
ouverture
centralité
entité
habitat

Les cahiers Millénaire

trois

**Les enfants
et les jeunes
dans
l'agglomération**

Les enfants et les jeunes dans l'agglomération



Invitation au débat

La réflexion prospective et stratégique sur le devenir de l'agglomération lyonnaise engagée par le Grand Lyon est par essence collective. Elle concerne et doit impliquer, outre les élus et les services du Grand Lyon, les partenaires de ce dernier, les habitants de l'agglomération et de nombreux acteurs d'horizons divers.

A partir d'une vision des enjeux à long terme, la démarche doit permettre de construire les options stratégiques de développement de l'agglomération pour le début du siècle prochain. Pour y parvenir, elle doit favoriser l'émergence d'une vision partagée des objectifs et la constitution d'une culture commune sur un ensemble de questions reconnues comme centrales pour la société locale d'aujourd'hui : l'environnement, le lien social, la formation et l'éducation, la citoyenneté, les technologies de l'information, etc.

La réussite d'une telle entreprise passe nécessairement par un véritable partage des informations et des diagnostics des situations, et par une confrontation et une expression des points de vue et des idées, dans leur diversité.

les cahiers Millénaire 3

Avec les « Cahiers Millénaire 3 », le Grand Lyon s'inscrit dans cette perspective. Les

« Cahiers » ont été conçus non pas comme des œuvres définitives et achevées qui concluent des processus de réflexion, mais bien comme des documents de travail qui invitent à la discussion, des petites pierres mises à la disposition de la construction collective.

C'est dans cette même logique que s'inscrit ce numéro rédigé par Catherine Payen (Questions d'Avenir) et illustré de photos de Serge Mouraret. Il s'appuie sur une étude menée par Junior City afin de mieux comprendre quels sont les enjeux liés à la jeunesse dans l'agglomération lyonnaise. De nombreux jeunes et leurs parents ont été interrogés et se sont exprimés librement au cours de 12 tables rondes, jugeant l'agglomération. Celles-ci se sont déroulées pour moitié dans les locaux de Junior City à Ecully et pour moitié dans ceux du Grand Lyon du 3 au 16 juin 1999.*

Douze groupes (six de parents et six d'enfants et de jeunes, soit 108 personnes au total) habitant le Grand Lyon ont ainsi été réunis. La composition de chaque groupe tenait compte à la fois de l'âge des enfants, de la commune de résidence (23 communes ou arrondissement de Lyon ont été représentés) et de la catégorie socio-professionnelle du chef de famille. Chaque réunion durait en moyenne trois heures.

De nombreux discours circulent sur les jeunes, plus ou moins stéréotypés. Partir de leur propre parole et de celle de leurs parents ouvre de nouveaux horizons et permettra sans doute de porter un regard différent sur cette population qui aspire de plus en plus à être prise en compte autrement que comme des consommateurs potentiels. De nouvelles pistes de réflexion ne manqueront pas d'émerger pour construire avec eux l'agglomération du troisième millénaire.

* Cabinet d'études et de conseil spécialisé dans l'univers des enfants, des jeunes et de la famille.

Sommaire

Introduction	p 5
1 - Une agglomération attractive par sa qualité de vie	p 13
Regards sur l'agglomération lyonnaise	p 13
La prise en compte des enfants	p 13
L'insécurité : un problème majeur	p 17
Cinq propositions pour une meilleure qualité de vie	p 18
2 - Mettre en œuvre une démocratie plus participative	p 27
Un certain conservatisme	p 27
La citoyenneté, un vaste concept	p 28
Un long apprentissage	p 29
Les lieux de l'apprentissage	p 31
L'enfant citoyen	p 32
La citoyenneté en pratique	p 33
Mettre en œuvre une démocratie plus participative	p 33
3 - Les loisirs une activité primordiale pour les parents et les jeunes	p 41
Projection dans le futur	p 41
À chaque âge ses loisirs	p 41
Adolescent cherche espace ludique	p 42
Trop de disparités géographiques	p 43
Des enfants globalement satisfaits	p 45
Une agglomération accueillante aux projets	p 45
4 - Faciliter les apprentissages	p 51
La famille, premier lieu d'apprentissage	p 51
L'école en position difficile	p 52
Parents en quête de partenaires	p 53
Le mal-être des jeunes	p 54
La pollution, sujet d'inquiétude	p 55
L'alimentation facteur d'équilibre	p 56
Les médias : outils merveilleux ou pire des maux	p 57
Une agglomération facilitant les apprentissages	p 58
5 - S'ouvrir aux autres	p 63
L'univers des copains	p 63
Retrouver une tolérance réciproque	p 64
Une agglomération plus ouverte aux cultures du monde	p 65
Quelques lieux ressources dans l'agglomération lyonnaise	p 71

Regards croisés

Existe t'il une culture jeune aujourd'hui	p 8
<i>François Chobeaux</i>	
Une jeunesse qui dure	p 8
<i>Louis Dim</i>	
L'école des parents	p 20
<i>Jean Epstein</i>	
L'enfant et la ville	p 21
<i>Bernard Préel</i>	
Et si on parlait sécurité	p 23
<i>Conseil municipal d'enfants de Rillieux-la-Pape</i>	
Vers un droit de parole qui souhaite être entendu	p 35
<i>Barbara Walter</i>	
Comment devenir à 10 ans, acteur de la démocratie locale	p 36
<i>Assiba Benabdallah et Christiane Szczepanik</i>	
L'enfant, le jeu et le quartier	p 47
<i>Kaj Noschis</i>	
La bohème et la bourgeoisie	p 48
<i>Célia, étudiante</i>	
Les nouvelles familles	p 59
<i>Martine Ségalen</i>	
Quelques enjeux de l'éducation aujourd'hui	p 67
<i>Bernard Pinatel</i>	
Prévenir les conflits entre générations	p 68
<i>Denis Kessler</i>	



Introduction

La Mission prospective est particulièrement attentive à la prise en compte des enfants et des jeunes dans l'élaboration du projet d'agglomération « Millénaire 3 ».

Aussi, a-t-elle fait réaliser par Junior City une étude documentaire sur la place de la jeunesse dans la société française. A la suite de ce travail, une série de tables rondes regroupant des enfants, des jeunes et des parents, de différentes classes d'âge et divers environnements socioculturels a été organisée afin d'explorer les préoccupations, les attitudes et les attentes des jeunes et de leurs parents. Les propos ainsi recueillis ont donné naissance à une étude exploratoire riche d'enseignements qui permet de mieux comprendre quels sont les enjeux liés à la jeunesse dans un cadre aussi précis que celui de l'agglomération lyonnaise. Les personnes interrogées, notamment les jeunes adultes et les parents, ont accueilli avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction cette consultation. Ils ont noté dans cette démarche un souci d'ouverture et de dialogue qu'ils ont salué et apprécié.

Ce travail permet également d'étudier l'écho que peut rencontrer la démarche

« Millénaire 3 » auprès des jeunes et comment ceux-ci s'inscrivent dans les cinq axes stratégiques de développement retenus par le Grand Lyon :

- l'ouverture aux cultures et au monde,
- la qualité de vie,
- le soutien aux projets et à l'esprit d'entreprendre,
- une démocratie plus participative,
- les apprentissages tout au long de la vie.

Ce cahier offre une synthèse de l'étude documentaire et des tables rondes réalisées par Junior City. L'ensemble des informations est organisé autour des principaux thèmes du projet d'agglomération. L'ordre dans lequel ceux-ci sont abordés est décroissant avec le degré de sensibilité que nous avons cru percevoir chez les enfants, les jeunes et leurs parents.

Ainsi, la qualité de vie, la sécurité, les loisirs et la citoyenneté apparaissent dans les premières positions, tandis que les thèmes de l'esprit d'entreprendre, des apprentissages tout au long de la vie et de l'ouverture aux autres, aux cultures et au monde sont plutôt traités en fin de cahier.



La jeunesse, une longue histoire

Comme le rappelle Philippe Ariès, sociologue et historien de la famille, il faut attendre le XVI^{ème} siècle pour que l'enfant existe en tant que tel et bénéficie ainsi d'un statut différent de celui de l'adulte. A cette époque, et uniquement dans les classes privilégiées, l'enfant possède un costume et un langage spécifiques qui le différencient de l'adulte. A l'école, des classes de niveaux font leur apparition, en fonction de l'âge des enfants. Cependant, on lui reconnaît encore peu d'intelligence et il est bien souvent traité comme un petit « singe savant » qui amuse les adultes.

Au XVII^{ème} siècle, le statut de l'enfant va évoluer sous l'influence de l'église, des moralistes et des médecins. Dans les familles bourgeoises ou aristocratiques

organisées autour du couple, l'enfant commence à prendre toute sa place et son éducation morale, ainsi que son développement physique harmonieux deviennent de véritables préoccupations. Cette évolution est également encouragée par l'Etat qui voit en lui un futur citoyen, voire un ouvrier ou un soldat, qu'il convient d'éduquer et de protéger.

Cependant, il faudra attendre le XIX^{ème} siècle pour que de véritables mesures soient prises afin de lutter contre la mortalité infantile. Parallèlement, la natalité est encouragée et de nombreuses institutions voient le jour pour prendre en charge les enfants orphelins ou abandonnés. De plus en plus, l'enfant voit ses conditions de vie s'améliorer.

Puisque l'enfant est reconnu en tant que tel, il lui faut alors accéder à l'âge adulte. Il devra obligatoirement accomplir un certain nombre de rites de passage : le certificat d'études, la majorité, le baccalauréat ou le premier emploi, le service militaire, le mariage ou le premier rapport sexuel... Tout est très codifié. Depuis une dizaine d'années maintenant, ces codes n'ont plus du tout la même valeur et l'on assiste à un allongement

de la jeunesse, parfois, et même de plus en plus souvent au delà de 25 ans. Mais paradoxalement, les enfants deviennent aussi « adultes » plus vite. L'accès à de nombreuses sources d'information (télévision, multimédia etc.) leur permet de prendre rapidement conscience de la marche du monde. Le monde urbain, le travail des femmes ont également contribué à une prise d'autonomie et de responsabilités plus rapide.

Le paradoxe des années 90



L'enfant d'aujourd'hui est désiré, « programmé ». Il devient « rare » et porte sur ses épaules les projets de ses parents. Il est reconnu comme un individu à part entière et non plus seulement comme un adulte en devenir. La jeunesse est une valeur positive dans la société contemporaine. On veut rester jeune dans sa tête et dans son corps. L'adulte cherche à repousser les limites du vieillissement et rentre en concurrence avec le jeune qui perd ainsi son statut. Toutes les classes d'âge cherchent à s'approprier cette valeur « jeunesse » d'où une perte d'identité pour ceux qui la détiennent réellement.

Par une sorte de renversement de la situation, il n'y a plus aujourd'hui de limite claire à la définition de la jeunesse que ce soit en sociologie, en démographie ou encore en psychologie. Considérés par les sociologues

comme des sujets, des consommateurs économiques, les jeunes n'ont plus de véritable statut social. Pour s'intégrer dans la société, ils doivent prendre leur autonomie. Or, la crise économique, les met en état de dépendance vis-à-vis des adultes dans la mesure où ils ne peuvent aisément accéder à une autonomie financière. Ainsi, François Dubet, sociologue dénonce, « la tendance générale qui a vu décliner les revenus du travail et croître ceux du patrimoine et qui ne peut que pénaliser les jeunes qui n'ont pas beaucoup de travail et peu de patrimoine ». Les jeunes se sentent en marge d'une société qui peine à les intégrer et les adultes ont tendance à ne voir en eux que des déviants dont il faut se méfier. D'où un certain rejet mutuel.

Selon le bilan démographique publié par l'Insee en 1997, les jeunes représentent 32,8% de la population française d'aujourd'hui.

0 - 3 ans	2,9 millions d'enfants
4 - 10 ans	5,2 millions d'enfants
11 - 17 ans	5,5 millions d'adolescents
18 - 24 ans	5,4 millions de jeunes
Total	19 millions
	<i>soit environ 750 000 enfants par année d'âge</i>

Les nouveaux pré-adolescents

Pendant de nombreuses années, la classification des enfants passait par une segmentation simple. Il y avait les enfants (0 à 12 ans) et les adolescents (13 - 18 ans). Peu à peu est apparue l'idée de la pré-adolescence.

Actuellement, on assiste à une évolution de plus en plus fine des classes d'âge, chacune ayant ses repères et ses identifiants (0/2 ans, 3/5 ans, 6/8 ans, 9/11 ans...). Une nouvelle catégorie de pré-adolescents est en train de naître. Vers 9 ans, les enfants délaissent jeux et jouets traditionnels pour se rapprocher de ce qui attire leurs aînés et conquérir à leur tour les marchés de la musique, de la mode ou du sport.

Les enfants entre 7 et 11 ans ont formé pendant longtemps une tranche d'âge sans gros problèmes, désignée par les psychologues comme la période de latence pendant laquelle ils grandissent, se développent tranquillement. Depuis quelques années, ce bloc s'est divisé. Les 7-8 ans découvrent le monde des copains tout en restant proche de leur culture familiale. Ils jouent, regardent des dessins animés dont les héros deviennent leurs modèles. En revanche, entre 9 et 10 ans, l'enfant possède un groupe de copains solide dont les avis sont prépondérants et beaucoup

plus importants que ceux des parents. Il commence à se tourner vers les comportements adolescents, abandonne les jouets pour s'attacher aux groupes de musique, à la mode (le look prend de l'importance). Il s'identifie aux acteurs et aux chanteurs dont les affiches commencent à envahir sa chambre.

Les filles évoluent cependant différemment des garçons en raison de leur différenciation physique et de leur construction identitaire. Les traditions culturelles influencent également cette évolution. Ainsi, là où les garçons font preuve de meilleures compétences mathématiques, les filles développent des compétences verbales. Les garçons sont plus attirés par les grands groupes alors que les filles se tournent vers de petits groupes etc....

Les enfants grandissent plus vite. Leur éveil, sous l'influence des parents qui misent sur les jeux éducatifs notamment, est plus rapide. Ils sont rapidement autonomes et ayant accès aux moyens audiovisuels, ils emmagasinent de nombreuses informations. Plus ouverts, ils sont aussi plus instables et on parle souvent d'eux comme « d'une génération zapping ». Ils sont plus critiques, plus blasés, difficiles à séduire et se conforment plus difficilement aux règles et aux normes sociales.



**regard croisé****Existe t'il une culture jeune aujourd'hui ? ***
par François Chobeaux

(...) « Il y a peut-être plus de lien entre un jeune et un adulte qui écoutent du reggae qu'entre deux jeunes dont l'un écoute du hard trash et l'autre de la techno Goa. Ainsi, il y a peut être plus de liens entre les supporters d'un club sportif regroupés dans les tribunes d'un stade, tous âges confondus, qu'entre deux jeunes dont l'un va assister au match de l'équipe dont il est supporter pendant que l'autre va préparer un concours équestre. » (...)
D'évidence les constats globaux de l'approche macro

sociologique ne suffisent plus à montrer ni à aider à comprendre la complexité. Pas plus que des approches prenant trop exclusivement en compte des appartenances sociales comme seuls déterminants des comportements ne suffisent à dépeindre cette même complexité sans la réduire de façon trop simpliste. En fait, les jeunes ont d'une part les pratiques culturelles de leur âge et celles de leurs milieux, toutes deux identifiées par les sociologues, d'autre part et en même

temps celles de leurs attitudes vers des niches micro-culturelles où ces catégories éclatent : créations dans le registre Hip Hop, jeux de rôle, sport de rue ... Ces pratiques culturelles juvéniles privilégiées que sont les sorties, le sport, la musique, renvoient d'évidence à une vision du monde faite de recherche d'espaces de rêves, de rencontre et d'action propres à toutes jeunesse qu'elles qu'en soient les mises en oeuvre.

**regard croisé****Une jeunesse qui dure ****
par Louis Dim

Il y a trente ans, la plupart des jeunes étaient mariés et avaient un emploi stable avant 25 ans. Aujourd'hui, entre la fin du lycée et l'entrée dans la vie adulte, se situe une période intermédiaire de plus en plus longue, vécue différemment selon les catégories sociales. La « jeunesse » tend à déborder sur l'âge adulte.

La jeunesse - période du cycle de vie comprise entre la fin des études secondaires et l'installation dans la vie adulte (travail et famille) est mainte-

nant plus tardive, plus longue et moins articulée autour d'étapes irréversibles, clairement définies. La fin des études, le service militaire, le départ de chez les parents, la vie en couple, l'insertion dans le monde professionnel et la naissance des enfants étaient autant d'étapes d'entrée dans la vie adulte qui se succédaient régulièrement. Dans les années 60, du haut au bas de la pyramide sociale, tout le monde à 25 ans avait quitté sa famille d'origine, était « établi », c'est-à-dire embauché dans

un emploi stable, et marié. Depuis 1970 environ, ce calendrier est complètement perturbé, les dates de franchissement des différentes étapes sont plus tardives et se succèdent dans un ordre de moins en moins régulier. L'allongement de la scolarité, la montée du chômage, la diversification des formes d'emploi et la précarisation du contrat salarial, ainsi que la diversification des modèles matrimoniaux sont autant de tendances qui concernent plus particulièrement les jeunes.

* L'école des parents, numéro de janvier 1998

** Article paru dans Sciences Humaines - Hors série N°26 de septembre / octobre 1999



La prolongation des études est la source majeure de l'allongement de la jeunesse.

Selon les évaluations de l'« Enquête emploi » de l'Insee, d'importantes modifications sont intervenues en moins d'une vingtaine d'années :

- L'âge médian de fin d'études passe de 18 à 21 ans, de 1982 à aujourd'hui ; la prolongation des études est la source majeure de l'allongement de la jeunesse. Si elle se traduit de fait par la prise plus tardive de la responsabilité professionnelle ou familiale, cette prolongation ne doit pas être interprétée systématiquement comme une volonté de retarder l'entrée sur le marché du travail ; elle peut aussi résulter d'un choix volontaire visant à accroître son capital scolaire et donc ses chances de trouver un emploi.

- L'âge médian d'installation dans un logement indépendant passe de 22 à 23 ans ; de tous les indicateurs, il a le moins varié, impliquant, par comparaison avec l'âge de fin d'études, une proportion plus importante d'étudiants indépendants dans leur logement, mais aussi, par comparaison avec l'âge médian de vie en couple, une augmentation de la proportion des célibataires.

- L'âge médian d'obtention d'un emploi passe d'environ 20 ans à un peu moins de 23 ans ; et pour un emploi stable (contrats à durée indéterminée, titulaires de la fonction publique ou emploi indépendant), de 22 à 25 ans ; le taux de chômage des 25 à 28 ans passe quant à lui de 8 à 17 % ; la durée d'insertion dans

l'emploi est de plus en plus longue, et les difficultés financières qui s'ensuivent (faibles salaires, irrégularité des revenus, chômage moins favorablement indemnisé - voire sans indemnité - que pour la population d'âge plus avancé) induisent une élévation des taux de pauvreté de la population jeune, et tout particulièrement chez les jeunes parents. Par ailleurs, d'une façon générale, les revenus des jeunes n'ont pas suivi la hausse connue par les autres classes d'âge, ce qui induit aussi une dépendance plus forte à l'égard de la parentèle lorsque celle-ci est susceptible d'apporter une aide en nature ou en numéraire, ce qui n'est pas toujours le cas.

- L'âge médian de formation d'un couple passe de 23 à 25 ans et celui de la naissance d'un premier enfant de 26 à 29 ans. Maintenant, un enfant sur deux naît hors mariage. Le couple, qui s'instituait naguère avec le mariage qui précédait normalement la première naissance, ne se stabilise vraiment, maintenant, qu'avec la conception d'un enfant. Une période de concubinage est donc apparue dans toutes les catégories sociales, à quelques différences près. L'écart temporel s'allonge entre la formation des couples et la naissance du premier enfant.

Même si les étapes ne sont pas franchies au même âge par les hommes et les femmes, les évolutions sont parallèles pour les deux sexes.

Le modèle adulte advient de plus en plus tardivement dans le cycle de vie.

Ces différentes étapes sont moins articulées les unes aux autres : elles se succèdent moins mécaniquement, créent une période intermédiaire et incertaine dans toutes les catégories sociales, et conduisent à la multiplication des situations atypiques, comme les parents en emploi précaire, les titulaires d'un emploi stable sans conjoint ou habitant chez leurs parents, etc.

Par ailleurs, les caractéristiques du modèle adulte (emploi stable et famille constituée d'un couple et d'enfants) adviennent de plus en plus tardivement dans le cycle de vie. De plus, elles sont réversibles. L'emploi stable étant plus menacé que naguère (chômage et contrats précaires), une certaine proportion d'adultes est conduite à une réinsertion professionnelle continue, en cours de carrière, voire à une série de réinsertions jamais achevées, comme c'est le cas pour 25 % des hommes sans diplôme. Pour autant, tous niveaux d'étude confondus, plus de trois quarts de la population masculine (78 %), accèdent à l'emploi stable dès l'âge de 30 ans (90 % en 1982). La proportion est d'une sur deux (54 %) pour les femmes (contre près de deux sur trois vingt ans plus tôt). Mais cet emploi stable dissimule une mobilité professionnelle croissante, avec plus de changements d'entreprises.





L'entrée dans la vie adulte est plus souvent réversible, et les retours en arrière sont plus fréquents.

L'autre source d'instabilité, qui concerne toutes les populations, est familiale. Les divorces et les ruptures conjugales conduisent les hommes et les femmes à cette alternative : reconstruction d'une cellule familiale « normale », avec un autre partenaire, ou rester sans conjoint ; il existe pour de nombreuses personnes une oscillation entre les deux conditions. L'entrée dans la vie adulte est donc plus souvent réversible, et les retours en arrière sont plus fréquents, vers des caractéristiques qui sont propres à la jeunesse. Par conséquent, il n'est plus possible de poser la frontière entre jeunesse et âge adulte à 25 ans, celle-ci ayant des limites plus tardives, relatives et subtiles.

Cette évolution s'accompagne aussi d'une transformation profonde de la valorisation des âges de la vie. Aujourd'hui, les adultes veulent paraître jeunes, sans nécessairement renoncer aux responsabilités et aux avantages de leur âge. La mobilité affective, et l'ajournement perpétuel de la prise de responsabilité professionnelle comme mode de vie, sont aussi moins marginales. Il en résulte que la césure entre jeunes et adultes se brouille, ce qui fragilise l'identification sociale des jeunes. Ces évolutions sont différemment vécues dans l'ensemble des catégories de la société, notamment en raison de l'articulation différente entre l'école et l'emploi pour chacune des catégories. Le

calendrier des élèves de grandes écoles a moins bougé d'un point de vue professionnel : fin des études ou du service militaire et obtention d'un emploi sont le plus souvent simultanés, même si l'emploi stable n'est plus immédiatement assuré. Au sein des autres catégories, et plus nettement à mesure que l'on descend dans la hiérarchie des titres scolaires, une proportion importante de jeunes ne trouve pas d'emploi stable à la sortie des études ou du service national. L'insertion professionnelle, qui était autrefois une rupture entre l'adolescence et l'âge adulte dans toutes les catégories de la société, est devenue un processus plus long, plus complexe et plus précaire.

En 1982, les hommes sans diplôme trouvaient un emploi stable vers 21 ans, soit quatre ans après la sortie de l'école (vers 16 ans et demi), alors que les diplômés des grandes écoles trouvaient une place à 25 ans, après leur sortie du système d'enseignement ou du service national ; aujourd'hui le calendrier de l'obtention de l'emploi stable est plus concentré : 25 ans pour les sans diplôme (soit huit ans après leur sortie, qui s'effectue maintenant vers 17 ans et demi, à l'issue d'un échec scolaire sur une voie plus longue d'enseignement) et 26 ans pour les seconds. La conséquence en est que les moins favorisés par l'école, et qui en sortent le plus tôt, sont au chômage ou vivent de petits boulots instables pendant une période de plus en plus longue. Entre la sortie de l'école et l'emploi

stable, pendant une période intermédiaire longue, les moins favorisés perdent leurs repères identitaires : ni étudiants, ni travailleurs, leur situation ne correspond à aucune référence identitaire traditionnelle.

A ces difficultés d'insertion des jeunes correspond un appauvrissement matériel et financier des nouvelles générations, par comparaison à celles plus âgées. Les enfants des familles modestes poursuivent moins longtemps leurs études, continuent à habiter chez leurs parents plus longtemps, trouvent rarement une insertion professionnelle précoce, vivent plus longtemps en état de dépendance de la parentèle et de la famille, et connaissent parfois la « galère », vivant à la lisière de la délinquance ; les jeunes des classes moyennes continuent en revanche leurs études, ont souvent un logement indépendant, des petits jobs, vivent parfois en concubinage et connaissent souvent une intense sociabilité de loisir.

La phase d'instabilité pendant laquelle se construisent les ambitions personnelles serait plus difficile à vivre aujourd'hui.

Mais au total, entre 16 et 28 ans, voire au-delà, s'est créée une période d'entrée dans la vie où les jeunes vivent dans l'instabilité, avec le secours plus ou moins généreux de la protection sociale et des parents.

C'est au cours de cette phase d'instabilité que les ambitions personnelles se construisent et s'ajustent aux positions sociales, et cet ajustement pourrait être plus difficile aujourd'hui. La jeunesse a été particulièrement affectée par la



transformation du système d'enseignement, qui ne correspond pas à la déformation de la structure professionnelle : alors que le niveau général des diplômes s'élève rapidement pour les nouvelles générations, la structure des emplois offerts ne se modifie guère. Les jeunes bacheliers doivent plus souvent que naguère se contenter d'une place d'employé ou d'ouvrier, souvent avec des contrats précaires; un tel contact avec le monde professionnel est parfois vécu comme un déclassement, surtout lorsqu'ils n'ont pas pris conscience de la fin du modèle

qu'ont connu les générations précédentes. Cette situation peut être reliée au développement d'un certain nombre de signes d'anomie, comme le développement de l'usage de psychotropes et du suicide qui, depuis 1970, a plus que doublé chez les 15-25 ans.

L'ambiguïté du statut social des jeunes explique qu'ils participent peu à la vie politique institutionnelle et syndicale. Aux élections présidentielles de 1993 comme aux législatives de 1986, par exemple, le taux de participation des 18-24 ans (70 %) est

inférieur d'environ dix points au taux de l'ensemble des électeurs (80 %). En revanche, ils animent des groupes, des associations et des formes neuves de convivialité, renouvellent les codes de conduite, participent de l'affaiblissement des pratiques religieuses et sont, surtout, les plus gros consommateurs de culture, et de grands praticiens de loisirs sportifs. Suractifs du point de vue culturel, les jeunes connaissent en même temps des difficultés d'insertion sociale inédites depuis cinquante ans.





Une jeunesse qui dure * * **par Louis Dim**

Il y a trente ans, la plupart des jeunes étaient mariés et avaient un emploi stable avant 25 ans. Aujourd'hui, entre la fin du lycée et l'entrée dans la vie adulte, se situe une période intermédiaire de plus en plus longue, vécue différemment selon les catégories sociales. La « jeunesse » tend à déborder sur l'âge adulte.

La jeunesse - période du cycle de vie comprise entre la fin des études secondaires et l'installation dans la vie adulte (travail et famille) est mainte-

nant plus tardive, plus longue et moins articulée autour d'étapes irréversibles, clairement définies. La fin des études, le service militaire, le départ de chez les parents, la vie en couple, l'insertion dans le monde professionnel et la naissance des enfants étaient autant d'étapes d'entrée dans la vie adulte qui se succédaient régulièrement. Dans les années 60, du haut au bas de la pyramide sociale, tout le monde à 25 ans avait quitté sa famille d'origine, était « établi », c'est-à-dire embauché dans

un emploi stable, et marié. Depuis 1970 environ, ce calendrier est complètement perturbé, les dates de franchissement des différentes étapes sont plus tardives et se succèdent dans un ordre de moins en moins régulier. L'allongement de la scolarité, la montée du chômage, la diversification des formes d'emploi et la précarisation du contrat salarial, ainsi que la diversification des modèles matrimoniaux sont autant de tendances qui concernent plus particulièrement les jeunes.

* L'école des parents, numéro de janvier 1998

* * Article paru dans Sciences Humaines – Hors série N°26 de septembre / octobre 1999



La prolongation des études est la source majeure de l'allongement de la jeunesse.

Selon les évaluations de l'« Enquête emploi » de l'Insee, d'importantes modifications sont intervenues en moins d'une vingtaine d'années :

- L'âge médian de fin d'études passe de 18 à 21 ans, de 1982 à aujourd'hui ; la prolongation des études est la source majeure de l'allongement de la jeunesse. Si elle se traduit de fait par la prise plus tardive de la responsabilité professionnelle ou familiale, cette prolongation ne doit pas être interprétée systématiquement comme une volonté de retarder l'entrée sur le marché du travail ; elle peut aussi résulter d'un choix volontaire visant à accroître son capital scolaire et donc ses chances de trouver un emploi.

- L'âge médian d'installation dans un logement indépendant passe de 22 à 23 ans ; de tous les indicateurs, il a le moins varié, impliquant, par comparaison avec l'âge de fin d'études, une proportion plus importante d'étudiants indépendants dans leur logement, mais aussi, par comparaison avec l'âge médian de vie en couple, une augmentation de la proportion des célibataires.

- L'âge médian d'obtention d'un emploi passe d'environ 20 ans à un peu moins de 23 ans ; et pour un emploi stable (contrats à durée indéterminée, titulaires de la fonction publique ou emploi indépendant), de 22 à 25 ans ; le taux de chômage des 25 à 28 ans passe quant à lui de 8 à 17 % ; la durée d'insertion dans

l'emploi est de plus en plus longue, et les difficultés financières qui s'ensuivent (faibles salaires, irrégularité des revenus, chômage moins favorablement indemnisé - voire sans indemnité - que pour la population d'âge plus avancé) induisent une élévation des taux de pauvreté de la population jeune, et tout particulièrement chez les jeunes parents. Par ailleurs, d'une façon générale, les revenus des jeunes n'ont pas suivi la hausse connue par les autres classes d'âge, ce qui induit aussi une dépendance plus forte à l'égard de la parentèle lorsque celle-ci est susceptible d'apporter une aide en nature ou en numéraire, ce qui n'est pas toujours le cas.

- L'âge médian de formation d'un couple passe de 23 à 25 ans et celui de la naissance d'un premier enfant de 26 à 29 ans. Maintenant, un enfant sur deux naît hors mariage. Le couple, qui s'instituait naguère avec le mariage qui précédait normalement la première naissance, ne se stabilise vraiment, maintenant, qu'avec la conception d'un enfant. Une période de concubinage est donc apparue dans toutes les catégories sociales, à quelques différences près. L'écart temporel s'allonge entre la formation des couples et la naissance du premier enfant.

Même si les étapes ne sont pas franchies au même âge par les hommes et les femmes, les évolutions sont parallèles pour les deux sexes.

Le modèle adulte advient de plus en plus tardivement dans le cycle de vie.

Ces différentes étapes sont moins articulées les unes aux autres : elles se succèdent moins mécaniquement, créent une période intermédiaire et incertaine dans toutes les catégories sociales, et conduisent à la multiplication des situations atypiques, comme les parents en emploi précaire, les titulaires d'un emploi stable sans conjoint ou habitant chez leurs parents, etc.

Par ailleurs, les caractéristiques du modèle adulte (emploi stable et famille constituée d'un couple et d'enfants) adviennent de plus en plus tardivement dans le cycle de vie. De plus, elles sont réversibles. L'emploi stable étant plus menacé que naguère (chômage et contrats précaires), une certaine proportion d'adultes est conduite à une réinsertion professionnelle continue, en cours de carrière, voire à une série de réinsertions jamais achevées, comme c'est le cas pour 25 % des hommes sans diplôme. Pour autant, tous niveaux d'étude confondus, plus de trois quarts de la population masculine (78 %), accèdent à l'emploi stable dès l'âge de 30 ans (90 % en 1982). La proportion est d'une sur deux (54 %) pour les femmes (contre près de deux sur trois vingt ans plus tôt). Mais cet emploi stable dissimule une mobilité professionnelle croissante, avec plus de changements d'entreprises.





L'entrée dans la vie adulte est plus souvent réversible, et les retours en arrière sont plus fréquents.

L'autre source d'instabilité, qui concerne toutes les populations, est familiale. Les divorces et les ruptures conjugales conduisent les hommes et les femmes à cette alternative : reconstruction d'une cellule familiale « normale », avec un autre partenaire, ou rester sans conjoint ; il existe pour de nombreuses personnes une oscillation entre les deux conditions. L'entrée dans la vie adulte est donc plus souvent réversible, et les retours en arrière sont plus fréquents, vers des caractéristiques qui sont propres à la jeunesse. Par conséquent, il n'est plus possible de poser la frontière entre jeunesse et âge adulte à 25 ans, celle-ci ayant des limites plus tardives, relatives et subtiles.

Cette évolution s'accompagne aussi d'une transformation profonde de la valorisation des âges de la vie. Aujourd'hui, les adultes veulent paraître jeunes, sans nécessairement renoncer aux responsabilités et aux avantages de leur âge. La mobilité affective, et l'ajournement perpétuel de la prise de responsabilité professionnelle comme mode de vie, sont aussi moins marginales. Il en résulte que la césure entre jeunes et adultes se brouille, ce qui fragilise l'identification sociale des jeunes. Ces évolutions sont différemment vécues dans l'ensemble des catégories de la société, notamment en raison de l'articulation différente entre l'école et l'emploi pour chacune des catégories. Le

calendrier des élèves de grandes écoles a moins bougé d'un point de vue professionnel : fin des études ou du service militaire et obtention d'un emploi sont le plus souvent simultanés, même si l'emploi stable n'est plus immédiatement assuré. Au sein des autres catégories, et plus nettement à mesure que l'on descend dans la hiérarchie des titres scolaires, une proportion importante de jeunes ne trouve pas d'emploi stable à la sortie des études ou du service national. L'insertion professionnelle, qui était autrefois une rupture entre l'adolescence et l'âge adulte dans toutes les catégories de la société, est devenue un processus plus long, plus complexe et plus précaire.

En 1982, les hommes sans diplôme trouvaient un emploi stable vers 21 ans, soit quatre ans après la sortie de l'école (vers 16 ans et demi), alors que les diplômés des grandes écoles trouvaient une place à 25 ans, après leur sortie du système d'enseignement ou du service national ; aujourd'hui le calendrier de l'obtention de l'emploi stable est plus concentré : 25 ans pour les sans diplôme (soit huit ans après leur sortie, qui s'effectue maintenant vers 17 ans et demi, à l'issue d'un échec scolaire sur une voie plus longue d'enseignement) et 26 ans pour les seconds. La conséquence en est que les moins favorisés par l'école, et qui en sortent le plus tôt, sont au chômage ou vivent de petits boulots instables pendant une période de plus en plus longue. Entre la sortie de l'école et l'emploi

stable, pendant une période intermédiaire longue, les moins favorisés perdent leurs repères identitaires : ni étudiants, ni travailleurs, leur situation ne correspond à aucune référence identitaire traditionnelle.

A ces difficultés d'insertion des jeunes correspond un appauvrissement matériel et financier des nouvelles générations, par comparaison à celles plus âgées. Les enfants des familles modestes poursuivent moins longtemps leurs études, continuent à habiter chez leurs parents plus longtemps, trouvent rarement une insertion professionnelle précoce, vivent plus longtemps en état de dépendance de la parentèle et de la famille, et connaissent parfois la « galère », vivant à la lisière de la délinquance ; les jeunes des classes moyennes continuent en revanche leurs études, ont souvent un logement indépendant, des petits jobs, vivent parfois en concubinage et connaissent souvent une intense sociabilité de loisir.

La phase d'instabilité pendant laquelle se construisent les ambitions personnelles serait plus difficile à vivre aujourd'hui.

Mais au total, entre 16 et 28 ans, voire au-delà, s'est créée une période d'entrée dans la vie où les jeunes vivent dans l'instabilité, avec le secours plus ou moins généreux de la protection sociale et des parents.

C'est au cours de cette phase d'instabilité que les ambitions personnelles se construisent et s'ajustent aux positions sociales, et cet ajustement pourrait être plus difficile aujourd'hui. La jeunesse a été particulièrement affectée par la



transformation du système d'enseignement, qui ne correspond pas à la déformation de la structure professionnelle : alors que le niveau général des diplômes s'élève rapidement pour les nouvelles générations, la structure des emplois offerts ne se modifie guère. Les jeunes bacheliers doivent plus souvent que naguère se contenter d'une place d'employé ou d'ouvrier, souvent avec des contrats précaires; un tel contact avec le monde professionnel est parfois vécu comme un déclassement, surtout lorsqu'ils n'ont pas pris conscience de la fin du modèle

qu'ont connu les générations précédentes. Cette situation peut être reliée au développement d'un certain nombre de signes d'anomie, comme le développement de l'usage de psychotropes et du suicide qui, depuis 1970, a plus que doublé chez les 15-25 ans.

L'ambiguïté du statut social des jeunes explique qu'ils participent peu à la vie politique institutionnelle et syndicale. Aux élections présidentielles de 1993 comme aux législatives de 1986, par exemple, le taux de participation des 18-24 ans (70 %) est

inférieur d'environ dix points au taux de l'ensemble des électeurs (80 %). En revanche, ils animent des groupes, des associations et des formes neuves de convivialité, renouvellent les codes de conduite, participent de l'affaiblissement des pratiques religieuses et sont, surtout, les plus gros consommateurs de culture, et de grands praticiens de loisirs sportifs. Suractifs du point de vue culturel, les jeunes connaissent en même temps des difficultés d'insertion sociale inédites depuis cinquante ans.



1. Une agglomération attractive

Regards sur l'agglomération lyonnaise

Les enfants, les jeunes et leurs parents de la région lyonnaise qui ont été interrogés dans les tables rondes apprécient les avantages culturels de la grande ville, tout en déplorant parfois le manque d'information, le coût des transports et en désignant du doigt les problèmes liés à la sécurité qui semblent une préoccupation dominante.

Lors des différentes tables rondes, Lyon est apparue comme une ville dotée d'un fort capital culturel et d'un riche patrimoine, qui évoquent une certaine qualité de vie. Cependant, cette qualité semble altérée par les problèmes de circulation.

Pour les parents, l'agglomération lyonnaise reste la ville des traditions culinaires symbolisées par Bocuse. Elle est aussi marquée par un fort passé historique où le Vieux Lyon, Guignol, les soyeux et les canuts se partagent la tête d'affiche. Un certain nombre de sites comme la Croix-Rousse, le Parc de la Tête d'Or, le confluent ou la Part Dieu sont indissociables de l'identité lyonnaise. Considérée comme une grande ville, au cœur de l'Europe, pôle industriel reconnu, elle n'en demeure pas moins belle et agréable en dépit de ses embouteillages et d'une circulation trop importante. C'est aussi une ville qui change, plus ouverte même si

pour certains, elle garde un petit côté provincial et poussiéreux. Du côté des mauvais points, la pollution revient souvent et comme toute grande agglomération, Lyon possède son lot de problèmes sociaux, de grands ensembles dont l'image n'est pas toujours très positive même si, aux cours des entretiens, de nombreux parents ont estimé que ces quartiers étaient avantagés en matière de loisirs ou de prise en charge des enfants et des jeunes.

L'intitulé Grand Lyon n'évoque pas grand-chose pour les plus jeunes qui souvent ignorent de quoi il s'agit alors que le mot Courly rencontre plus facilement un écho. Pour leurs parents, non seulement le Grand Lyon est connu, son logo bien identifié, mais son rôle est relativement bien compris même s'il se résume souvent aux grands projets d'aménagements urbains ou à l'entretien de la cité. La ville de Lyon apparaît comme dominante dans les projets de l'agglomération, souvent accusée d'étouffer les autres communes et notamment les plus petites. En revanche, la vocation régionale de l'agglomération semble de mieux en mieux appréhendée et le fait qu'elle s'étende ne passe pas inaperçu.



La prise en compte des enfants

Les enfants et les jeunes se sentent plutôt heureux dans l'agglomération. Leurs parents en revanche se montrent plus critiques, inquiets pour leur sécurité. Ceux qui ont des enfants en bas-âge estiment que le petit enfant reste le parent pauvre des politiques

municipales, notamment en matière d'accueil lorsque les parents travaillent. Ils ont un peu l'impression que l'enfant ou le jeune n'est pris en compte que lorsqu'il risque de gêner la bonne marche de la cité par des actes de violence ou de délinquance.

Du côté des parents...

Le niveau de satisfaction des parents dépend de l'âge de l'enfant. Ceux qui ont la charge de petits estiment que l'accueil en collectivité est largement insuffisant et déplorent les difficultés qu'ils rencontrent lors de leurs déplacements. Les crèches sont saturées et « *n'ont pas su évoluer avec les besoins de la famille et encore moins avec le marché du travail* ».

Leurs horaires manquent de flexibilité, les mères qui ne travaillent pas ont toutes les peines du monde à faire garder leurs enfants quelques heures par semaine. Certains soupçonnent même que les places en crèches ne soient pas attribuées dans la plus grande transparence. Cette question est d'autant plus importante aux yeux des parents qu'ils sont très attachés à la sociabilisation de leurs enfants. Enfin, de nombreux parents déplorent le manque d'informations pratiques dans ce domaine. En revanche, ceux dont les enfants atteignent l'âge de l'école primaire sont globalement plus satisfaits, notamment dans les domaines des sports et des loisirs. L'agglomération offre une large palette d'activités périscolaires par le biais d'une vie associative riche et variée. Les enfants peuvent ainsi découvrir de nombreuses activités et en changer facilement en fonction de leur évolution et de leurs désirs. L'agglomération attractive sur le plan culturel sait s'adresser aux enfants. Les musées, les théâtres, les lieux d'exposition mènent une politique active en direction des plus jeunes et leurs proposent des activités adaptées à leur âge mêlant découverte et plaisir pour un meilleur accès à la culture. « *A notre âge, on s'ennuyait dans les musées; maintenant, c'est différent : on sait les intéresser et surtout les faire participer* », note un parent lors d'une table ronde.

Prendre en compte l'enfant dans l'aménagement urbain

La ville, quelle qu'elle soit n'est pas adaptée à l'enfant, ou plus précisément au petit enfant dont les déplacements sont toujours sujets d'inquiétude. Ils sont les

premières victimes de la pollution. Les poussettes sont en effet en prise directe avec les pots d'échappement des voitures... Lyon n'échappe pas à la règle et les parents se plaignent des trottoirs étroits ou encombrés qui gênent la progression des poussettes, des rampes d'accès trop rares, des transports en commun dans lesquels ces mêmes poussettes ne sont pas acceptées etc....

L'enfant urbain a besoin de lieux pour jouer, se dépenser, respirer. Mais les espaces verts et les squares font défauts aux yeux des parents. Lorsqu'ils existent, ils sont mal entretenus. La construction de grands ensembles immobiliers rend la ville, et Lyon en particulier, de plus en plus « minérale » réservant les espaces verts aux propriétés privées. Les déjections canines en dépit des efforts menés par la Communauté urbaine et qui ne sont pas passés inaperçus, restent pour les parents un véritable fléau. L'urbanisation intensive de la ville centre pousse les parents à la quitter pour rejoindre des endroits plus verts, plus agréables à vivre avec des enfants : « *on est venu à Caluire, car c'est tout vert* ». Cette mobilité peut également s'expliquer par le désir de vivre en maison individuelle. En effet, en France, selon l'Insee, 73% des enfants habitent dans des maisons individuelles (qui représentent 56% des logements français) contre 27% en appartement et 70% d'entre eux disposent de leur propre chambre. Cependant, si l'arrivée des enfants pousse les parents à rejoindre des villes périphériques moins urbanisées, ils ne veulent pas non plus trop s'éloigner, heureux de pouvoir toujours accéder aux nombreuses possibilités du centre en matière de santé, d'éducation ou d'accès à la culture.

Mais ce qui préoccupe réellement les parents, relayés par les enfants, c'est la sécurité. Sécurité dans les déplacements, insécurité urbaine, peur de la violence, du racket, autant de phénomènes en voie de progression dans les agglomérations françaises dont les jeunes sont les principales victimes. Les parents et les jeunes ont peur.

Outre le problème des poussettes dans les transports en commun, ceux-ci sont souvent considérés comme « anti-famille » même si les parents concernés reconnaissent l'effort accompli par les TCL en proposant le tarif « Famille nombreuse » à partir du 3ème enfant et non plus du 4ème. « Comment voulez-vous qu'on prenne le bus : ce week-end avec ma femme et mes trois enfants on voulait aller en ville. Cinq tickets aller, cinq tickets retour, ça ne vaut pas le coup. Alors, j'ai pris ma voiture, ça m'a coûté 20 francs de parking, un peu d'essence et c'est tout », explique un père de famille. Cependant, nombre de parents ne connaissent pas les tarifs préférentiels auxquels ils ont droit. Plus qu'une politique tarifaire à revoir, les transports en commun souffrent d'un manque de communication sur leurs tarifs. D'autres critiques sont également formulées et notamment par les jeunes qui déplorent des horaires peu adaptés le soir, les obligeant souvent à patienter longuement aux arrêts et les empêchant de sortir facilement en soirée, sans parler des liaisons inter-banlieues très insuffisantes.

Le point de vue des enfants

En ce qui concerne les enfants, il ne peut y avoir un point de vue unique. En fonction de leur âge, ils ont des envies et des centres d'intérêt spécifiques qui déterminent leur jugement. Leur journée s'organise différemment selon les âges. Ainsi, d'après l'INSEE, pour les 7-11 ans, le sommeil occupe 41% de leur temps, tandis qu'ils passent 10% du temps à l'école, 22% à jouer et 14% à regarder la télévision. Les 12-18 ans quant à eux voient 43% de leur journée occupés au sommeil et à la toilette, ils consacrent 21% du temps au travail scolaire, 20% aux loisirs (dont 8% à la télévision et 2% au sport), 9% aux tâches domestiques et 7% aux repas (contre 8% pour le 7-11 ans).

Au sein de l'agglomération lyonnaise, les 6-11 ans sont dans l'ensemble plutôt heureux dans leur vie qui s'organise autour de la famille, de l'école et des copains avec qui l'on pratique des activités périscolaires sur le quartier ou chez qui l'on joue après l'école. Spontanément, ils parlent peu de leur quar-

D'Ouest en Est des avis divergeants

Contraintes budgétaires au détriment des enfants, choix politiques, inégalités entre les banlieues reviennent régulièrement dans les discours tenus par les parents qui expliquent ainsi les manques qu'ils ressentent. « Il n'y a plus de colonies de vacances, car ça coûtait trop cher », dit l'un d'entre eux. « Ils ont supprimé l'activité piscine à l'école pour des raisons de budget » renchérit un autre. « Il n'y a pas assez d'enjeux avec les gamins »...

Certains habitants des communes de l'Ouest lyonnais se sentent pénalisés par la politique sociale menée en faveur des adolescents de l'Est lyonnais. « J'ai habité Vaulx-en-Velin, c'était un peu dur mais il y avait des choses géniales pour les enfants, ils en ont bien profité » se souvient un parent, tandis qu'un autre estime qu'on « s'occupe tellement des coins défavorisés qu'à Ecully les loisirs sont chers; on n'a même pas d'endroit pour jouer au foot » appuyé par son voisin pour qui « il vaut mieux habiter dans les banlieues qu'à Lyon où ils font peu d'efforts pour les enfants. Nous, il paraît qu'on est riche ».



tier ou de leur ville. Ils vivent là, c'est un fait acquis, un élément de stabilité. Les repères sont faciles.

Si on les interroge sur les changements qu'ils souhaiteraient, ils parlent d'abord d'eux-mêmes, en référence avec leur quotidien « ne plus avoir de contrôles... ». Ils ont aussi des préoccupations à l'échelle planétaire et aspirent à un monde plus harmonieux, plus égalitaire où il n'y aurait plus de pollution, de guerre et de racisme. S'ils sont en général plutôt sur-informés ils aimeraient cependant qu'on leur explique davantage la marche du monde, qu'il y ait des informations pour eux. C'est le paradoxe des enfants du monde de l'image qui ont accès très tôt aux informations planétaires mais qui ne trouvent pas de supports adaptés pour répondre à leurs questions. Si enfin, on les questionne sur leur ville, ils se montrent préoccupés par la propreté et montrent du doigt le manque de civisme des adultes. La pollution les inquiète aussi, et en zone très

urbaine les travaux publics les gênent notamment dans leurs déplacements piétonniers. Enfin, le racket, le viol, les enlèvements ou les agressions sont sources d'angoisse. Ils se sentent encore protégés par leurs parents mais la médiatisation de certains faits divers et les avertissements répétés des adultes créent la peur. « *Les maîtresses nous préviennent du racket pour l'année prochaine* », raconte un enfant de CM2.

Peur sur la ville

Les 11-12 ans sont encore des enfants dont le monde se limite à l'école et aux loisirs, notamment le sport. Ils sont à l'abri des gros soucis, protégés par les adultes, peu autonomes. Ils se montrent satisfaits de ce qui leur est proposé dans leur quartier. Cependant avec l'entrée au collège, ils commencent à se sentir en insécurité lors de leurs déplacements domicile-école ou dans la cour de récréation, confrontés aux plus âgés. La drogue les préoccupe même si elle ne les atteint pas encore : « *il paraît qu'on peut nous en proposer gratuitement pour qu'on en achète après* » rapporte l'un d'entre eux lors d'une table ronde.

Pour les 13-15 ans c'est le début de l'autonomie et la sécurité devient un problème. Exposés à la violence qu'ils sentent partout, ils évitent avec soin certains quartiers. Le sport perd de son importance sauf celui que l'on pratique avec les copains, dans des clubs ou dans la rue. Les structures en place sur leurs quartiers répondent toujours à leurs besoins mais ils n'hésitent pas à se déplacer pour rejoindre des clubs « côtés » ou retrouver des copains. Leurs loisirs se diversifient, notamment en direction du cinéma qui dans certaines villes périphériques fait défaut (comme à Vaulx-en-Velin) ou n'offre pas assez de diversité (à Tassin et à Ecully). C'est là aussi que le problème des transports commence à devenir crucial le week-end ou en soirée.

Après 16 ans, les loisirs et les sorties prennent beaucoup de place. Les jeunes se montrent satisfaits de l'offre lyonnaise. Ils vivent de moins en moins sur leur quartier, se déplacent pour satisfaire leur curiosité. Ils prennent aussi conscience du coût des choses et l'argent devient une préoccupation importante que ce soit dans le domaine des études ou dans celui des loisirs. Ils se montrent préoc-

cupés par leur orientation professionnelle. Plus autonomes, ils sont aussi plus tentés par la société de consommation. Certains prennent de la distance comme ce jeune qui pense que « *si on est bien dans sa tête, ce n'est pas trop un problème : un bon plat de nouilles avec des copains, ça vaut tous les restos !* ». D'autres sont davantage tentés et craignent « *d'avoir à se débrouiller...* ». Pour eux aussi, le problème de la sécurité reste prioritaire et ils attendent du Grand Lyon une véritable politique dans ce domaine.

Je suis ce que je consomme

La place et le rôle de l'enfant dans la consommation du foyer ont évolué depuis les années 80. Du statut « d'enfant roi », il est devenu un véritable partenaire au sein de la vie familiale. L'initiation à la consommation revêt pour les parents une double valeur : une valeur éducative à travers le processus d'achat suivi par l'enfant et une valeur de socialisation par l'apprentissage de la valeur d'image des produits consommés. L'enfant est devenu un acteur économique à part entière qui achète lui-même et de plus en plus en grandissant, au fur et à mesure que son pouvoir d'achat augmente. Il joue également un rôle de prescripteur dans les achats parentaux que ce soit dans le domaine alimentaire, culturel ou dans celui des vêtements.

En 1996, CT Métrie soulignait que dès 4 ans, 15% des enfants reçoivent de l'argent de poche, entre 13 et 15 ans, ils sont 83%. Pour les 15-18 ans, le revenu mensuel disponible est d'environ 720 F, il passe à 2700 F pour les 18-24 ans. Chez les étudiants de plus de 18 ans, cette somme provient à 48% des parents, à 23 % du travail, et à 18% des bourses. Les 3/4 des moins de 20 ans disposent d'un livret d'épargne, avec environ 2000 F d'économies à 17 ans et 4000 F à 20 ans.

La consommation des jeunes aujourd'hui est fortement conditionnée par le « paraître ». Le choix des produits achetés ou consommés, au fur et à mesure que l'enfant grandit, contribue à témoigner de son appartenance au groupe. Il adopte des « codes » notamment sur le plan vestimentaire ou culturel et l'achat de vêtements de marque (en particulier de sport) est pratiquement incontournable quels que soient le milieu social et les revenus de la famille.



L'insécurité : un problème majeur

Le sentiment d'insécurité est revenu comme un leitmotiv au fil des différentes tables rondes. Ce thème a été abordé spontanément aussi bien par les parents que par les enfants ou les jeunes. Tous sont anxieux et attendent des élus des mesures qui puissent les rassurer et limiter les dangers qu'ils sentent sous-jacent quel que soit le lieu de résidence.

Les parents, quelles que soient leurs origines sociales ou leurs lieux de résidence sont inquiets aussi bien en ce qui concerne d'éventuels accidents liés à la circulation automobile qu'en raison des risques d'agression que courent leurs enfants. Les jeunes pour leur part expriment essentiellement leur crainte, et cela dès le collège, en matière d'agression ou de racket.

Les risques d'accident sont surtout évoqués par les parents des enfants scolarisés en primaire. Ils sont tous d'accord sur un point : la ville est dangereuse pour les enfants, piétons fragilisés dans leurs déplacements dont la plupart ne sont pas assez protégés. Leurs reproches sont clairs : « la sécurité de l'enfant est mal prise en compte », résume l'un d'entre eux. Trottoirs étroits, carrefours dangereux, absence fréquente de passages protégés et feux tricolores même à proximité des écoles. La liste est longue... S'ils reconnaissent que des efforts ont été fait, ils aimeraient voir se généraliser les initiatives d'encadrement pour la traversée des rues à côté des écoles : « les papys ou mamies-clous, il en faudrait plus ». Ils déplorent également l'absence trop fréquente de lieu de « dépose-minute » devant les écoles. « A croire que les pouvoirs publics n'ont jamais eu à amener leur enfant à l'école », constate un parent. Le manque de civisme des automobilistes est également souligné. L'Education nationale n'est pas épargnée et on lui reproche de livrer les enfants à la rue dès la rentrée en école primaire : « ils les mettent sur le trottoir, il peut arriver n'importe quoi », ou encore « j'ai vu une petite fille toute seule dans la rue, on l'avait oubliée ».

Les angoisses des parents se répercutent sur les enfants entre 6 et 10 ans : « il faut faire attention à soi, en traversant et dans la rue ». Si beaucoup reviennent seuls de l'école, ils se disent très encadrés par leurs parents sur le plan des sorties. Ils le constatent mais ne s'en plaignent pas.

A partir de 11 ans, la peur de l'accident lié à la circulation s'estompe pour laisser la place à l'angoisse de l'agression. Les avertissements des parents, le rôle des médias, les récits des plus grands alimentent une partie de cette peur, mais il y a aussi une réalité à laquelle ils sont confrontés tout d'abord à l'intérieur de l'école (moqueries, violences verbales, petits rackets...). Ensuite, c'est à la sortie des établissements scolaires où des bandes, en général identifiées, font monter la pression.

Prévenir la délinquance

Rackets, violences physiques se multiplient, plus ils deviennent mobiles et autonomes. Tous les jeunes de plus de 11 ans réunis dans les tables rondes, ont été, sans exception exposés directement à des violences ou connaissent quelqu'un de leur entourage proche qui l'a été. Les jeunes ont peur, ils sont paralysés, ne peuvent dénoncer les agresseurs par crainte des représailles et parfois se sentent prêts eux-mêmes à intégrer une bande pour avoir la paix.

Il n'est pas de jour sans que la presse n'évoque la question de la délinquance et de la violence juvénile. Conséquence de l'urbanisation, de la crise, de l'incapacité à réduire les inégalités, du chômage et de la misère, le phénomène ne cesserait, dit-on, de croître. D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, la part de mineurs s'accroît dans la délinquance globale : de 15,9% en 1995, ils sont passés à 17,9% un an plus tard. La violence aujourd'hui est d'autant plus préoccupante qu'elle se traduit dans l'ensemble de la vie quotidienne. D'après une étude de l'Inserm 17% des 11-19 ans disent avoir été victimes de violences.



S'ils demandent, comme leurs parents, plus de répression, ils montrent une certaine réflexion face à ce phénomène urbain et proposent quelques solutions : essayer de donner une passion à tous les jeunes, organiser des manifestations qui rassemblent tout le monde, donner du travail à tous les jeunes sans distinction d'origine ou de race. Ainsi, la présence de nombreux jeunes d'origine étrangère parmi « Les amis du métro » a été notée favorablement par plusieurs jeunes. Enfin, ils pensent qu'il faut agir sur les parents.

Les parents aussi ont peur de ces agressions potentielles et en analysent les causes. Elle est le fait de jeunes qui s'ennuient, qui « ne savent pas quoi faire », « cherchent des coups ». « Dans ma cité, le mercredi, il ne se passe rien, tous les jeunes sont occupés », constate un parent à l'occasion d'une table ronde. Les médias sont montrés du doigt aussi bien par le contenu des émissions que par l'image qu'ils donnent de la jeunesse. Comme leurs enfants, ils rendent les parents

responsables de la dérive de certains jeunes et souhaitent que les pouvoirs publics interviennent en les mettant en face de leurs responsabilités. Ils attendent aussi des mesures concrètes et des actions de proximité mais aussi de la répression et réclament plus de fermeté en direction de la petite délinquance. Ils évoquent à plusieurs reprises l'exemple de New-York qui a amélioré sa sécurité en quelques années : « avec l'opération zéro tolérance, la police ne laisse plus rien passer. Faut-il en arriver là, à Lyon ? » s'interrogent-ils.

En dépit de toutes ces peurs et critiques, plusieurs jeunes ont évoqué le recul de la délinquance dans certains quartiers ou communes. « Ils ont fait des progrès dans le 8ème, il y a moins de voitures qui brûlent et en plus il commence à y avoir une vie de quartier » ou encore « avant il y avait des problèmes avec les Battières; je n'en entends plus parler ».



En conclusion : cinq propositions pour une meilleure qualité de vie

Au fil des différentes tables rondes et en dépit des critiques émises, les habitants de l'agglomération estiment jouir d'une bonne qualité de vie. Cependant, ils souhaitent voir s'améliorer dans les années à venir un certain nombre de points concernant leur cadre de vie, l'école, les loisirs, les transports et la sécurité.

Le cadre de vie

L'attente principale concerne la lutte contre la pollution. Ils associent spontanément Lyon à la pollution qu'ils rendent responsable de problèmes de santé actuels et bien réels comme les allergies, l'asthme, ou à venir « à terme, elle peut entraîner des maladies très graves qu'on ne connaît peut-être pas encore ». S'il est indispensable de poursuivre les efforts entrepris, il faut aussi mieux communiquer sur ce qui a déjà été fait. En effet, de nombreux habitants de l'agglomération ne voient pas le rapport entre le Plan de déplacements urbains et la lutte contre la pollution, par exemple.

Le développement des espaces verts est également très attendu et les nombreux parcs ne suffisent pas. L'environnement proche doit être planté d'arbres et fleuri. Et bien entendu la propreté reste à améliorer notamment en ce qui concerne les tags et les déjections canines.

Les écoles

Globalement, il n'y a pas de gros problèmes. Cependant, certains quartiers comme le troisième arrondissement qui a connu une forte poussée démographique ont besoin de nouvelles écoles. Les petites structures sont préférables aux grands groupes et l'école ne doit pas se contenter d'instruire. Elle doit aussi éduquer et remplacer les parents dans ce rôle lorsque ceux-ci sont défaillants.

Les loisirs

En dépit d'une grande disparité en fonction des communes, l'offre en matière de loisirs est relativement étendue. Les Lyonnais souhaitent cependant une meilleure prise en compte de la famille dans la politique tarifaire notam-

ment en ce qui concerne le sport : « *c'est vrai que c'est parfois dégressif si on inscrit plusieurs enfants; mais ils ne font pas tous la même chose ; il faudrait que ce soit centralisé ou organisé autrement* », propose un parent. L'accueil des enfants pendant les vacances scolaires laisse à désirer et les habitants de l'agglomération aspirent à la création ou au développement de certains équipements comme des piscines, des salles multi-sports à prix abordables, des pistes de skate ou de roller et des cinémas dans les communes périphériques. Enfin, le développement de festivités et d'animations pour les jeunes dans les quartiers est vivement souhaité : « *des animations pour jeunes dans nos quartiers* ».

Les transports

Les Lyonnais souhaitent la mise en place d'une véritable politique alternative aux déplacements en voiture : extension des pistes cyclables, transports en commun mieux adaptés aux jeunes etc....

La sécurité

La sécurité est sans doute le problème numéro 1 des Lyonnais. Il se pose en des termes tels qu'il pourrait constituer à lui seul un axe stratégique du Grand Lyon en direction des jeunes.





regard croisé

La garde des enfants *

par Jean Epstein

L'accueil des petits enfants est un problème largement débattu en France, d'autant que le taux de mères actives est de plus en plus élevé, même si près de 30% travaillent à temps partiel.

En France, il est vrai que la demande de crèches est en baisse... Puisqu'on note une désaffection de certaines structures, on pourrait en déduire qu'il n'y a pas d'attentes. C'est l'inverse qui est vrai : les besoins en tous genres sont en hausse. Mais la crèche ne répond pas à cette diversité.

Sans fermer les crèches qui ne marchent pas à plein, il faut penser des lieux d'accueil différents appropriés à la

pluralité des situations familiales.

Il faut pouvoir tenir compte du rapport au travail des parents autant que de la socialisation des enfants. Bien que cela semble paradoxal, plus les femmes s'arrêtent de travailler, plus il faut créer des garderies. On doit pouvoir placer son enfant dans un crèche familiale, un jardin d'enfants une ou deux fois par semaine, ou faire appel à des relais d'assistance maternelle par exemple en cas de maladie. C'est la conjugaison des modèles qui permettra la flexibilité et l'adéquation aux besoins. (...)

La loi de décentralisation du 18 décembre 1989 prévoit le transfert des responsabilités du national à l'échelon local.

Or, en dépit de vingt moutures de décrets d'application, il n'y a aucun texte qui fasse obligation, pour les élus locaux, de créer des lieux d'accueil pour l'enfance. Ils peuvent fermer les équipements existants ou ne pas en ouvrir.

Le contexte de crise économique contraint les élus à faire des choix. Vont-ils créer de nouvelles structures et consacrer l'argent commun pour l'enfant ? Ou bien vont-ils se désintéresser de la garde des enfants ? Si les décideurs considèrent que l'enfant est un enjeu, alors ils s'engageront pour faire évoluer les modes d'accueil, en adéquation aux demandes plurielles.



* extrait de "L'école des parents", mars 1998



regard croisé

L'enfant et la ville par Bernard Préel *

La ville n'est pas conçue pour l'enfant. Ce constat relève surtout de la notion de sécurité au sens large du terme. Insécurité liée à la circulation routière, problèmes de drogue, problèmes de sécurité dans les espaces de jeux. Cette focalisation européenne sur la notion de sécurité implique qu'il faut agir vite pour que la ville soit plus ouverte, plus accessible à l'enfant et ne soit plus, aux yeux des parents une sorte de monstre qui le met en danger.

L'enfant est porteur d'espoir et dans le monde dans lequel nous vivons, beaucoup considèrent que l'avenir est bouché. L'une de mes inquiétudes en terme d'observateur de la société française, c'est que nous sommes dans une situation où une partie importante de la population est en train de basculer, de ne plus savoir ce qu'est l'idée de progrès et de considérer que l'on va vers la régression. S'il n'y a pas de perspective ouverte pour les enfants, et même pour les parents, c'est une catastrophe. En effet, notre société est construite sur l'idée que demain sera meilleur, si ce n'est pour soi, ce sera au moins pour les générations futures. Par conséquent, je crois qu'il y a dans le climat politique et social français, une préoccupation particulière à s'occuper des enfants. On parle beaucoup aujourd'hui du lien social, il faut sans doute considérer que l'enfant

est le premier lien social dans nos sociétés actuelles. C'est un être qui est fondamentalement en relation. Ce qui m'a frappé dans les enquêtes que nous avons menées, c'est que pour les enfants ce qui compte, ce n'est pas le logement. Le logement, c'est d'abord sa famille. Ce n'est pas non plus le quartier qui est relié avant tout aux copains. Ce qui compte, dans la perception qu'il a des choses, ce n'est pas le bâti, ce n'est pas l'urbanisme en tant que tel, c'est la relation aux autres. Il est un facteur de relation en bien comme en mal. Beaucoup de parents se connaissent à travers leurs enfants. Beaucoup de problèmes dans les grands ensembles naissent aussi du bruit intempestif provoqué par ces enfants lorsqu'ils jouent au ballon.

Se mettre dans le regard de l'enfant

On s'est beaucoup occupé de la petite enfance, on s'est beaucoup occupé de l'adolescence. L'adolescence aujourd'hui est sans fin. Elle dure jusqu'à 25, 26, 27 ans. C'est un élément très important à prendre en compte dans la préparation de l'enfance à la vie d'adulte. Il y a tout ce temps qui est derrière, temps de précarité généralisée.

Ce grand enfant est dans une situation tout à fait intéressante. Si l'enfant se construit dans sa vie privée avant six ans, sur le plan social, sur le

plan politique, sur le plan de son inscription dans la cité, tout se joue finalement entre 7 et 13 ans. C'est à ce moment là que l'enfant accède à l'idée que sa parole doit être écoutée, qu'il est grand, qu'il a des choses à dire, qu'il n'est pas dans l'enfantillage, dans les bêtises et les mots d'enfant. Il a des choses sérieuses à dire, il veut être reconnu dans la société dans laquelle il rentre comme un interlocuteur valable. L'enfant adresse à l'adulte une demande très forte de participation, d'éveil à la citoyenneté. Il n'hésite pas à troubler nos habitudes et c'est très bien. Dans toute démarche d'urbanisme, il faut se mettre en position de regarder à partir des yeux d'une certaine catégorie d'habitants.

Se mettre dans le regard de l'enfant et regarder la ville pose des questions très particulières et très compliquées pour les architectes et les urbanistes. Qu'est-ce que cela veut dire de construire à l'échelle de l'enfant, sachant, comme le disait Mauriac, que la jeunesse n'a pas d'avenir ? On est un enfant provisoirement. C'est un parcours. Est-ce que cela a un sens de se mettre à construire de petites chambres pour les enfants ? Est-ce que cela a un sens de dire il ne faut pas construire des immeubles de grande hauteur parce que ces immeubles sont des injures pour les enfants ?



*Ce texte de Bernard Préel, directeur adjoint du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) est issu d'une étude sur l'enfant et la ville qu'il a réalisée pour le compte de la SCIC en 1995.



A partir de 13-14 ans, l'enfant voit la ville. La ville existe d'une certaine manière comme un terrain de parcours, un terrain d'aventures. Mais, entre 6 et 13 ans, il ne voit que deux choses, d'une part, le quartier, c'est-à-dire la proximité de l'habitat, et, d'autre part, tous les cheminements, tous les parcours qui le mènent vers l'école, vers ses centres de loisirs, vers ses copains. Le reste de la ville appartient à l'imaginaire, au virtuel.

L'enfant animateur de l'espace public

Il est très important de prendre en compte ce qu'est la conception imaginaire de l'enfant sur la ville. Il n'a pas d'appréhension concrète, comme l'adolescent, de ce qu'est l'ensemble de la ville. Je crois que l'enfant, par rapport à tout discours sur le quartier, voire le village urbain dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui, est une sorte de centre, parce que lui, il voit la ville comme un village urbain, parce que c'est un petit bout de ville dans

lequel l'essentiel de sa vie s'inscrit. Il faut aussi entendre la plainte des enfants des banlieues. Les adolescents que l'on interroge aujourd'hui disent qu'ils aiment bien la ville mais que quand ils seront adultes, ils iront habiter dans des zones pavillonnaires. L'archétype de la maison individuelle continue. L'enfant qui vit dans un grand ensemble, dans un quartier dit « à problèmes » se sent défavorisé par rapport à ceux qui vivent dans les zones pavillonnaires.

L'enfant va être l'animateur de l'espace public parce qu'on a compris sa situation comme étant celle de l'enfermement. Enfermement dans la cellule du logement, parké sous la police des familles, et soumission à la police de l'État dans des équipements spécialisés, culturels, de loisirs, sportifs, éducatifs... Donc, il faut libérer les enfants, thème très fort des années 70, il faut créer la rue de la Liberté et l'introduire, il faut que l'enfant vienne investir l'espace public et animer la ville. Dans

les années 80, le discours militant incite à donner la parole aux enfants. Donner la parole aux enfants est devenu un élément sérieux et il y a beaucoup de conseils municipaux d'enfants qui se sont développés. L'enfant ne doit pas simplement être éduqué à la vie civique à travers sa participation à des institutions paramunicipales, il doit être écouté en tant que personne.

Lorsque l'on aborde l'enfant et la ville, plusieurs thèmes de réflexion sont incontournables : la sécurité, comment va-t-on se débrouiller avec cela. Comment va-t-on faire pour qu'il puisse circuler en vélo ? Dans la sécurité, il y a aussi tout un discours ambigu qui d'un côté dit : vive la télé-surveillance, les digicodes, tout ce qui protège et, de l'autre : c'est intolérable de ne pas pouvoir rentrer chez les copains, parce qu'il y a des tas de numéros dont il faut se souvenir. Cela, ils arrivent à le faire, mais il y a des tas de digicodes qui ne sont pas à leur hauteur...

* Ce texte de Bernard Préel, directeur adjoint du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) est issu d'une étude sur l'enfant et la ville qu'il a réalisé pour le compte de la SCIC en 1995.





paroles d'enfants

Et si on parlait sécurité ?

Livret conçu et réalisé en 1998 par la commission sécurité du Conseil municipal d'Enfants de la ville de Rillieux-la-Pape





Un kilomètre à pied.

Freddy Pad'chance sort faire des courses pour sa mère ; une heure après son départ, elle reçoit un appel de l'hôpital qui l'informe que Freddy s'est fait renverser par une voiture. Elle se précipite pour le voir et lui demande ce qui s'est passé.

"J'étais avec Hakim, on a voulu traverser et d'un coup, une voiture est arrivée";

La maman de Freddy, pour éviter un nouvel accident, lui donne quelques conseils à suivre.

Ecoute toi aussi ces conseils :

- regarde toujours à gauche puis à droite avant de traverser ; fais bien attention car il peut arriver qu'un automobiliste brûle un feu rouge.
- Traverse toujours sur un passage piéton.
- Ne traverse jamais dans un virage. Il faut que tu puisses voir si des voitures arrivent.
- Les camions mal garés ou les bus qui empêchent de voir les voitures, ça existe ! Le plus sûr, c'est de demander l'aide d'un adulte.
- Attention aux sorties de garage : une voiture peut surgir brusquement.
- Marche toujours loin du bord du trottoir ; gare aux voitures qui roulent trop près du trottoir !
- Sur les routes, on ne marche pas côte à côte, mais à la queue leu leu et du côté gauche pour voir les voitures qui arrivent.
- Ne cours jamais après un ballon. Pour que cela n'arrive pas, évite de jouer à côté d'une route.



Hips... zig-zag... boum !!!

Monsieur Quiboitro sort d'une fête entre amis.

Malheureusement, il a beaucoup trop bu et quand il prend sa voiture, il oublie d'allumer ses feux et ne roule pas droit du tout. Il n'est plus maître de son véhicule et ne sait plus très bien ce qu'il fait. Ce qui devait arriver arrive, et M. Quiboitro brûle un feu rouge, alors qu'une autre voiture arrive. C'est l'accident. En voyant le résultat, il est catastrophé, heureusement, il n'y a pas de blessés.

Mais sais-tu qu'en 1997, 3600 personnes sont mortes dans des accidents de la route provoqués par des personnes qui avaient trop bu ?

Pour que cela n'arrive plus, il faut :

- boire avec modération, mais trop boire, qu'est ce que c'est ? Il faut savoir qu'en buvant un apéritif et deux verres de vin, on atteint le taux d'alcoolémie à ne pas dépasser (0,5 gramme/litre)
- si on a trop bu, il vaut mieux laisser le volant à une autre personne ou prendre un taxi.
- il existe des associations qui se chargent de vous ramener quand vous avez trop bu.



Dring ! Dring !

"Dis, tu sais que mon petit frère a eu un accident de vélo ?"

"Ah ? comment ça s'est passé ?"

"Eh bien, il faisait du vélo sur la route, et il ne s'est pas arrêté au feu rouge. Tu parles d'un truc !"

"Il aurait mieux fait de rouler sur le trottoir"

"Tu crois qu'on a le droit de rouler sur un trottoir avec un vélo ?"

"Je ne sais pas, si on demandait à Chène ,"

Voici les conseils de Chène Avelo :

- Avant tout, il faut bien connaître et bien maîtriser son vélo.
- Il faut que ton vélo soit en parfait état de fonctionnement (pneus, freins, éclairage).
- Si vous êtes plusieurs, roulez en file indienne;
- Ne roule pas sur les trottoirs. Ils sont réservés aux piétons.
- Quand tu es à vélo, tu dois respecter le code de la route, exactement comme si tu conduisais une voiture. Attention aux feux rouges !



Maître et chien n'en font qu'un

Badroc décide d'acheter un chien et choisit un Pitt-bull qu'il appelle Rocky. Il lui apprend à montrer les dents et à attaquer. Quand le chien est bien entraîné, Badroc organise des combats de chien. Il a réussi à rendre son chien méchant et un jour, alors qu'il lui fait prendre l'air, Rocky s'attaque à un enfant. L'enfant est gravement blessé mais Badroc et son chien se sauvent avant l'arrivée du Samu. Moi aussi, j'ai un Pitt-bull mais il est gentil, il ne s'attaque à personne. Si un chien est agressif, c'est à cause de son maître.

Pour éviter cela, nous te conseillons :

- élève ton chien avec délicatesse, ne le dresse pas à l'attaque : un chien est avant tout un animal de compagnie;
- évite de lâcher ton chien dans les endroits fréquentés si tu n'es pas là pour le surveiller.
- enfin, si ton chien est vraiment très gros, tu dois lui mettre une muselière ou au moins le tenir en laisse. Si tu suis ces conseils, tu éviteras sûrement beaucoup d'accidents.



Donne-moi ça ... sinon !

Eyrah Hété se presse pour se rendre à l'arrêt de bus. Il s'est attardé en sortant de classe alors que ses camarades sont déjà partis.

Mais à la sortie de l'école, deux garçons l'interpellent et lui demandent de l'argent. Ils n'ont pas l'air commode, ils donnent même l'impression de vouloir le frapper;

Eyrah a très peur et promet de leur ramener de l'argent le lendemain ; en attendant, ils lui prennent son Walkman. Bien sûr, il promet aussi de n'en parler à personne, sinon ...

Ce qui arrive à Eyrah, tu en as déjà sûrement entendu parler, peut être même que tu l'as subi ou que tu le subis encore. Cela s'appelle du racket.

C'est normal d'avoir peur, mais se taire n'arrangera pas les choses, au contraire. Il faut avoir le courage d'en parler à un adulte qui, lui, saura quoi faire.

Tu peux bien sûr en parler à tes parents, mais si tout ça se déroule à l'école, tu peux aussi en parler :

- Au surveillant
- A un de tes professeurs
- Au directeur.

Enfin pour plus de sécurité, il vaut mieux faire le trajet école-maison à plusieurs plutôt que seul.



2. Mettre en œuvre une démocratie plus participative

Un certain conservatisme

Un certain nombre d'enquêtes ont été menées sur les valeurs prônées par les jeunes aujourd'hui. Toutes ont révélé que s'ils expriment des idées novatrices dans le domaine des libertés individuelles, ils restent cependant très conservateurs en ce qui concerne les valeurs et les normes transmises par leurs parents ou dominantes dans la société.

Ils sont certes matures, autonomes, responsables, informés. Ils rentrent plus vite dans l'âge adulte perdant ainsi un peu du rêve et de l'idéalisme qui caractérisent le monde de l'enfance. Très tôt, ils sont raisonnables et dès 6 ou 10 ans ils souhaitent être heureux en famille, réussir leurs études et avoir beaucoup d'amis, avoir un bon métier, être en bonne santé. Le mythe de la célébrité et de la richesse ne fait plus recette.

D'après un sondage réalisé par la SOFRES et le Pèlerin Magazine, l'amitié (77%), la famille (75%) et l'honnêteté (74%), dernier refuge contre l'injustice, la triche et le double langage, restent des valeurs fondamentales qui arrivent largement en tête. Viennent ensuite l'amour (70%), le travail (68%), la fidélité (67%), les droits de l'homme (66%), la solidarité (65%) et la générosité (52%). Le chômage, la maladie et la solitude les effraient. Ils se démarquent très peu des adultes et comme eux, sont très attachés à la famille et au travail, même si pour eux, le travail n'est qu'un moyen d'accéder à autre chose et non plus un lieu d'épanouissement en soi.

Sur le plan de la politique, ils se sentent moins concernés que les adultes même si, lorsqu'ils expriment leur opinion, ils se disent généralement plus à gauche. Cependant, cet attrait pour la gauche s'érode peu à peu. La rigueur morale et le sens civique se renforcent avec l'âge mais ce qui reste fondamental pour les jeunes c'est

de pouvoir vivre comme ils le désirent, d'où leur plus grande tolérance vis-à-vis des différences. La perte d'influence de la religion est particulièrement marquée dans les jeunes générations, d'où un affaiblissement de la morale intangible et impersonnelle.

Enfin, on note que les jeunes générations attachent moins d'importance que leurs aînés aux biens matériels. En revanche, ils ont tendance à privilégier les besoins non matériels : ils ont besoin d'estime, d'appartenance, de satisfaction intellectuelle et esthétique. Ceci n'empêche pas un certain individualisme qui se traduit par un affaiblissement de l'intérêt pour la « chose publique » en même temps qu'un repli sur les intérêts particuliers.

Tolérants mais peu engagés

Globalement, les jeunes se sentent peu concernés par la politique (22% des 15-17 ans, 37% des 18-20 ans - source Phosphore, mars 1993 - et 47% des 20-35 ans - source Etude BVA in Le Monde - 1996). Ils ne se reconnaissent pas dans les modes traditionnels de représentation et d'engagement politique. Les « récentes » affaires, leur médiatisation ont rajouté de la méfiance là où il n'y avait que peu d'intérêt. Ils restent ouverts au principe d'action sociale ou humanitaire mais s'engagent personnellement de moins en moins, sauf s'ils y trouvent un intérêt personnel immédiat. « Il y a de plus en plus de demandes parce que nous sommes de plus en plus connus et que le désir de s'investir dans l'humanitaire avec l'aide d'une association est présent chez les jeunes. Mais nous n'avons pas affaire à des militants. Les adolescents qui participent aux actions ne sont jamais les mêmes. Les jeunes picorent. Ils sont changeants ; ils réalisent un projet avec nous puis font autre chose avec l'association voisine. Les engagements ne



durent pas longtemps, ce sont des actes successifs » analysait en 1997 Yannick Deville, un des responsables de l'association humanitaire Equilibre, aujourd'hui disparue. Déjà, en 1995, une enquête publiée par le Monde de l'Education montrait que si les 15-24 ans sont tolérants, antiracistes, généreux, ils s'engagent peu dans les associations (13% seulement appartiennent à une association de lutte contre le Sida alors que 70% disent vouloir le faire, 12% collaborent à une association humanitaire et 60% en ont l'intention, 8% agissent contre le racisme alors qu'ils sont 60% à vouloir lutter...).

Gardiens des valeurs morales

Contrairement aux idées reçues, les jeunes aiment la loi. D'après un sondage BVA-ministère de la Justice réalisé en 1997

auprès de 15-25 ans, 99% des jeunes interviewés condamnent la conduite en état d'ivresse et le vol d'argent. A leurs yeux voler dans un magasin est pire que de tenir des propos racistes et fumer du haschisch est grave pour 66% d'entre eux (surtout pour les 15-17 ans).

49% affirment bien connaître leurs droits et devoirs de citoyens. La moitié d'entre eux estiment que l'institution assume bien sa mission de protection à leur égard mais 67% trouvent que l'action de la justice est orientée vers la répression alors que 71% souhaiteraient plus de prévention. Ils ne sont pas hostiles à une certaine rigueur et l'autorité dans l'éducation leur paraît positive. 70% des 7-14 ans affirment qu'ils seront plus sévères avec leurs enfants que ne l'ont été leurs parents avec eux !

La citoyenneté : un vaste concept



Lorsque l'on aborde le rapport à la citoyenneté, deux approches sont spontanément développées par les parents et les jeunes. En priorité une approche sociale avec la notion de « bien vivre ensemble » et ensuite, au fur et à mesure où les jeunes grandissent, cette notion se rapproche du politique, des institutions avec un certain degré de désillusions quant au rôle des politiques et à leur comportement.

Etre citoyen c'est pratiquer l'art de vivre ensemble, d'où le nécessaire apprentissage des codes sociaux. Parents et enfants sont tous d'accord sur un point : c'est primordial et c'est la base de tous les apprentissages, de toute vie en société. Cet apprentissage doit commencer dès le plus jeune âge, d'autant plus que ce sont principalement les adolescents qui sont assimilés à des comportements incivils, même s'ils n'en ont pas l'apanage comme le rappellent certains lors des tables rondes : « *le problème du civisme n'est pas propre aux jeunes... il suffit de voir le français au volant* ».

Après la période où l'on reprenait le célèbre « *il est interdit d'interdire* », une prise de conscience semble avoir eu lieu. Les règles élémentaires du respect d'autrui pour bien vivre ensemble sont à nouveau transmises par les jeunes parents et dans les écoles. « *Je*

crois qu'il y a un retour aux sources des parents vers les notions élémentaires d'éducation », affirme l'un d'entre eux, tandis que son voisin renchérit « *apprendre à vivre tous ensemble, c'est le projet de leur école* ». De nombreux parents de collégiens se sont déclarés satisfaits du rétablissement de l'Education civique dans les programmes scolaires : le « *Cahier du citoyen* », ainsi que la semaine de la rentrée en 6ème essentiellement consacrée à la citoyenneté dans certains établissements, ont été accueillis très favorablement.

Pour les moins de 10 ans, la citoyenneté c'est aussi le respect des règles sociales : « *être poli... une bonne personne... honnête* », « *respecter les locaux, ne pas faire de dégâts* », « *laisser sa place dans le bus* ». La notion de citoyenneté leur paraît déterminante pour permettre la vie en société, les contacts humains, et aussi limiter la violence. Ils acceptent complètement l'idée que cet apprentissage passe par un frein à leur liberté. « *On ne peut pas laisser les enfants faire tout ce qu'ils veulent, sinon ça ne serait pas vivable* », résume un jeune participant.

Ils sont encore jeunes mais cela ne les empêche pas d'être critique vis-à-vis des adultes qui parlent, conseillent mais ne donnent pas toujours l'exemple. Les parents

ne sont d'ailleurs pas épargnés : « *ils nous disent de ne pas faire des trucs et eux, ils le font* ».

Les adolescents sont également très sensibles à cette approche sociale et ont bien intégré la notion du respect des autres. « *C'est l'ensemble des droits et des devoirs de chacun, il n'y a pas que des droits* », « *c'est le respect des autres ; il passe mieux que le respect des lois* ».

Une approche plus politique

Selon que l'on parle de civisme ou de citoyenneté, le sens est différent et n'évoque pas la même chose pour de nombreux parents. Aussi, estiment-ils qu'une approche plus « institutionnelle » doit se faire ultérieurement et progressivement, à partir de 6 ou 7 ans. Les droits et devoirs du citoyen, la découverte de la République et de son fonctionnement, l'ouverture vers une approche plus participative de la citoyenneté passent après l'apprentissage à la vie sociale et cela quelle que soit l'origine sociale.

Les enfants ont dès le collège une notion assez large de ce qu'est la citoyenneté. Les

règles sociales s'enrichissent d'une dimension politique tout d'abord à l'échelle des instances communales, puis peu à peu à l'ensemble du fonctionnement politique français. « *Etre citoyen, c'est savoir qui nous dirige, comprendre comment ça marche* ».

Certains jeunes habitant l'Est lyonnais, se sentent moins concernés. Un peu en révolte contre la société et ses règles, ils y voient une notion essentiellement politique. « *La citoyenneté ça concerne surtout les adultes, nous on n'a pas l'âge de voter alors à part bien se tenir...* ».

A partir de 16 ans, les jeunes ont une notion très complète de la citoyenneté et sont fiers de leur statut de citoyen. S'ils sont critiques à l'égard de ceux qui ne respectent pas les règles de la vie en société, ils sont aussi très durs à l'égard du monde politique : « *qu'ils commencent par appliquer les règles* », « *il y a trop de copinage dans les contrats publics sur le dos des contribuables* ». Comme pour la violence, la médiatisation des « affaires » contribue largement à véhiculer que les hommes politiques ne respectent pas les lois et les jeunes sont de fait très désabusés.



Un long apprentissage

Lors des tables rondes, il est apparu que nombre de parents souhaitent que leurs enfants soient éduqués à la citoyenneté. Ils sont prêts à s'y employer mais attendent aussi des institutions qu'elles prennent le relais. Un certain nombre de thèmes sont évoqués comme vecteurs d'apprentissage : l'environnement, la solidarité, la sécurité et la violence.

Le respect de l'environnement est un thème porteur, facile à appréhender avec les jeunes enfants et un premier pas vers une meilleure façon de vivre ensemble. Du respect de l'environnement découle le respect des autres. C'est tout petit que l'on doit apprendre à ne pas jeter ses papiers par terre. Ensuite, tout naturellement, on intègre que l'on ne doit pas dégrader son environnement proche pour qu'il reste agréable à vivre. C'est aussi ainsi que l'on apprend qu'il ne faut pas compter sur les autres pour toujours nettoyer ce que l'on souille. Les enfants sont

très réceptifs et rapidement intègrent des notions comme le tri des déchets. Ils deviennent ensuite les vecteurs par lesquels l'information arrive jusqu'aux adultes. Après 12 ans, les jeunes sont moins réceptifs à ce thème même s'ils ont compris un certain nombre d'actions concrètes et déplorent l'absence de poubelles dans les bus ou leur suppression avec le plan vigipirate. Ils ont pris du recul, sont davantage conscients qu'ils ne peuvent intervenir sur un certain nombre de choses : « *on n'a pas de voiture : la pollution, la vignette verte, le GPL c'est pas pour nous* ». Ils se sentent même très seuls dans leur souci environnemental : « *quand tout est déjà pourri, ça ne pousse pas à la propreté* ».

Etre solidaire

La solidarité est une composante importante de la citoyenneté qu'il convient d'inculquer aux enfants. Des petits que l'on

défend dans la cour de l'école, jusqu'au recueil de denrées que l'on récolte pour le Kosovo, la palette d'intervention est large. Pour les parents, c'est un moyen de leur faire comprendre qu'ils sont plus ou moins privilégiés, de les rendre moins égoïstes. Les enfants, de leur côté, ont une tendance, surtout les 6-10 ans, à voler au secours d'autrui, c'est leur côté chevaleresque. Cependant, s'ils participent de bon cœur aux actions proposées dans les écoles ou les structures associatives, ils sont conscients qu'ils ne peuvent pas vraiment agir. Ils se sentent impuissants attendant une réponse ou des actions de la part des adultes : « *Il faudrait que la mairie construise des maisons pour les sans abris... donner du travail aux pauvres* ».

Après 10 ans, heureux de leur statut et ayant pris conscience qu'ils sont effectivement privilégiés, ils sont prêts à donner du temps plutôt que leurs biens, sous réserve qu'ils se sentent entraînés à le faire. « *Sourire à un SDF c'est parfois plus utile que de leur donner une pièce* », remarque un enfant. S'ils ont beaucoup de bonnes intentions, ils passent cependant peu à l'acte.

Enfin, être solidaire c'est aussi ne pas être dépendant, prendre son avenir en main pour pouvoir à son tour participer au bon fonctionnement de la société « *en travaillant pour payer la retraite de ses parents* ».

Les droits et les devoirs de chacun

L'éducation à la citoyenneté, c'est comprendre que l'on doit respecter l'autre. Cette notion de respect s'inculque aussi dans la cellule familiale. Comment peut-on respecter les autres si on ne se respecte pas soi-même ou si on ne respecte pas ses parents ? Mais l'apprentissage du respect passe aussi par ce que l'on vous renvoie. Parents et enfants soulignent qu'on ne respecte pas assez les enfants. Finalement, cette notion du savoir-vivre ensemble

renvoie à la question des droits et devoirs que chacun. On parle à l'enfant de ses droits mais lui parle-t-on assez de ses devoirs ? « *On leur parle du droit de vote, des droits de l'Enfant, du droit à l'assurance sociale..., il faut aussi leur apprendre à ne pas abuser de ces droits* ». « *Etre citoyen ce n'est pas un statut, c'est aussi une attitude dans la vie* ». Apprendre à vivre ensemble est un travail de tous les instants.

Les jeunes de leur côté, regrettent la vision qu'a d'eux la société. Ils se sentent remis en cause, mal jugés, incompris et évoquent particulièrement leurs difficultés à côtoyer des personnes âgées qui, d'un côté les attendrissent, et de l'autre, les agacent... Ils ont l'impression qu'il s'agit là d'un monde qu'ils ne peuvent rencontrer, ils n'y tiennent d'ailleurs pas tellement et préfèrent adopter une attitude de courtoisie qui les dédouane : « *aider les personnes âgées à traverser* ».

Etre citoyen c'est aussi se sentir en sécurité dans sa ville

Les risques liés à la circulation doivent être abordés très tôt avec les enfants pensent unanimement les parents. Ils s'y emploient, car ils ont peur et ne craignent pas la manière forte : « *une fessée, plutôt qu'un discours qu'ils ne comprennent pas sur les dangers de la rue* ». Ils attendent aussi un relais de l'école par des actions de sensibilisation. Paradoxalement, les enfants ne sont pas très concernés, ils pensent que seuls les automobilistes sont responsables et doivent faire attention.

Sur les risques d'agressions, notamment sexuelles, les parents sont d'accord pour qu'il y ait une information mais ils prônent la plus grande prudence, craignant que leurs enfants ne soient choqués ou perturbés. Ils préfèrent que l'information vienne d'eux, même si certains parents font remarquer, à juste titre, que dans le cas de violences faites aux enfants dans le cadre familial, c'est à l'école de le détecter.



Les lieux de l'apprentissage

Parents et enfants pensent que la famille reste le meilleur lieu d'apprentissage à la citoyenneté. Mais face à la défaillance de certains, au cours des différentes tables rondes, ils tombent d'accord sur le rôle de l'école en tant que relais. La famille a un rôle prioritaire sur le plan de l'éducation « au vivre ensemble », de l'information sur les sujets touchant à l'intégrité corporelle. En revanche, l'école a un rôle important à jouer dans l'éducation civique au sens historique et juridique du terme (la République, les institutions) et dans l'éducation à l'environnement. Mais ce qui ressort des différentes tables rondes, c'est qu'une action efficace passe par un réel partenariat entre la famille et l'école. Celui-ci permettrait une plus grande implication des parents sur certains sujets, en les poussant à une prise de conscience, à une remise en question. En retour, les parents se sentiraient également soutenus dans leur politique éducative. Ce partenariat peut prendre différentes formes : journée portes ouvertes à l'école, distribution de supports éducatifs, notamment sur les violences sexuelles. Les associations et les clubs sportifs sont également des lieux d'apprentissage du « vivre ensemble ».

Si les enfants plébiscitent aussi la famille comme le premier lieu d'apprentissage à la citoyenneté, ils demandent à leurs parents d'assumer leur rôle d'éducateur mais aussi de montrer l'exemple. Certains évoquent aussi l'impact de leurs modèles, les personnalités du sport comme David Douillet ou Yannick Noah. Par leur éthique de vie, ils estiment que ces personnalités sont en droit de les conseiller.

Avec quels outils ?

Ce long apprentissage est un véritable travail de fond, effectué toute l'année. Il se base sur l'exemple (« si nous déjà on trie les déchets, ça sensibilisera les enfants ») et la discussion informelle lorsque l'occasion se présente. Des interventions extérieures durant le temps scolaire sont également souhaitées par les parents. Les instituteurs et professeurs ne peuvent agir sur tout et les enfants sont plus particulièrement réceptifs à ce type d'inter-

vention qui, menées par des professionnels (pompiers, gendarmes, membres du Sytral...), appuyées sur des exemples concrets, ont un impact particulier. L'organisation de sorties à thèmes ou de classes de découvertes permettent à l'enfant de mieux comprendre les sujets évoqués. Toutes ces actions existent et sont bien identifiées mais les parents souhaitent leur développement et attendent de la communauté urbaine qu'elle débloque les crédits nécessaires.

Brochures, posters, livrets ludiques, campagnes d'affichage peuvent également être de bons supports. La récente campagne d'affichage, « Vous faites ça chez vous » a fréquemment été évoquée par les parents et les enfants. Elle a marqué les esprits par son réalisme teinté d'humour. A toutes ces initiatives, doivent impérativement s'ajouter des démarches dans lesquelles l'enfant est acteur : journal de l'école, collecte de denrées alimentaires, distribution de repas aux plus démunis etc... Les jeunes approuvent ces mesures évoquées par leurs parents. Ils se déclarent même favorables aux cours d'éducation civique à condition que ce ne soit pas de la « morale » et qu'on mêle les règles de la République à leur quotidien comme les règles de circulation, des notions de secourisme ou l'environnement. Toutefois, il faut se méfier des actions répétitives qui finissent par les lasser, voire provoquer un effet de saturation qui ne les rendent plus crédibles: « On en voit toutes les semaines : les flics, les TCL, ..., ras le bol », dira l'un d'entre eux au cours d'une table ronde.

Les plus âgés se déclarent prêts à participer à des manifestations sportives entre quartiers, une façon pour eux d'agir pour l'insertion des jeunes « avant qu'il ne soit trop tard » et « en mêlant les équipes ». Quant aux actions de solidarité, ils n'ont rien contre mais à condition qu'elles soient collectives. Même s'ils sont tentés d'y participer, ils ne savent pas dans bien des cas, où s'adresser. En tout état de cause, ils sont davantage prêts à participer à des actions ponctuelles qu'à miser sur la durée.



Certains jeunes, enfin, évoquent des actions qui se situent plus spécifiquement à l'échelle de leur quartier et participent à son embellissement. « *A l'école, on nous a laissé peindre le mur de récréation, pourquoi pas le faire à l'extérieur ?* ». Plus symbolique peut-être que véritablement utile pour la commune, ce type d'action aurait au moins pour intérêt de sensibiliser concrètement les jeunes à leur environnement. Ils se sentiraient également acteurs de leur quartier.

Les jeunes évoquent l'intervention des instances municipales; une bonne façon de les sensibiliser à la citoyenneté est de leur montrer que les pouvoirs publics eux-mêmes

agissent. Ils évoquent un certain nombre de mesures concrètes comme la journée de la solidarité organisée en faveur des 0-18 mois (dons d'articles de puéricultures), le nettoyage des tags et la mise à disposition des murs des anciennes Puces pour faciliter l'expression des jeunes par l'Art. « *Ça ne donne peut être pas envie aux taggeurs d'arrêter, mais ça nous montre que la ville fait quelque chose* ». Enfin, quelques jeunes évoquent spontanément des démarches permettant leur participation aux décisions collectives : conseils municipaux d'enfants, représentation au Parlement européen...

L'enfant citoyen



L'enfant porte un regard sur la société qui l'entoure, à ce titre, il est également capable de participer aux décisions collectives, notamment sur les sujets qui le concernent directement. Lors des dernières manifestations lycéennes, les jeunes demandaient une meilleure prise en compte de leur point de vue et une véritable représentativité au sein des établissements. Au niveau de leur quartier ou de leur commune, ils ont aussi des choses à dire, des propositions à formuler. En revanche, la moitié d'entre eux ne connaît pas les instances qui lui permettraient de s'impliquer dans la vie de la cité. Quant aux parents, ils sont très favorables à toutes les actions qui visent à donner à l'enfant un véritable rôle d'acteur dans la société. C'est aussi une manière de les responsabiliser.

Les Conseils municipaux d'enfants ou de jeunes, le Parlement Européen des enfants, les conseils d'enfants dans certaines écoles rencontrent tous un écho favorable de la part des parents. « *C'est leur vie, les enfants aujourd'hui sont assez mûrs pour avoir des choses à dire* », explique l'un d'entre eux. De fait, les enfants se sentent valorisés, ils assument mieux leurs responsabilités et développent une vision collective des problèmes. Cependant, les parents déplorent l'absence trop fréquente de véritable rôle décisionnaire pour ces structures qui ne disposent pas de budget et dont les propositions sont rarement suivies d'effets. Certains pensent même que la force de proposition des enfants, leur imagination et leur manière

d'aborder les choses peut gêner : « *les enfants ont souvent des idées concrètes mais très embarrassantes !* ».

Lieu d'apprentissage de la démocratie, ces instances enfantines ne laissent pas non plus les mêmes chances à tous les enfants. Ceux qui sont à l'aise et savent s'exprimer seront désignés pour représenter leurs pairs au détriment des plus timides, de ceux qui ont des difficultés et qui auraient sans doute besoin d'être reconnus. Il se passe souvent la même chose lors des élections des représentants aux conseils d'élèves. Mais n'est-ce pas là le reflet de la réalité du monde des adultes ?

Du principe à la réalité

Sur le principe, les jeunes semblent séduits par les Conseils municipaux d'enfant ou de jeunes mais, comme pour tout type d'action, seule une minorité d'entre eux se déclare prête à s'engager. S'ils apprécient cette possibilité de dialogue avec les élus, pensent qu'ils sont mieux à même de connaître leurs besoins, ils émettent quelques doutes, lors des tables rondes, quant au fait qu'on les écoute vraiment. « *Les élus feront ce qu'ils veulent au final; je ne crois pas qu'ils nous écouteront* ». Les thèmes mobilisateurs rejoignent leurs préoccupations : la sécurité, les loisirs, le cadre de vie et la protection de l'environnement. Viennent ensuite, de façon plus secondaire, la solidarité et les droits et devoirs de chacun. Cette hiérarchie se retrouve d'ailleurs dans les thèmes de travail abordés dans les Conseils municipaux d'enfants et de jeunes.

La citoyenneté en pratique

Savoir vivre ensemble est un long parcours qui commence dès l'enfance. Les communes de l'agglomération lyonnaise sont conscientes qu'elles ont aussi un rôle à jouer. Aussi, sont-elles de plus en plus nombreuses à créer des conseils consultatifs de la jeunesse et des conseils municipaux d'enfants et de jeunes. Convaincues de la nécessité d'appréhender la question de la citoyenneté, ciment du vivre ensemble, la Mission prospective et la Mission écologie du Grand Lyon ont initié une plate forme d'échanges entre les différentes structures. Elles poursuivent un double objectif : valoriser le travail réalisé en leur sein par les jeunes et initier, sur la durée, une réflexion commune sur les enjeux de l'éducation à la citoyenneté.

Les Sports et les loisirs viennent en tête des sujets abordés par ces conseils, suivis de près par l'environnement et la solidarité et enfin, la sécurité. Ainsi, à Bron, un rapport sur la pollution a été présenté et une collecte de piles usagées organisée. A Caluire, c'est une vidéo sur le tri sélectif qui a été réalisée et une plaquette pour les enfants qui arrivent sur la commune est en cours. A Craponne, les enfants se sont penchés sur l'aménagement de la nouvelle école au centre de la commune. A Villeurbanne, un café musique associatif, soutenu par la municipalité, a vu le

jour et une fête annuelle de la citoyenneté est organisée avec des débats, des concerts et des animations. Enfin, à Rillieux-la-Pape, deux séances de cinéma gratuites ont été proposées sur les thèmes du basket et du foot, à destination des élèves de 6ème. Presque partout, on note des collectes en faveur des organismes humanitaires, des campagnes d'information sur la sécurité.

A Rillieux-la-Pape, un petit livre sur la sécurité a été réalisé. Il aborde avec humour les différents aspects de ce problème et chaque chapitre permet de donner de judicieux conseils. Ainsi Freddy Pad'chance se fait renverser par une voiture, Chêne Avelo explique comment il faut se comporter sur un vélo et Badroc a un Pitt-Bull dangereux car mal éduqué. Les illustrations sont belles, ce qui ne gêne rien. A Caluire, Pass'Peur a pour objectif d'aider les jeunes à passer de l'école primaire au collège sans peur. Ce livret facile à glisser dans la poche donne trois conseils simples mais efficaces : avoir confiance en soi, n'écouter que soi et aller vers les autres.

Apprentissage de la citoyenneté, ces conseils sont aussi des lieux de découverte du système démocratique. Les enfants ont des idées, les expriment bien. Peut-être ne manque-t-il qu'un peu plus d'écoute ? C'est en tous les cas ce qu'ils attendent de la part des adultes.



En conclusion : Mettre en œuvre une démocratie plus participative

A l'aube du troisième millénaire, une démocratie plus participative qui intègre les enfants est le second axe prioritaire défini lors des tables rondes. Les adultes attendent beaucoup des actions qui visent à intégrer les jeunes dans le fonctionnement de la cité. Pour eux, c'est un vecteur important d'éducation et il n'est jamais trop tôt pour commencer l'apprentissage de la citoyenneté même si au départ, cela passe par des actions simples comme ne pas jeter ses papiers de bonbons n'importe où. Si les

parents souhaitent qu'on écoute leurs enfants, ils désirent aussi être davantage consultés. Ils attendent un vrai dialogue avec l'école, avec les services municipaux afin de ne pas être mis devant le fait accompli quand des décisions sont prises qui concernent le quotidien ou le futur de leurs enfants. Conscients que l'éducation passe avant tout par la famille, ils ne veulent pas être déposés de décisions qui d'une manière ou d'une autre rejailliront sur leurs enfants.

Les jeunes sont plus partagés et leur avis dépend en grande partie de leur âge. Les plus petits (6-11 ans) s'impliquent en respectant les règles de la vie collective. Peu à peu, ils deviennent une force de proposition et n'hésitent pas à « éduquer » leurs parents s'ils les prennent en défaut.

Vers 11-12 ans, ils ont soif d'écoute. L'important pour eux est d'être entendus et ils peuvent s'impliquer dans des actions très concrètes, à l'école. Les lycéens, quant à eux, sont davantage prêts à s'investir. Ils ont plus confiance en eux et pensent qu'ils peuvent représenter les autres, se faire entendre, être de bons porte-parole.

Pour construire une démocratie plus participative, il paraît donc important de développer les structures existantes. Mais pour que les jeunes y participent plus nombreux, s'y impliquent vraiment, il faut sans doute revoir le système de représentation et viser à ne pas laisser sur le chemin les plus fragiles ou les plus timides. Valoriser leurs actions est primordial. Il faut viser à dépasser la simple écoute, mais plutôt

montrer concrètement à quel point leur avis est pris en compte et communiquer sur le sujet. En effet, s'ils se sentent souvent floués c'est aussi par méconnaissance de ce qui a été réalisé et impulsé par eux.

C'est une des raisons de leur réticence à s'engager mais surtout ils ont peur de l'inconnu : « *je voudrais d'abord voir comment ça se passe et comment est l'ambiance* ». Ils craignent aussi de ne pas se sentir à la hauteur, de ne pas être capable de défendre leur point de vue et, au final, ils préfèrent que quelqu'un d'autre s'engage à leur place évoquant un problème de temps : « *on parle de réunions qui durent deux à trois heures ; je n'ai déjà pas le temps de faire mon travail...* ».

En approfondissant les opinions et les attitudes des enfants, on observe une nette différence dans la façon dont ils se sentent écoutés selon leur origine géographique dans le Grand Lyon. Dans l'Est lyonnais, ils sont en confiance dans leur ville alors qu'à l'Ouest, c'est à l'école qu'ils ressentent la meilleure écoute.





point de vue

Vers un droit de parole qui souhaite être entendu **par Barbara Walter, chargée de recherche à la Société Lyonnaise** **pour l'Enfance et l'Adolescence (SLEA)**

Notre société est actuellement dominée par un principe de communication, avec la création de moyens et de techniques de plus en plus performants et de plus en plus accessibles à tous. Ce raz-de-marée de la communication risque de nous engloutir sous un flot de paroles qui, à force de se dire, ne veulent plus dire grand chose et ne prennent plus en compte ce qui est dit. Tout se passe comme si le principe de communication devait être un principe à sens unique où la parole se passe de l'écoute. Si l'on regarde du côté des droits de l'enfant et en particulier du droit de l'enfant à exprimer une opinion, à donner son avis, on rencontre ce phénomène de non écoute de manière flagrante. C'est ainsi que des délégués d'école nous disent: « on nous donne la parole parce que c'est obligatoire mais les jeux sont déjà faits et ce que nous disons n'a aucun impact ». C'est ainsi encore que certains conseils municipaux d'enfants ou de jeunes tournent à vide parce qu'on tente de les calquer sur les conseils municipaux des adultes. C'est enfin des conseils d'établissement qui

s'étiolent et se transforment en corvée, parce que les enfants n'osent pas prendre la parole de peur d'être sanctionnés.

Des efforts sont faits pour donner aux enfants des lieux d'expression, parfois dans un souci de mise en conformité avec la loi et le droit mais l'adulte ne sait pas toujours comment entendre la parole du jeune et quelle suite lui donner. Il convient donc de veiller à ce que ces lieux de parole ne deviennent pas des lieux de relégation de la parole.

Pour cela, il est nécessaire de former les enfants à la prise de parole, comme cela est pratiqué à la SLEA. En effet, autant on considère que l'adulte a besoin de se former à l'expression, à la conduite de réunion, à la délégation... autant on oublie que l'enfant lui aussi a besoin d'être formé à ces pratiques. On constate d'ailleurs que l'enfant formé à l'expression investit de manière plus active et plus réfléchie les lieux de parole. Mais, en parallèle à la formation de l'enfant à l'expression, il convient de mobiliser où de sensibiliser l'adulte à ce droit. En effet, autant l'opinion de l'enfant est prise en compte

dans le domaine économique, autant les mineurs ont du mal à se faire entendre dans d'autres domaines comme le domaine scolaire ou encore le domaine de l'aménagement du territoire. C'est ainsi qu'on ne trouve que rarement un représentant des enfants dans des réunions qui statuent sur l'aménagement d'une aire de jeux, d'un terrain de sport, d'une cour de récréation...

Garantir le droit d'expression à l'enfant ne signifie pas rendre cet enfant responsable de sa parole en ne lui permettant pas de changer d'avis. Il ne s'agit pas non plus de conforter l'enfant dans un sentiment de toute puissance en considérant sa parole comme la parole déterminante. Par le droit d'expression il est bien question d'ouvrir un dialogue entre les mineurs et les adultes où chacun peut exprimer un avis, une opinion, des inquiétudes, des questions... Les mineurs portent un regard différent sur les choses qui les concernent et peuvent, par leur parole, nous aider à une meilleure compréhension et appréhension de l'avenir.





expérience

Conseil Municipal d'Enfants de Décines

Comment devenir à 10 ans, acteur de la démocratie locale par Assiba Benabdallah, animatrice du Conseil Municipal d'Enfants de Décines

En 1992, Décines rejoignait les 400 communes qui s'étaient déjà dotées d'un Conseil Municipal d'Enfants (CME). L'objectif de la municipalité étant de créer un dispositif, qui permette à des enfants âgés de 9 à 11 ans, de faire un apprentissage actif de la citoyenneté.

Le CME de Décines se présente donc comme une assemblée élue pour un an par les élèves de toutes les classes de CM1 et CM2 de la ville. Cette assemblée est dotée d'un budget annuel de 20 000 francs pour financer des projets concernant les préoccupations des enfants. L'accent a été porté sur le fait qu'il devait être un lieu où l'enfant puisse s'exprimer librement et où sa parole soit prise en compte par les adultes.

De ce fait, l'encadrement pédagogique du dispositif est une priorité qui incombe à son animateur. Ce dernier a pour missions d'organiser les réunions du CME, d'assurer la participation de chaque enfant aux débats, de faire avancer les discussions en suscitant des interrogations et les amenant à réfléchir sur la faisabilité de leurs propositions. Enfin, il a pour rôle d'établir les passerelles, entre le conseil et les personnes susceptibles de l'aider dans l'élaboration et la réalisation de ses projets.

La participation des enfants au CME leur permet de

découvrir la vie de la commune et de s'y investir, qu'il s'agisse de sa gestion, de ses animations socioculturelles, du fonctionnement de ses équipements ou de la connaissance de son tissu associatif. Le jeune élu peut ainsi mieux percevoir les attributions qui relèvent de la commune et les différents degrés de compétence entre celle-ci et d'autres assemblées, telles que le Conseil général, le Conseil régional, ou la Communauté Urbaine... Cette initiation des enfants aux réalités municipales aboutit à les sensibiliser au civisme et à l'accès à la citoyenneté. En effet, voter des décisions, qui ont pour finalité l'intérêt général, chercher à améliorer le quotidien de chacun, contribuent à leur transmettre des valeurs citoyennes.

Rétrospectivement, l'année qui vient de s'écouler a été riche en réalisation. Le CME s'est associé à la cérémonie d'inauguration du Jardin des Droits de l'Homme. Il est à l'origine de la création d'une section supplémentaire de football à l'USEP. En collaboration avec la Croix-Blanche de Décines, il a entrepris une campagne de sensibilisation dans les écoles, sur les thèmes de l'hygiène et du secourisme. Pour promouvoir leurs actions, les jeunes élus ont créé le journal du CME "Que des kids". La solidarité étant une valeur à laquelle les

enfants sont sensibles, ceux-ci ont organisé une collecte alimentaire au profit du CADIS, une association caritative décinoise.

Concrètement comment s'organise le travail au sein du CME ?

Les jeunes élus sont répartis au sein de 3 commissions, chacune d'entre elles étant spécialisée. La première traite des questions d'environnement, la deuxième est chargée de la solidarité et de la communication, enfin, la troisième se penche sur les thèmes du sport et de la sécurité.

Dès que les jeunes élus se répartissent dans les commissions, les échanges deviennent plus faciles. Il s'agit alors de s'accorder sur un ou deux projets, à mettre en oeuvre. La démarche qui suit permet d'agir efficacement. Elle se définit en 6 grandes étapes.

1- Lister et tester toutes les propositions d'actions

En règle générale la méthode utilisée est celle du brainstorming (remue méninges) : chacun fait des propositions tous azimuts. Chaque proposition est ensuite traitée en lui faisant subir le "test d'efficacité". En effet, chaque proposition doit répondre aux questions suivantes : Pourquoi ? Qu'elle est l'idée de départ ? Que veut-on changer ? Ce projet répond-t-il à un besoin réel ? Il faut



rechercher des informations sur les sujets traités, observer l'environnement, repérer les problèmes, interroger les spécialistes : associations, services municipaux ...

Pour qui ? Cibler les personnes concernées, pourquoi elles ? Les interroger et les représenter. Avec qui ? Qui est susceptible de nous aider ?

Quand ? Où ?

Comment ? De quels moyens nous disposons ?

A l'issue de cette 1ère étape, ne subsistent que quelques projets.

2 - Choisir un ou deux projets à réaliser

Avant de décider les conseillers enfants auront au préalable consulté leurs électeurs.

3 - Organiser l'action

Redéfinir les objectifs, ceux pourquoi nous souhaitons réaliser le projet.

Contacter les partenaires, et avec eux, définir les différentes étapes et rédiger un calendrier d'actions. Rappeler les moyens dont nous disposons : établir un budget détaillé.

4 - Démarrer le projet

Vérifier son bon fonctionnement à chaque étape.

5 - Faire une campagne de communication autour du projet

Informers les électeurs, les habitants, les partenaires. Utiliser les supports d'informations adaptés, journal du CME, presse locale.

6 - Faire un bilan de l'action

Une fois le projet terminé, analyser les points positifs et les points négatifs. Doit-on reconduire l'action ? Pourquoi ?

Prenons la première réalisation citée plus haut comme exemple : la question des Droits de l'Homme en général et ceux de l'Enfant en particulier sont des thèmes régulièrement abordés par les jeunes élus au sein du CME. Aussi, quand à l'occasion du 50ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la municipalité avait décidé de renommer le parc du Sablon en Jardin des Droits de l'Homme, le CME était tout naturellement disposé à participer à cet événement.

Le 25 novembre, les trois commissions se sont réunies autour d'une intervenante, membre de l'organisation non gouvernementale Amnesty International, qui a évoqué avec eux la question du non respect des droits fondamentaux de la personne dans le monde ; puis dans un deuxième temps elle leur a présenté le travail de l'organisation pour y remédier.

Les enfants, vivement intéressés, ont alors beaucoup discuté autour de ce thème, se sont concertés pour décider des actions à réaliser et ont convenu de deux actions :

Ils ont lancé une campagne de sensibilisation en organisant avec les enseignants des débats et discussions dans chaque classe. Il a été également décidé qu'un texte

regroupant les principes de la Déclaration serait rédigé et lu publiquement lors de la cérémonie d'inauguration du Jardin.

Extrait du texte élaboré par le CME

"Nous naissons tous libres et égaux même si nous sommes différents.

Tout le monde a le droit à la vie et personne ne peut être esclave, ni avoir d'esclave.

Tous les hommes ont les mêmes droits et doivent être jugés de manière juste.

Chacun a le droit d'avoir des idées différentes des autres et de les exprimer sans être puni. Chacun a le droit d'avoir des biens et personne n'a le droit de prendre ce qui ne lui appartient pas.

Tous les enfants ont droit à une éducation gratuite pour s'épanouir (...).

Enfin tous ces droits et ces devoirs doivent s'étendre à tous les hommes, toutes les femmes et à tous les enfants du monde."

Si un bilan doit être dressé sur ces actions menées par le CME, on peut affirmer indéniablement qu'elles ont laissé des traces dans le vécu de chacun des conseillers enfants. Ces expériences, d'abord personnelles, puis collectives, vont leur permettre de penser leurs places ainsi que leurs rôles dans la collectivité et la vie de celle-ci. L'enfant devient alors acteur dans un environnement aux diverses dimensions : personnelle, locale, globale ...





Le témoignage d'Amnesty International

par **Christiane Szczepanik,**
Présidente du groupe 137 d'Amnesty International

Amnesty International est une organisation de défense des Droits de l'Homme qui lutte pour la libération des prisonniers d'opinion, l'abolition de la torture et de la peine de mort. Mais un autre de ses objectifs consiste à promouvoir la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et les valeurs qui la sous-tendent auprès des enfants et des jeunes. Sans nous substituer aux éducateurs, nous leur suggérons diverses activités pouvant les aider à présenter les droits et les libertés fondamentales. Nous leur proposons des matériels pédagogiques et surtout nous apportons le témoignage de notre expérience.

C'est ce que j'ai fait en novembre 1998 lors d'une séance du Conseil municipal des Enfants de Décines

à la demande de Mme Benabdallah, coordinatrice. En effet, 1998 étant l'année du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle, la municipalité de Décines avait décidé de dénommer un parc de la commune : Jardin des Droits de l'Homme. Les jeunes conseillers municipaux devaient être associés à la cérémonie.

Lors de cette séance, j'ai donc expliqué aux enfants en quoi consiste l'action des membres d'Amnesty International en leur donnant des exemples. Pour des enfants vivant en France, le fait d'être emprisonné en raison de ses opinions politiques ou religieuses est plutôt surprenant. Au sujet de la peine de mort, la discussion fut passionnée. Nous avons ensuite élargi le débat en parlant d'autres organisations humanitaires. Enfin comme chaque fois, les

enfants ont demandé comment eux pouvaient " faire quelque chose ". Je leur ai suggéré dans un premier temps de rapporter à leur classe ce que nous avons dit et d'en discuter avec leurs camarades. Ensuite, je leur ai conseillé de s'intéresser à l'actualité, à ce qui se passe ailleurs dans le monde. Enfin, je leur ai dit que dans leur vie quotidienne, en classe et dans leur quartier ils pouvaient avoir une action en faveur de l'Article premier qui dit : " Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. "

Quelques jours plus tard eut donc lieu l'inauguration du Jardin des Droits de l'Homme. Les enfants lurent un texte reprenant avec leurs mots des passages de la Déclaration. //





3. Les loisirs, une activités primordiale pour les parents et les jeunes

Projections dans le futur

L'Observatoire Cetelem 1995 montre que 60% des 15-24 ans envisagent leur avenir plutôt avec inquiétude et considèrent pour 52% d'entre eux que leur situation personnelle est plus difficile que celle des plus de 30 ans alors que seulement 5% estiment qu'elle est plus facile. Aussi ne sont-ils que 58% à juger profiter tout à fait de leur jeunesse.

Cette inquiétude est fondée, selon eux, par différents éléments et notamment la difficulté à trouver un emploi qui préoccupe 76% des jeunes interrogés. Viennent ensuite les difficultés économiques (68%) qu'ils vivent souvent directement avec leurs familles. 39% disent manquer de points de repères et 22% remarquent qu'ils n'ont pas d'idéal, alors que traditionnellement idéalisme rime avec jeunesse. 20% ne se sentent pas courageux et ont peur de prendre des risques et 14% s'estiment conformistes. Le manque d'autorité des parents est relevé par 18% des jeunes alors que 13% se sentent gênés par le poids de la famille. L'égoïsme des générations précédentes alarme 14% d'entre eux.

Leurs aspirations sont ancrées dans le concret et l'emploi est une priorité puisque 85% estiment qu'il est très important de trouver un travail et 69% veulent fonder une

famille. Pour améliorer leur situation, ils comptent bien sûr, sur les institutions mais avant tout sur eux-mêmes (73% veulent obtenir un diplôme). Loin d'être révoltés, ils dirigent cependant leur mécontentement vers les institutions plutôt que vers leur famille qui est une véritable valeur refuge même si 60% veulent quitter le foyer parental.

Pour leur redonner confiance, il faudrait qu'on leur propose des « futurs possibles » (83%), qu'on les écoute davantage (80%) et que l'on aide les jeunes des banlieues (73%). S'ils appellent à l'aide, ils se jugent également et portent sur eux-mêmes un regard critique. Ainsi, 69% estiment que les jeunes doivent se prendre plus en charge, 65% qu'ils devraient écouter plus souvent les adultes et 45% voudraient être plus disciplinés... Enfin, 33% espèrent une révolte des jeunes et 14% pensent que l'on s'occupe trop des vieux.

Plus que la possession de biens matériels, les jeunes aspirent à vivre des sensations fortes. S'amuser, « s'éclater » est un impératif. C'est ce qui explique l'importance à leurs yeux du sport, des loisirs et de toutes formes de distraction qui peuvent générer des conduites à risque (prise de risques physiques, alcool, drogue etc...).



A chaque âges ses loisirs

En fonction de l'âge des enfants, leurs loisirs évoluent et leurs besoins s'affirment. Besoins spontanés ou créés par leur environnement. Les envies et les activités sont différentes en ville et à la campagne. En milieu urbain les activités « encadrées » seront plus nombreuses et les enfants seront davantage centrés sur les nouveaux mode de communi-

cation. A la campagne, en revanche, les jeux d'extérieur domineront.

Selon une étude de l'IED réalisée en 1995, l'enfant citadin, entre 4 et 10 ans regarde beaucoup la télévision (90%), joue avec une console vidéo ou un ordinateur (50%). 84% font du vélo et 41% font du sport dans un club. Entre 11 et 18 ans, d'après une étude

de l'Inserm qui date de 1993, la télévision perd un peu de son impact et ils ne sont plus que 83% à la regarder souvent. En revanche 45% vont au cinéma souvent et 60% font du sport en dehors de l'école. 20% traînent dans les rues.

De 15 à 25 ans, comme le montre une étude du CNRS effectuée en 1994 par P.G. Costin, la vie sociale s'organise en dehors de la famille. 77% des jeunes sortent entre eux mais 23% restent isolés. Globalement, les centres d'intérêt évoluent beaucoup avec l'âge mais aussi avec le sexe. Les 3-9 ans évoluent dans un univers ludique, d'apprentissage et de socialisation. Les activités sportives et de plein air les comblent. A partir de 10 ans et jusqu'à 13 ans, la différenciation entre les sexes commence à se faire sentir. Les garçons gardent un pied dans l'enfance et privilégient toujours les jeux d'extérieur et les activités sportives, tandis que les filles abordent résolument l'adolescence préférant les discussions avec les copines, écouter de la musique ou s'intéresser à la mode.

A partir de 14-15 ans, la vie de groupe prend toute son importance et les amis et la musique sont les principaux centres d'intérêt. La mixité scolaire n'a pas entraîné une mixité ludique. Garçons et filles se maintiennent à distance. Les enquêtes menées par l'Inserm et le ministère de la Culture relèvent que les filles sortent moins souvent que les garçons, surtout le soir, mais qu'en revanche, elles participent volontiers aux sorties familiales. Sur ce point, il est difficile de saisir exactement l'impact des schémas culturels qui laissent plus de liberté aux garçons.

Selon Michel Fize, auteur de l'ouvrage *Le peuple adolescent*, « tout cela semble

confirmer que les filles disposent d'une moins grande liberté de mouvement que les garçons. On peut aussi penser qu'elles sont engagées dans d'autres activités, plus organisées que spontanées (telle que danse, gymnastique,...), et marquent une préférence pour les sorties plus finalisées (faire les magasins avec les copines...) au détriment de l'errance de rue. La non mixité des groupes d'adolescents est à relier d'abord à la problématique de l'adolescence. On sait en effet, à partir des travaux des psychologues, que l'affirmation de l'identité masculine passe par l'exclusion de la présence féminine, une présence qui inquiète, une relation qui est difficile à négocier, qu'il s'agit d'abord d'esquiver. Cette stratégie n'est pas sans danger. Elle semble déclencher ici ou là des attitudes de « virilisme exacerbé ». Les rappeurs, aux dires de certaines jeunes filles, seraient des « machistes » confirmés. Les skaters leur ressemblent, disent d'autres filles. Les « mots » des garçons à l'égard des filles sont d'ailleurs souvent très durs. Et même si l'on enlève la part de rituel intégrateur d'un tel discours, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a peut-être là un « raidissement » de la relation filles-garçons.»

Toutes ces différences liées à l'âge et au sexe se retrouvent dans les pratiques de différentes activités. Les garçons font plus de sports collectifs, les filles plus de danse et, globalement, plus d'activités manuelles. Les adolescents plébiscitent les sports de glisse (skate, roller, surf, snowboard) tandis que les filles se sentent attirées par l'équitation et le patin à glace. En revanche, près de 35% des jeunes ne pratiquent aucune activité.

Adolescent cherche espace ludique

Les jeunes ont des désirs et les expriment. Mais il convient de s'interroger sur la manière dont ces pratiques sociales et ludiques peuvent s'inscrire dans la ville. Les sociologues constatent que les espaces ludiques deviennent rares en milieu urbain et que ceux qui restent souffrent aux yeux des jeunes d'une image trop rationnelle. Leurs règles de fonctionnement définies demeurent

un frein à leur autonomie.

« Ont disparu aujourd'hui ces terrains vagues où les uns et les autres pouvaient se livrer à des jeux improvisés », explique Michel Fize. « Fini le temps où l'on avait encore le loisir de construire des cabanes en pleine ville, de faire du feu, de jouer avec toutes sortes d'objets, loin de la circulation automobile ! Finis les terrains d'aventure, où

enfants et adolescents pouvaient se livrer à une activité spontanée en toute liberté ! Disparus aussi ces vieux quartiers au tracé organique qui permettaient la flânerie, stimulaient les sens, favorisaient la sociabilité enfantine et adolescente en multipliant les espaces de rencontre ! Dans la ville moderne, il n'y a plus de place pour les groupes informels, plus de lieux pour se livrer à des expériences, pour se sentir grandir avec ses pairs. Espaces de jeux rares. Espaces existants partout normalisés, assignés, étiquetés « jeunes ». Espaces donc, souvent rejetés par des adolescents en quête d'autonomie, désireux de s'affranchir de la tutelle de l'adulte (mais pas nécessairement de sa présence). Pourtant, il semble que ce ne soient pas tant les structures socio-éducatives, sportives, qui sont refusées, que leur mode de fonctionnement ou une relation (encore trop souvent hiérarchique) à l'adulte. Les adolescents réclament de la souplesse, tant dans les équipements, qui doivent être aménageables à leur convenance, déménageables au besoin, que dans les hommes : animateurs, éducateurs..., dont ils attendent des rapports de collaboration et de dialogue. Mais, ne nous y trompons pas, ils réclament aussi une place dans la rue, la faculté de jouir des espaces urbains, d'y réintroduire la fonction du jeu. (...)

Il y a, bien sûr, des « résistants ». Les skaters (mais aussi les rappeurs ou les taggeurs) développent dans l'espace urbain une autre logique, inaugurent une autre pratique de la ville. Ils jouent avec des règles urbaines, se jouent des interdits, refusent de voir la ville dans une multitude de lieux qui s'imbriquent les uns dans les autres, avec des fonctions définies minutieusement. Ils occupent l'espace selon leurs propres valeurs : liberté, mobilité, créativité. Face à l'ordre adulte qui est rationalisé, rejet de toute fantaisie, la démarche de l'adolescent-skater est inventivité, spontanéité. Face à la contrainte sociale, sa pratique entend imposer la liberté-une liberté portée de lieux de passage (halles par exemple) en lieux de stationnement et, inversement, d'aires de repos (places ou squares) en aires de mobilité créatrice, autrement dit, ils introduisent du désordre, mettent en quelque sorte la ville sens dessus dessous, suscitant aussitôt des réactions de méfiance et d'hostilité. Au nom de la peur qu'ils provoquent, ils sont accusés bientôt de tous les maux : d'être bruyants, arrogants, de blesser, d'agresser, de casser. Certains groupes concentrent ainsi tous les clichés, tels les skaters et autres roller-skaters, véritables « surfeurs » de la ville, sortes de chevaliers errants des temps modernes, adolescents dérangeants par excellence ».



Trop de disparités géographiques

Lors des différentes tables rondes, tous les parents se sont accordés sur un point : les loisirs occupent une place primordiale dans la vie des enfants. Au-delà de l'aspect simplement ludique, ils aident à la socialisation de l'enfant et lui permettent des découvertes et apprentissages divers. Cependant, en fonction de leur zone d'habitat les parents ne se sentent pas égaux. D'une commune à l'autre, l'offre varie mais ce qui fait la différence c'est avant tout les écarts de prix et la prise en compte, ou non, des familles nombreuses. Dès que l'on aborde la prise en compte de l'enfant dans la ville, l'aspect loisirs prend toute son importance. Le sport et les acti-

vités périscolaires sont très demandés par les parents et ce sont les communes les plus « populaires » qui, à leurs yeux, proposent la plus grande diversité. Une politique sociale forte engendre une offre d'activités culturelles et sportives variées, à des tarifs accessibles par le plus grand nombre. « L'avantage d'être en ZEP, c'est qu'il y a plein de choses », constate un parent. Certaines petites communes de l'Ouest lyonnais et Lyon intra-muros sont en revanche jugées avec plus de sévérité. L'offre est plus banale, trop dispersée et les coûts jugés trop élevés : « il y a moins de politique sociale à Lyon qu'à Villeurbanne... moins de choix... des différences de tarifs énormes ».

Une offre restrictive

Les parents des enfants de moins de 6 ans se plaignent de la pauvreté de l'offre, ceux qui ont des enfants entre 11 et 13 ans notent le manque de centre de loisirs : « dans le 3ème, il n'y a pas de centre aéré pour les 13 ans », « à la Maison pour tous, c'est priorité aux anciens inscrits. Tout est complet dès juin ». En revanche, les parents des 6-10 semblent satisfaits.

Le coût des activités est en général perçu comme prohibitif pour les familles les plus modestes ou celles qui ont plus de deux enfants. Ce problème est surtout relevé à propos des vacances scolaires. Des séjours hors de Lyon ou des stages à la semaine sont souvent proposés mais les parents ne peuvent pas toujours en payer le coût. Là aussi, on perçoit de grandes disparités entre les communes.

Certaines communes proposent des activités dans les locaux de l'école. Cette offre est appréciée par son coût modique et résout les problèmes des déplacements. L'enfant peut également changer d'activités à intervalle régulier ce qui lui permet, tout en restant dans un même lieu, en l'occurrence l'école, de découvrir des choses nouvelles.

En matière d'équipements, les efforts accomplis sont reconnus, comme par exemple le développement des pistes cyclables. Mais, ils regrettent que la plupart des équipements soient monopolisés par les clubs sportifs, ne permettant pas ainsi aux enfants d'y accéder librement. Même si les communes sont bien équipées, de nombreux parents sont obligés de se déplacer pour des questions de coût. Les piscines de Caluire, Garibaldi, Tassin ou Charbonnières sont jugées trop coûteuses.

Des espaces verts inadaptés à l'enfant

Dans l'ensemble, les parents sollicités dans les tables rondes, se montrent insatisfaits

des espaces verts et des espaces de jeux qui leur sont proposés. Ils les trouvent inadaptés aux besoins des enfants et des familles. Le Parc de la Tête d'Or notamment fait l'objet de nombreuses critiques : impossibilité de jouer sur les pelouses, de pratiquer le vélo en famille après 12h30. « Le parc est quand même assez grand, c'est insensé de ne pas pouvoir faire du vélo avec les enfants. C'est pourtant une sortie sympa, pas chère, accessible à tous ».

Les squares aussi posent problèmes. Le mobilier de jeu est rarement adapté aux enfants de 18 mois à 5 ans, principaux usagers de ces lieux. « Ils mettent des échelles au lieu d'escaliers, les petits tombent régulièrement ». Les parents reconnaissent que des efforts ont été faits mais il semblerait qu'il y ait eu une erreur sur le public : « à 8-10 ans, ils n'ont plus envie d'aller là dedans ».

Heureusement, l'agglomération lyonnaise a toujours à sa porte une campagne accessible rapidement où « l'on peut prendre facilement un bol d'air », où des circuits de promenades pédestres et cyclistes ont été aménagés.

Si les parents ont parfois du mal à organiser les loisirs de leurs enfants, ce n'est cependant pas un problème d'offre. Mais l'information circule mal ou trop lentement. Il en va de même pour l'actualité culturelle. En effet, sur ce plan, Lyon a de nombreuses possibilités et les parents se montrent satisfaits de l'existant. Ils n'hésitent pas à se déplacer dans toute l'agglomération du musée Guimet au Planétarium de Vaulx-en-Velin en passant par Captiva à la Duchère. La Maison de la Danse, le TJA ou le Théâtre Tête d'Or « ça n'est jamais très loin, Lyon n'est pas Paris ». Si la distance n'est pas un frein, le coût en reste un et certains voudraient voir se mettre en place une véritable politique familiale en matière culturelle.



Des enfants globalement satisfaits

Les enfants et les jeunes de l'agglomération qui ont participé aux différentes tables rondes, se montrent plutôt satisfaits de l'offre en matière de loisirs. Bien sûr, ils émettent quelques critiques et ont des demandes qui, à leurs yeux, devraient pouvoir se réaliser dans une grosse agglomération, dynamique et ouverte aux projets.

Les 6-10 ans, très actifs, friands d'activités diverses et multiples sont heureux de ce qui leur est proposé même si certains se voient refuser l'accès à certaines activités en raison de leur coût. Leurs loisirs ne sont d'ailleurs pas uniquement basés sur la consommation d'activités. L'ordinateur ou les jeux vidéos sont en bonne place ainsi que le temps passé avec les copains à la maison ou chez eux. Les grands-parents sont très présents et les enfants éprouvent du plaisir en leur compagnie. Ils se sentent aimés, choyés et c'est pour eux l'occasion de faire des activités nouvelles ou différentes.

En grandissant, ils continuent à juger leurs loisirs positivement. Jusqu'à vers 13 ans environ, ils pratiquent tous un ou deux sports en dehors de l'école. Les jeunes, plus particulièrement dans les milieux favorisés, font en plus de la musique ou de la danse. Certains se sentent un peu surchargés et souhaiteraient avoir plus de temps « vide » à partager simplement avec les copains.

Quel que soit leur âge, les structures en place leur conviennent. Ils apprécient la présence de stades, de piscines municipales, de terrains de foot ou de centres

multi-sports loisirs. En revanche l'absence de piste de skate ou de rollers à Lyon est souvent dénoncée. « les quais et le cours Albert Thomas, ça ne suffit pas ». C'est une attente forte chez eux. Même s'ils trouvent des pratiques alternatives et détournent un certain nombre de lieux à cet effet, ils sont conscients des dangers encourus.

Seul point noir :

l'offre cinématographique

Lyon est certes une ville très bien équipée en cinémas. Mais en périphérie, les salles se comptent sur les doigts d'une main et le choix des programmes est limité. Or, les jeunes sont friands de salles obscures et le cinéma est pour eux une activité à part entière. S'ils sont cependant prêts à se déplacer, les tarifs pratiqués sont pour eux un véritable frein. Ils connaissent les réductions offertes mais les jugent inadaptées à leur mode de vie. « *Le cinéma, c'est une occupation que l'on fait à plusieurs ; c'est en fin de journée qu'on se retrouve, pas le matin* ».

Les jeunes ont également senti que l'agglomération fait de gros efforts en matière d'animation de rues. Mais à partir de 15 ans, ils ne se sentent plus concernés. Leurs goûts ne sont pas assez pris en compte. « *Les Folias à Villeurbanne, c'est bien gentil* », « *Les Tassin Folies, ça n'a de folie que le nom : c'est une braderie* », « *vous imaginez, il y avait Pierre Perret* »...



En conclusion : une agglomération accueillante aux projets

Des projets, les enfants et les jeunes en ont mais cela concerne davantage leur vie propre. Une agglomération accueillante aux projets est un axe stratégique qui est certes jugé important mais qui concerne davantage les plus de 16 ans et les adultes.

Pour les parents, il s'agit avant tout d'être ouverts aux idées nouvelles qui émergent de la demande collective : structures de gardes plus adaptées, crèches parentales, spec-

tacles... Ils ont le sentiment que beaucoup d'initiatives sont tuées par trop de lourdeurs administratives ou réglementaires et estiment qu'on ne tient pas assez compte des particuliers ou des petites structures en tant que force de propositions.

Pour les parents et les jeunes de plus de 16 ans, tous types de projets réalistes méritent d'être encouragés surtout lorsqu'ils touchent au professionnel. Les jeunes ont

une attente forte en ce domaine que ce soit en matière d'orientation ou de création d'entreprises. En effet, à l'âge de l'orientation, ils déplorent l'insuffisance de structures capables de les aider dans ce choix que ce soit à l'intérieur de l'établissement scolaire ou à l'extérieur. Les choix d'options et de sections se font tôt, ils craignent d'être pénalisés s'ils se trompent à ce moment-là. Certaines initiatives, comme les stages en entreprise dès la 3ème, leur paraissent une bonne mesure mais ils sont conscients du décalage entre l'école (ou l'université) et l'entreprise. Ils suggèrent de multiplier les interventions des professionnels et les stages d'observation. Le manque de solidarité de ceux qui sont déjà dans la vie active les blesse et ils attendent davantage de conseils personnalisés. *« C'est dur de choisir une section quand on ne sait pas ce que l'on*

veut faire », *« on nous dit trop souvent : si vous pouvez, faites une section S (mathématiques); c'est pas suffisant ça »*, *« je regrette qu'on m'ait poussé au bac ; mes amis partis dans le technique ont un patron maintenant, moi, je ne sais vraiment pas ce que je vais faire si j'ai mon bac »*.

Très friands d'informations, gagnés par la peur du chômage, ils jugent sévèrement les Conseillers d'orientation, les CIO. Si ces structures leur paraissent intéressantes pour ceux qui ont une idée précise, elles sont inefficaces pour une orientation ciblée tenant compte des goûts ou des talents de chacun. D'autres structures existent mais, dans l'ensemble, ils ne les connaissent pas et comme pour beaucoup de dysfonctionnement relevés dans l'agglomération, c'est avant tout un problème de communication.



regard croisé

L'enfant, le jeu, et le quartier

par Kaj Noschis*

De nos jours, lors de certaines manifestations, on ferme un quartier, une partie de la ville au trafic et on adopte quelques dispositions spéciales pour la sécurité et le commerce. Par contre, les jeux quotidiens d'enfants sont aujourd'hui dangereux, voire interdits dans la rue et sur les places publiques, à l'exception des espaces de jeux aménagés. A travers les siècles, les jeux des enfants n'ont pas beaucoup évolué mais aujourd'hui les pratiquer devient téméraire dans la rue et sur les places.

Les enfants, malgré les dangers aiment situer leurs jeux là où la ville vit, c'est-à-dire dans la rue. Les enfants bravent les interdits car ils ont besoin de vie autour d'eux. A travers le jeu, l'enfant ne se confronte pas seulement à d'autres enfants, mais, ce qui est tout aussi important, aux adultes. L'aboutissement nécessaire de l'enfant, c'est l'âge adulte. Or, ce développement s'appuie de façon privilégiée sur l'imitation et j'y vois même la définition du jeu spontané. Lorsque l'enfant joue, il s'approprie des événements auxquels il a assisté, ou des histoires qu'il a entendues, en les imitant. Ce sont souvent des faits qui sortent de l'ordinaire, qui sont dans un premier temps extraordinaires pour l'enfant et qu'il pourra raconter à ses parents ou à ses amis.

Pour entrer dans le monde des adultes, l'enfant doit sentir quels événements peuvent être rejoués à une échelle où ils prennent un sens individuel pour lui, où il peut se raconter pourquoi certains événements ont lieu. Peu importe si le jeu de l'enfant est plausible, s'il est proche de la réalité de l'adulte. L'important est

qu'il sente qu'il peut avoir, lui-aussi une prise sur le monde. L'environnement urbain propose des histoires et des événements à l'assimilation de l'enfant. Si l'enfant, en se déplaçant dans son environnement proche, a l'occasion de côtoyer des commerces, des bureaux, des artisans, des cafés... qui forment le contenu de sa vie d'adulte, alors, il a l'occasion de se les approprier, d'en approcher le mystère.

L'entrée dans la vie d'adulte ne se réussit que si l'on a pu, petit à petit, amadouer le mystère lié à la vie d'adulte, en y étant tout d'abord confronté, et en ayant, en parallèle, l'occasion de se l'approprier par le jeu. Il faut donc à l'enfant un environnement accessible, où il peut circuler, où il peut rencontrer la vie quotidienne des adultes. Cela demande qu'une surveillance ou plutôt une « coveillance » puisse s'exercer dans le quartier.

Ne pas couper l'enfant de l'adulte

Les rues qui entourent immédiatement le logement paraissent la bonne dimension pour parler de ce qui est important à établir pour cette « coveillance ». Ce n'est pas une dimension d'unité administrative, mais de vie. En même temps, cette dimension humaine ne peut être assurée que si l'on garantit aux parents des conditions de vie, donc logement et travail, leur permettant et leur donnant envie de concevoir dans une certaine stabilité leur vie avec leurs enfants.

En somme, il s'agit de définir des conditions pour que l'enfant ait la possibilité d'étendre progressivement sa connaissance et sa

confiance dans l'environnement qui l'entoure. Cet environnement doit être en même temps celui de notre monde d'aujourd'hui, et non pas un endroit à l'abri des dangers, un paradis pour les enfants. C'est à ces conditions que pourra naître le sentiment pour l'enfant d'aujourd'hui d'être concerné par son environnement.

Avons-nous l'occasion de rencontrer l'enfant dans la ville quand nous partons tôt le matin et rentrons tard le soir, pour passer la journée où il n'y a que des adultes travailleurs, quand nous nous déplaçons seuls, entourés d'une grosse armature en fer et en verre, quand le paysage urbain perd sa qualité de lieu social, voire familial ? Il n'y a pratiquement plus l'occasion de rencontrer l'enfant en chair et en os. L'adulte ne dialogue alors qu'avec son enfant intérieur, sauf s'il a des enfants à la maison et, là encore, l'échange semble aujourd'hui bien pauvre.

Dans cette vie minutée, l'enfant dérange l'adulte. C'est aussi la raison pour laquelle il est parqué quelque part, il ne grouille plus autour de l'adulte mais est confiné dans un lieu ad hoc, places de jeux aménagées, centres de loisirs, ou lorsqu'ils font défaut, ils se retrouvent dans des lieux résiduels : parkings, entrées d'immeubles, terrains vagues, ou encore parqués devant la télévision.

Rendre toute la ville accessible à l'enfant serait reconnaître une place positive de l'enfant et par là, manifester une foi en notre propre avenir, car si la ville devient un lieu positivement reconnu par les enfants, alors, il le devient aussi pour l'adulte.

* Ce texte de Kaj Noschis, psychosociologue, est issu de son étude « L'enfant, le jeu et le quartier », présentée lors du Conseil consultatif d'urbanisme du Grand Lyon, le 4 novembre 1994.


 témoignage

La bohème et la bourgeoise, par Cefia, étudiante, de retour à Lyon après avoir passé un an à Barcelone

J'ai rencontré la bohème, l'hallucinée, la foisonnante.

Patrimoine architectural exceptionnel, foyer de la revendication culturelle et politique catalane, carrefour des artistes les plus timbrés...

Qui n'a pas arpenté la Rambla sans s'extasier devant les hommes-statues ? Qui n'a pas succombé aux charmes des diseuses de bonne aventure ? Qui a résisté à la tentation gustative des fameuses tapas ?

Ville magnétique et cosmopolite, Barcelone m'accueille les bras remplis d'offrandes : raillée par les mouettes, je me laisse bousculer par les cris et les couleurs criardes du marché couvert de La Boqueria ; après avoir dégusté un gaspacho dans l'ancien quartier des pêcheurs, je m'en vais me lover sur la plage de la Barceloneta. Lors d'une marche digestive dans les ruelles étroites du Barrio Gotico, je me laisse surprendre par des troubadours, jongleurs et artisans, pour participer plus loin à une Sardane spontanée. Je remonte ensuite vers le quartier familial, de Gracia prendre un café sur ses multiples places ensoleillées où des musiciens tapent le beuf. Quand le soleil entame sa descente derrière la colline du Tibidabo, la faune barcelonaise se réveille. La soirée commence par la projection

d'un film d'art et d'essai à l'Apolo. Assise autour d'une table, sirotant une Estrella, une Fortuna entre les doigts, je sors parfois mécontente, parfois réjouie, en tous cas bouleversée. Je me perds ensuite dans l'inquiétant Barrio Chino où j'ose pousser les portes d'un des tripots qui font la gloire de ce quartier. Dégustant une absinthe dans un bar du XIXème, ou battant du pied le rythme blues dans un piano bar, ma nuit ne fait que commencer. Petit détour sur la place du Musée Contemporain où s'activent des skatters, je me dirige ensuite dans le vieux quartier où une fête improvisée vient de se monter. Je parle anglais, italien et français avant que la Guardia Civil ne mette un point final à une soirée trop bruyante. Un dernier passage sur le port pour se laisser bercer par la brise et les « boum-boum » lointains des discothèques attrape-touristes du Mare Magnum, et c'est le retour au bercail.

Je vis au côté d'une bourgeoise, intelligente et bien pensante.

A l'aube du troisième millénaire, celle-ci se lance dans une sérieuse introspection. Elle se réjouit, à juste titre, d'offrir à ses habitants un des plus grands parcs d'Europe, des complexes cinématographiques, un Opéra aux

programmations de qualité ... Lyon sait choyer les grosses peintures culturelles. Aurait-elle oublié les artistes sans le sous et le charme des animations de rue ? Elle a pourtant, tout comme sa cousine catalane, un patrimoine historique et culturel d'une grande richesse : capitale des Gaules, foyer révolutionnaire des canuts, accoucheur de Guignol, infrastructures culturelles de qualité, ... Alors pourquoi tant de frilosité ?

C'est qu'il paraît plus risqué de lancer un artiste méconnu, que de programmer Pavarotti à l'Opéra de Lyon (quoique ...). Les sondeurs postés rue de la République font oublier les artistes de rues ; le marché de la création s'égayé avec peine malgré les élucubrations d'un poète accoudé à son chariot de fortune, ...

Plus proche de ses cadres sup' que de ses étudiants, Lyon s'impose comme la bourgeoise intellectuelle d'une Europe politiquement correcte. Jugement sévère, mais pas désespéré. Car Lyon regorge d'associations ambitieuses, de monteurs de projets culturels, de café-concerts, d'artistes méconnus...

Un petit coup de pouce et la volonté explicite d'avancer suffirait à concrétiser les dires de Denis Trouxe : "Il s'agit de donner des outils de création à toute une jeunesse qui manque d'espace pour travailler et pour diffuser".



4. Faciliter les apprentissages

La famille premier lieu d'apprentissage

Les trente dernières années ont été marquées par une nette évolution de la cellule familiale. Ainsi, en 1995, selon une enquête de la Caisse nationale des allocations familiales, 40% des naissances ont eu lieu hors mariage contre 11% en 1980 et 5% en 1970. Le nombre de familles monoparentales représente 5% des ménages mais 83% des enfants vivent avec leurs deux parents. Parallèlement au modèle familial, la place de l'enfant a changé. Il constitue le pivot de la vie affective et 86% des parents placent la famille au premier plan de leurs préoccupations, loin devant leur métier.

L'éducation des enfants a suivi cette mutation et aujourd'hui, les sociologues Kellerhals et Montandon déterminent quatre grands types de famille avec des modèles éducatifs variés. La famille ouverte ou « compagnonnage » est à la fois fusionnelle et ouverte. Les enfants bénéficient d'une assez grande liberté et peuvent faire leurs propres expériences. Les parents interviennent comme des guides sur lesquels les enfants peuvent s'appuyer. La famille Association est fondée sur l'adaptation et l'autonomie. Partant du principe que tout individu, pour s'épanouir, doit se prendre en charge, les enfants sont responsabilisés et libres de faire usage de leur autonomie. Chacun cohabite. La famille cocon ou Parallèle est un refuge face aux agressions et dangers extérieurs de toute nature. La dimension affective et le dialogue sont importants, mais les valeurs conservatrices et d'éducation restent fortes. Le but recherché est d'aider les enfants à se construire une vie harmonieuse autour d'une famille unie. Enfin, la famille tradition ou Bastion. C'est de loin la plus conservatrice. Les rôles au sein de la famille sont très différenciés et le but est de transmettre aux enfants les valeurs des parents : morale, sécurité, réalisme, ordre... L'éducation est très directive.

La famille, une valeur refuge

Les jeunes vivent de plus en plus longtemps au domicile de leurs parents (l'âge moyen au départ du foyer est de 23 ans). Si les raisons économiques sont souvent évoquées, il s'agit là d'une analyse un peu réductrice. Ils restent chez leurs parents parce qu'ils s'y sentent bien (85% des 15-24 ans estiment avoir de très bonnes ou plutôt bonnes relations avec leurs parents - Etude TMO, 1994). La famille est le lieu des repères dans une société qui en manque et en dépit du discours ambiant, toutes les enquêtes sociologiques montrent que les parents s'investissent beaucoup dans l'éducation de leurs enfants cherchant avant tout à favoriser leur épanouissement (selon un sondage CSA - Famille Magazine de 1995, 72% des adultes interrogés estiment que les parents qu'ils connaissent sont responsables vis-à-vis de leurs enfants). « *Si les arbitrages entre vie professionnelle et vie familiale sont constamment à mener, lorsque les deux conjoints travaillent, les enfants n'en sont pas pour autant négligés. Une enquête conduite auprès de familles d'employés montre que les loisirs sont organisés en fonction de l'âge de l'enfant ou des enfants, et que les parents souhaitent assumer pleinement leur responsabilité parentale, tant sur le champ de l'affectif que dans celui de l'éducatif* », analyse A. Pitrou dans son ouvrage « Trajectoires professionnelles et stratégies familiales ».

Les parents, et en particulier les mères s'investissent beaucoup dans l'éducation des enfants et la fonction éducative familiale s'est démultipliée comme l'explique la sociologue Martine Ségalen « *La tranche d'âge de 4 à 12 ans ne s'inscrit pas seulement entre famille et école. C'est la période d'éveil de toutes les autres potentialités de l'enfance, qu'elles soient artistiques, sportives etc., et ces activités sont à la charge de*



la famille, fonction nouvelle pour elle. L'emploi du temps de l'enfant en dehors de l'école comporte des cours de judo, de danse, de flûte ou de poterie que les parents doivent organiser. Les écoles, les maisons des jeunes, les conservatoires de musique, les associations sportives sont assaillies aujourd'hui par le nombre de demandes qui viennent de toutes les classes sociales. Si l'on ajoute à cela, pour un enfant en bonne santé, la visite chez le pédiatre, l'orthophoniste ou l'orthodontiste, on mesure la charge que représente l'enfant, surtout s'il y en a

plusieurs. Loin d'être restreinte comme on le dit souvent, la fonction éducative familiale s'est démultipliée, diversifiée, est devenue plus complexe depuis une vingtaine d'années ». Pour sa part Noëlle Gérôme, également sociologue estime que « la responsabilité de l'éducation de l'enfant se trouve répartie entre plusieurs sortes d'instances parmi lesquelles le groupe familial joue le rôle particulier d'avoir à déléguer ses fonctions tout en assurant la surveillance et la synthèse des entreprises éducatives et sanitaires ».

L'école en position difficile



En France, la scolarisation des enfants est très précoce (97% des enfants sont scolarisés à 3 ans) et le ministère de l'Education nationale favorise la scolarisation des enfants dès deux ans parce qu'elle augmenterait les chances de réussite dans le système scolaire. Dans l'esprit des parents, scolarisation et socialisation sont très liées. Depuis quelques années, on assiste également à la création de lieux passerelles, destinés à préparer le petit enfant à son entrée à l'école maternelle, dans une perspective de prévention des échecs scolaires et éducatifs. Il s'agit de lieux, librement fréquentés, où les parents et les enfants sont accueillis ensemble comme l'explique Luce Dupraz dans L'Ecole des Parents de mars 1998.

Le niveau d'instruction a beaucoup progressé et 70% des jeunes ont le niveau bac. En revanche 40% des étudiants inscrits à l'Université abandonnent avant le DEUG. Par conséquent le parcours scolaire s'allonge de plus en plus. Mais si l'école a réussi à accroître le niveau d'instruction, l'inégalité des chances existe toujours. Le milieu social de l'enfant joue toujours un rôle primordial dans la réussite scolaire. A 7 ans déjà, environ 20% des enfants d'ouvriers redoublent le CP contre 2% des enfants de cadres supérieures ou de professions libérales. Cette inégalité ne cesse d'augmenter. Sur 100 étudiants, 40 sont enfants de cadres et de professeurs et 13 d'ouvriers.

L'école n'est pas seule responsable de cette inégalité. L'attitude des parents joue un rôle

important. Cependant, les parents dans leur ensemble accordent de plus en plus d'importance à la scolarité. Selon l'Insee, les parents « consacrent en moyenne 45 minutes par jour pour aider chacun de leurs enfants dans ses études. Cette aide, maximale pendant l'enseignement secondaire, baisse ensuite. La mère y consacre deux fois plus de temps que le père. Par ailleurs, l'aide scolaire se généralise. Au lycée, 16% des familles font donner des cours particuliers à leurs enfants et cette proportion augmente avec les revenus des ménages ». La montée du chômage fait peur, pousse vers des cursus longs plus diplômants. Mais l'école est dans une position difficile. D'un côté, elle est surinvestie par les parents et de l'autre, l'institution a perdu de sa légitimité. La réussite scolaire est devenue une obsession. C'est un passage obligé pour l'emploi (le taux de chômage des non diplômés est passé entre 1975 et 1995 de 9 à 31% comme le souligne l'enquête documentaire réalisée par Junior City). L'école, quant à elle, a perdu son image d'ascenseur social car elle n'est plus une garantie contre le chômage.

Si les jeunes dans leur grande majorité ne rejettent pas l'école, les parents se montrent méfiants et de plus en plus critiques. Certains attendent même qu'elle remplisse un rôle qui leur était auparavant dévolu comme la transmission des repères ou l'éducation à la morale. Les psychosociologues considèrent d'ailleurs que l'école présente un cadre de socialisation d'une stabilité

certaine qui permet aux enfants et aux parents de conserver un minimum de points de repères stables. En réponse à la demande des parents, l'école a d'ailleurs considérablement évolué ces dernières années. Outre les acquisitions fondamen-

tales, elle prend en charge l'éducation à la santé, à l'environnement, à la sécurité et va même jusqu'à décrypter le traitement de l'information (lire un mode d'emploi, un schéma...).

Parents en quête de partenaires

L'éducation de leurs enfants est une préoccupation constante pour les parents qui sont très conscients que de celle-ci dépendra leur avenir. C'est du moins ce qui est ressorti des tables rondes. D'un côté, il y a l'acquisition des systèmes de valeurs qu'ils estiment de leur ressort et, de l'autre, l'assimilation des connaissances, rôle en général dévolu à l'école. Cependant, les frontières ne sont pas si nettes et nombre de parents attendent de l'institution scolaire un relais, ou du moins une continuité face à des apprentissages aussi fondamentaux que le respect de l'autre. « *L'école est un lieu fermé, les parents ne sont pas les bienvenus, sauf pour le stand de la kermesse* », « *une suggestion des parents est vécue comme une attaque* ». Quelles que soient les catégories sociales, les parents souhaitent transmettre à leurs enfants des notions telles que la politesse, la tolérance, l'ouverture aux autres. C'est finalement un peu contradictoire avec le discours ambiant qui annonce haut et fort la démission des parents. « *Certaines familles ne peuvent assumer leur rôle éducatif et c'est l'école qui doit prendre le relais* ». Si l'enfant doit intégrer le plus vite possible ces valeurs, les parents souhaitent aussi développer chez lui un libre arbitre qui lui permettra de ne pas trop se fier aux mirages de la consommation (dans lesquels il tombe cependant à pieds joints dès la pré-adolescence avec, dans bien des cas, la complicité des parents qui financent les « achats mode »). Les enfants font écho à ces propos et attendent de leurs parents qu'ils leur imposent des règles à respecter même si vers 12 ans, et plus tard à l'adolescence ils n'ont de cesse de remettre en cause certaines de ces règles. Lorsqu'ils atteignent 18 ans, ils adoptent les principes éducatifs des parents pour les retransmettre aux plus petits, voire dans certains cas pour

remplacer des parents qu'ils jugent défaillants ou dépassés par les événements.

La continuité famille-école n'est pas optimale, de l'avis de nombreux parents, et ils jugent que quelques enseignements didactiques ou cours magistraux de savoir-vivre ne servent à rien si les préceptes prônés ne sont pas appliqués dans l'enceinte même de l'école : « *une maîtresse de maternelle qui ne sait pas dire bonjour le matin, hélas, ça existe* ».

Une carte scolaire trop rigide

Au cours des tables rondes, les parents se sont montrés exigeants sur le choix de l'école. Ils veulent une école dont la qualité de l'enseignement soit reconnu, où le bien-être de l'enfant soit assuré (avec une préférence pour les petites structures qui sont plus sécurisantes et conviviales) et dans laquelle ils puissent intervenir. Mais leurs exigences sont souvent battues en brèche par une carte scolaire de plus en plus rigide, où les dérogations s'obtiennent au compte-gouttes. Le souci légitime de ne pas créer de « ghettos » scolaires est assez mal perçu des parents soucieux de leur enfant en particulier. Certains parents se tournent alors vers le privé mais c'est souvent plus par dépit que par convictions profondes. « *On doit pouvoir mettre son enfant dans le privé par choix, pas parce qu'on a rien d'autre* » ; « *Il y a deux écoles à Décines dont l'une on n'en parle même pas. Heureusement, j'ai pu obtenir une dérogation, sinon, que faire ? Je suis arménienne, je n'allais tout de même pas mettre ma fille dans une école catholique !* ». Il semblerait cependant que leur choix soit davantage motivé par la personnalité des enseignants ou du directeur, dont la réputation franchit toujours la porte de l'établissement par le biais du bouche à oreille, que par une réelle « géographie sociale ».



A partir de l'école primaire, les parents se sentent exclus de l'école et leur méconnaissance du fonctionnement de cette institution accroît leur désarroi. Ils reconnaissent volontiers la difficile tâche de l'école qui tout en perdant son statut d'ascenseur social doit faire face à des classes de plus en plus « difficiles ».

Certains quartiers ont vécu ces dernières années, une poussée démographique forte. Les habitants ont alors le sentiment que le nombre d'écoles est insuffisant ou que le provisoire devient permanent. « A l'école Bréchand dans le 3ème, Michel Noir a fait installer des préfabriqués. Douze ans après, Michel Noir n'est plus là, les préfabriqués si ! » se plaint un parent d'élèves.

L'école refermée sur elle-même

Une « bonne » école, c'est aussi une école dont on sort ! Les sorties scolaires, les activités hors les murs sont plébiscitées par les parents. Mais, le resserrement des budgets, une réglementation de plus en plus contraignante n'incitent pas les enseignants à proposer des activités extérieures à leurs élèves. Les parents sont de plus en plus sollicités pour jouer les accompagnateurs mais leur emploi du temps ne leur permet pas toujours de se rendre disponibles. Le coût des activités pose également problème. « Les écoles publiques nous demandent de plus en plus de participer financièrement pour tout. Où est l'égalité sociale ? » regrette l'un des parents présents à une table ronde. La semaine de quatre jours pratiquée dans l'agglomération suscite de nombreuses questions. Cette expérience pilote a-t-elle été analysée en terme de retombées pour

les enfants ? Que va-t-il se passer dans les années à venir ? Comment et auprès de qui faire ses remarques. Ce programme qui n'est appliqué que dans les écoles maternelles et primaires pose aussi quelques problèmes dans les familles où les enfants sont scolarisés à différents niveaux. Il n'est pas facile de prévoir les vacances en famille quand l'un est au collège et l'autre à l'école primaire. Le premier disposera au printemps de deux semaines, le second d'une dizaine de jours. Moralité tout le monde part la première semaine et les routes sont surchargées... Certains parents vont même jusqu'à soupçonner les enseignants de ne pas vouloir revenir en arrière pour ne pas travailler plus ! De leurs côtés quelques enseignants hostiles à l'application de la semaine de quatre jours avaient défendu, à l'époque, que c'était une mesure pour permettre aux parents de partir en week-end...

Plus d'informatique à l'école

Selon qu'ils habitent dans l'Ouest ou dans l'Est lyonnais, les jeunes ont un rapport différent à l'école. Ceux de l'Est se révèlent nettement moins motivés... La capacité de l'école à leur permettre de faire du sport, de profiter des sorties scolaires les passionne plus que l'enseignement lui-même. Mais, quelle que soit leur motivation, les jeunes ont souvent évoqué la question de l'informatique à l'école. Le nombre insuffisant d'ordinateur, des cours mal organisés ne tenant pas compte du niveau des élèves sont dénoncés : « on peut être meilleur en informatique en 6ème qu'en 3ème. Il faudrait faire des classes par niveau; au moins, on apprendrait quelque chose ».

Le mal-être des jeunes

Selon un rapport du Haut Comité de Santé publique, datant de 1997, l'état de santé des jeunes, et notamment de 15-24 ans est préoccupant. Le taux de mortalité est important et supérieur à celui des autres pays européens. 71% des décès sont provoqués par des accidents ou des suicides. Avec près de 1000 décès en 1998 (77% des garçons et 23% de filles dont la majorité enfants de cadres), le

suicide est la deuxième cause de mortalité chez les 15-24 ans. La mortalité par suicide a augmenté, en 10 ans, de 80% chez les garçons. Ces chiffres sont à mettre en rapport avec la fréquence des troubles psychologiques. Ainsi, 7% des 11-19 ans sont dépressifs et 21% présentent des signes de dépression, 22% ont souvent un sentiment de désespoir devant l'avenir; tous ces symp-

tômes augmentent avec l'âge. Pour les psychologues, la course à la réussite scolaire, la mise en garde contre la dureté de la vie actuelle, tuent l'enfance et la jeunesse, périodes par nature propices à l'insouciance, et pourraient également nuire à l'épanouissement personnel de l'enfant.

Une prévention insuffisante

Le Haut Comité de la Santé publique constate également une recrudescence des troubles bucco-dentaires, des traumatismes et des problèmes visuels qui dénotent une prévention insuffisante dans ces domaines. Ainsi, le taux de myopie constaté au service de santé des armées est passé de 7% en 1987 à 17,6% en 1993. Les jeunes estiment d'ailleurs être mal informés sur les problèmes de santé (45% des 16-17 ans souhaiteraient avoir plus d'informations sur le Sida). Outre tous ces problèmes, les enfants sont fatigués et 56% des 7-10 ans affirment se sentir fatigués en rentrant de l'école. Les accidents en milieu scolaire sont d'ailleurs beaucoup trop importants et peuvent être imputés aux rythmes imposés à l'enfant.

Les pratiques à risque

La jeunesse est l'âge de tous les dangers, de toutes les expériences dont on ne mesure pas toujours les conséquences à court ou long terme. L'Inserm s'est penché sur les pratiques à risque dans lesquels les jeunes se jettent par goût, par défi ou peut-être pour faire comme les autres. Ainsi, 52% des 11-19 ans consomment de l'alcool et 12% le font régulièrement. Ce sont les garçons qui sont les plus gros consommateurs. En revanche, les filles fument de plus en plus. L'usage du tabac démarre vers 13 ans pour devenir un fumeur quotidien à 16 ans. 15% des 11-19 ans fument quotidiennement. L'expérience de la drogue est un comportement plutôt masculin. 15% des 11-19 ans ont connu cette expérience. Parmi eux, 12% ont consommé du haschich. La consommation de drogue, de tabac et d'alcool vont souvent de paire. Les consommateurs de ces produits sont largement informés et avertis.



La pollution : sujet d'inquiétude

Si les parents, réunis dans les tables rondes, estiment dans leur grande majorité que la prévention en matière de santé est de leur ressort, ils attendent des pouvoirs publics une lutte plus importante contre la pollution, responsable, selon eux, de nombreux problèmes pour leurs enfants, notamment au niveau respiratoire.

En matière d'éducation à la santé, de formation à une bonne hygiène de vie, les parents attendent un soutien de la part de l'école. Ils notent que les enseignants sont souvent un bon relais dans ce domaine mais, leurs conseils sont souvent contredits par des locaux où l'hygiène laisse à désirer : toilettes sales, pas d'essuie-mains acceptables. Quant à la médecine scolaire, souvent critiquée quant aux conditions dans lesquelles elle s'exerce, elle semble jouer un rôle important pour les familles en difficulté et permet de mettre le doigt sur des difficultés ignorées par les parents

(vue, ouïe) quelque soit leur origine sociale : « il n'y avait pas de problème évident, on n'avait rien vu ».

Pour les plus grands, les familles souhaitent une meilleure prévention des conduites à risque et sont très inquiets de la progression du tabac et de la drogue chez les jeunes. Les jeunes fument de plus en plus tôt, et c'est pour elles un véritable fléau. Si les parents pensent maîtriser à peu près les choses à la maison, ils sont conscients de leur peu d'impact à l'extérieur et, par voie de conséquence sont sévères vis-à-vis de l'école qu'ils trouvent insuffisamment ferme tant par l'application trop limitée des règlements que par le mauvais exemple donné par les adultes en contact avec les élèves. Ils saluent cependant les campagnes de prévention menées dans les établissements scolaires et l'intervention de professionnels qui ont un impact certain sur les jeunes.

Agir sur le milieu urbain

La prévention en matière de santé relève aussi des actions menées sur le milieu urbain. La pollution inquiète mais aussi le manque de salubrité des espaces verts et des squares : présence de déjections canines, parfois de seringues, bacs à sable condamnés...

En matière de lutte contre la pollution, les parents interrogés attendent une action plus ferme : réglementation plus sévère au niveau des usines, de la circulation automobile. Ils sont tout à fait conscient des dégâts que cette dernière provoque sur leurs enfants : « deux de mes enfants sont devenus asthmatiques depuis qu'on est à Lyon », « mes nièces qui étaient tout le temps malades à Lyon, avec souvent des allergies, n'ont plus rien depuis qu'elles habitent Dijon ». Cette inquiétude contribue à faire quitter le centre-ville à certaines familles pour des communes plus « nature ».

Une médecine efficace

Ces soucis en matière de pollution sont compensés pour de nombreux parents par une médecine de qualité et des structures hospitalières reconnues, en pointe pour de multiples spécialités. L'accueil dans certains services d'urgence, le manque de prise en compte des besoins affectifs de l'enfant en service hospitalier restent cependant un souci. Certaines écoles ne savent pas non plus faire face aux urgences médicales en raison d'un personnel insuffisant ou non qualifié : « l'infirmière n'est là que le jeudi : interdiction de se blesser les autres jours », « je n'ai jamais fait de stage de premiers secours, mes collègues non plus », se plaint

un instituteur. Le chef d'établissement est seul décisionnaire pour certains problèmes de santé et les parents sont parfois face à un individu dont les décisions leur paraissent dénuées de sens. « Le directeur refuse que ma fille asthmatique apporte sa Ventoline », ce qui d'ailleurs est en contradiction avec les textes ministériels et relève d'un autoritarisme déplacé.

Les jeunes face à la drogue

Après la violence, la drogue est le second sujet d'inquiétude des jeunes de 11 à 16 ans. Même s'ils ne se sentent pas directement concernés, ils sont inquiets pour eux ou pour les plus jeunes. Bien informés, les actions de prévention organisées dans les écoles sont différemment perçues selon les quartiers. Si dans l'ensemble ils pensent que « c'est bien, c'est important que ce ne soit pas fait par nos profs mais par des gens dont c'est le métier », les jeunes des quartiers exposés, semblent « saturés » : « on passe notre temps à avoir des visites de médecins, de policiers... qui répètent toujours la même chose. C'est bien parce que ça nous fait sauter les cours, mais sinon... ». Certains pensent aussi qu'il faudrait informer les adultes qui ont tendance à tout confondre et refusent le dialogue : « dès qu'on fume un petit joint, ils s'imaginent qu'on est perdu. Pour eux, c'est comme si on se piquait à l'héroïne ».

En revanche, s'ils tiennent un discours proche de celui des adultes sur la pollution, la prévention par l'hygiène, le tabac ne les inquiète pas du tout. Ils sont informés des risques encourus mais ne se sentent pas concernés. Tout cela est loin pour eux...

L'alimentation facteur d'équilibre

Le rapport à la nourriture est toujours affectif, c'est une dimension importante du rapport parent-enfant. Soucieux d'un bon équilibre alimentaire, les parents perdent peu à peu confiance dans les produits de consommation courante et les récents scandales comme la vache folle, le poulet à la dioxine ne sont pas faits pour les rassurer. Ils doivent aussi faire face au grignotage continu, notamment de la part des adoles-

cents, et l'éducation au goût intéresse les catégories sociales plus aisées. La Semaine du goût, organisée dans les écoles, est appréciée.

La cantine scolaire est une institution incontournable et, en fonction des écoles, elle est plus ou moins appréciée. Lorsque la cuisine est faite sur place, enfants et parents aiment une cuisine qui leur semble proche de ce que l'on fait à la maison. A l'opposé, les

cantines servant des plats préparés à l'extérieur pâtissent d'une image de cuisine industrielle dans tout ce que cela a de péjoratif. Les Lyonnais, participant aux tables rondes, méconnaissent les efforts faits au plan de l'équilibre alimentaire, tant les menus sont jugés peu adaptés aux enfants, surtout aux plus petits «*des rognons en maternelle ce n'est pas adapté*». La qualité des matières premières est aussi remise en cause, «*ce n'est sûrement pas du haut de gamme vu les budgets*».

Des cantines surchargées

Les menus ne font pas l'unanimité et les parents relèvent une certaine réticence des enfants, voire un dégoût. Mais, l'atmosphère bruyante des salles de restaurants et un personnel parfois sévère, des tarifs jugés élevés, des services successifs qui obligent les enfants à un repas rapide et le manque de places dans certaines cantines qui obligent d'en limiter l'accès aux enfants dont les deux parents travaillent sont aussi dénoncés : «*une fois de plus à Lyon, si on ne travaille*

pas, on a beau avoir 3, 4, 5 enfants, on n'a aucune reconnaissance. On paie pourtant des impôts pour ça».

A partir de 15 ans, les jeunes ne se sentent pas très concernés par le problème de l'alimentation, alors que les plus jeunes sont sensibles aux événements touchant les denrées alimentaires, et se prononcent clairement en faveur des pizzas, des hamburgers, des frites, du Coca-Cola et des confiseries. A l'adolescence, les repas pris avec les copains sont plus importants que ceux dégustés en famille même si ces derniers sont plus équilibrés et meilleurs. Au collège ou au lycée, ils désertent le restaurant scolaire au profit d'un sandwich mangé avec les amis. Lorsque l'établissement scolaire propose un self, les jeunes s'y rendent plus volontiers.

Le Restaurant Universitaire fait l'unanimité contre lui au niveau de la cuisine mais les prix pratiqués le rend attractif. Ce serait encore mieux si le temps du repas était pris en compte dans les emplois du temps.



Les médias : outils merveilleux ou pire des maux ?

Les médias représentent un élément indissociable de la vie et de la culture des enfants qui en font une forte consommation. Les parents interrogés les voient à la fois comme un merveilleux outil d'information, d'apprentissage et d'ouverture pour les enfants et comme le pire des maux, selon l'usage qui en est fait. Jusqu'à dix ans, les parents soulignent qu'ils arrivent à contrôler la consommation médiatique de leurs enfants : «*il y a des moments où je dis stop*».

La télévision est associée à la distraction et à l'information. C'est un média très apprécié des petits. En grandissant, les jeunes prennent peu à peu une distance toute relative cependant si l'on tient compte du nombre d'heures passées devant le petit écran (les plus de 15 ans regardent la télévision un peu plus de trois heures par jour).

Les parents se disent méfiants et pensent qu'elle transmet aux enfants une vision trop négative de la société (Kosovo, poulet contaminé...). Ils préfèrent les journaux TV

spéciaux pour les enfants. Ceux de milieux sociaux élevés se montrent exigeants et exercent un véritable contrôle sur ce que regardent leurs enfants, tout en estimant que le niveau a plutôt progressé tant pour les émissions de distraction que celles à vocation culturelle ou d'information. «*C'est pas sorcier*» ou «*E=M6*» sont souvent cités dans les tables rondes pour leur capacité à instruire les jeunes sur des sujets variés tout en les amusant. Enfin, la télévision est un élément d'intégration pour les enfants. Ils regardent certaines émissions pour en parler le lendemain avec les copains.

Des téléspectateurs critiques

Même s'ils la regardent beaucoup, les jeunes sont cependant relativement critiques et accusent la télévision de manquer d'objectivité, de trop banaliser l'actualité, de trop la délayer. Son caractère commercial ne leur échappe pas, «*l'audimat contrôle tout*». Nombre d'émissions sont jugées trop violentes, néfastes pour les plus jeunes.

L'informatique et notamment internet sont des outils d'initiation que les parents jugent indispensables. « *Leur monde se fera avec ça, ils devront les maîtriser* », constate un parent lors d'une table ronde. Les enfants s'y intéressent spontanément, surtout en ce qui concerne les jeux, mais ils ne sont pas tous égaux. Le milieu social joue et on s'interroge sur la capacité de l'école à pallier cette différence.

Des bibliothèques peu fréquentées

La lecture est associée à l'acquisition des connaissances, le livre est valorisé pour ses vertus éducatives. La presse est un secteur dynamique où naissent régulièrement de nouveaux titres de plus en plus finement ciblés en fonction de l'âge des enfants. Sur l'ensemble des titres, ceux qui connaissent actuellement le plus fort tirage concernent trois thèmes : la lecture (J'aime lire, Moi je lis, Diabolo, Je lis déjà...), les magazines de découverte pour les petits (Abricot, Popi,

Picotti, Pomme d'Api...) et les loisirs créatifs (Oxebo, Petites Mains, Patouille...). 90% des 11-16 ans lisent au moins un magazine, en revanche, ils ne sont pas très attirés par les quotidiens spécialement conçus pour eux : « *Le Petit Quotidien, oui si c'est l'école qui le reçoit et qu'on en parle avec les profs. Mais, à la maison non...* ». En grandissant, ils s'intéressent davantage à des sujets thématiques correspondant à leurs centres d'intérêt (sport, musique, jeux vidéo, mode...). La presse devient alors un média de spécialistes, destiné à approfondir des passions. Les livres attirent davantage les filles et ce sont les 4-7 ans qui lisent le plus (44%). Inexorablement, le taux de lecture quotidienne baisse avec l'âge pour atteindre 12% chez les 15-16 ans. Quant aux bibliothèques, elles restent peu fréquentées par les jeunes, seulement 40% d'entre eux y sont inscrits tandis que les parents apprécient le travail qui est effectué en direction des enfants et notamment « *L'heure du conte* ».



En conclusion : une agglomération facilitant les apprentissages

Il ressort des différentes tables rondes que cet axe stratégique n'est pas prioritaire pour les enfants qui ont du mal à se projeter dans l'avenir, à imaginer que la formation peut être utile à tout âge et qu'ils peuvent être amenés à s'ouvrir à des missions nouvelles en prise directe avec les réalités de demain. « *Ça conduirait à la création de structures chères et pas forcément utiles* », résume l'un d'entre eux.

Les parents sont un peu plus réceptifs. Ils mettent l'accent sur l'importance de l'apprentissage pour garantir les mêmes chances à tous les enfants, optimiser leur avenir professionnel et leurs chances d'intégration sociale. « *c'est important qu'ils puissent s'adapter toute leur vie durant* ».

Beaucoup de choses sont faites pour les jeunes de moins de 26 ans et pour les seniors. Les 26-60 ans se sentent un peu délaissés et affirment que « *c'est donc bien tout au long de sa vie que les apprentissages sont nécessaires* ».

Les Lyonnais conscients des efforts déjà réalisés en matière culturelle, estiment que l'aspect découverte et apprentissage est bien présent dans l'agglomération, mais, comme pour d'autres thèmes, l'information manque. « *Je ne connais pas d'annuaire ou de brochures récapitulant toutes ces possibilités ni au niveau de ma ville, ni au niveau de la Région* ». Il devient donc urgent d'informer, de globaliser l'information et de la diffuser...



regard croisé

Les nouvelles familles * par Martine Segalen

Familles recomposées, procréations médicalement assistées, brouillage des liens de parenté et de la filiation, entrée des femmes sur le marché du travail... Autant d'évolutions et d'enjeux qui font plus que jamais de l'État un partenaire obligé de la famille.

«L'État est devenu un partenaire de la vie domestique», écrivait Emile Durkheim il y a cent ans. Il ignorait à quel point cette proposition, visionnaire à une époque où les politiques destinées à agir sur la famille en étaient encore à leurs balbutiements, serait d'actualité pour analyser l'institution familiale au tournant du XXI^{ème} siècle.

L'importance accrue de la vie privée engendre une réelle fragilité du couple et explique la bigarrure actuelle des structures familiales.

On connaît les thèses sur la « privatisation » des relations familiales. Ce mouvement est associé à la montée de l'autonomie des individus, à la fondation des unions sur un amour réciproque qui refuse l'action d'autrui, qu'il s'agisse du contrôle parental ou des institutions de l'État. L'importance accrue de la vie privée, qu'accompagne le désir d'autonomie des individus, engendre une réelle fragilité du couple et explique la bigarrure actuelle des structures familiales. Et pourtant, jamais l'État n'a été autant interpellé par ce domaine soi-disant privé.

Appelé à en supporter les conséquences socioéconomiques (en mettant en place des politiques destinées par exemple aux mères chefs de familles monoparentales), il est également sollicité pour changer la législation afin de la mettre en accord avec de nouvelles mœurs, ou pour répondre aux demandes en faveur d'une reconnaissance publique de comportements « privés » (comme par exemple la revendication de certains couples homosexuels de pouvoir se marier, donc de bénéficier des effets issus d'une inscription à l'état civil). Depuis 1980, la période des grands changements familiaux, tels qu'on les observait dans les courbes statistiques, s'est achevée : la chute de fécondité est accomplie, celle-ci oscillant en France, bon an mal an, autour de 1,7 enfant ; le nombre des mariages reste stable, aux alentours de 280 000, et un couple sur trois continue de divorcer. Familles monoparentales et recomposées constituent environ 8 % des ménages. Elles font aujourd'hui partie du paysage familial courant.

L'insécurité de la filiation fait courir des risques majeurs aux individus comme aux sociétés

Les lieux de débats et les enjeux relatifs à l'institution familiale, pour le prochain siècle, concernent trois domaines : la question de la filiation, la question de la solidarité des générations, et enfin la question de la situa-

tion des femmes. Toutes trois, à leur manière, interpellent l'État, plus que jamais partie prenante du destin des familles.

L'insécurité de la filiation, la désaffiliation font courir des risques majeurs aux individus comme aux sociétés. La loi ne dit plus la norme. Si, en 1998, les couples mariés avec enfants composent encore la majorité des 24 millions de ménages français, on sait que les familles recomposées ne cessent d'augmenter. Si ces familles inventent de nouvelles relations, entre le compagnon de la mère et ses enfants, entre demi frères et faux frères, entre vrais et faux grands-parents, elles ont du mal à être normées par la loi - et pour cause, tant elles sont fluctuantes et complexes. La loi intervient certes, puisque depuis 1993, elle dit que le couple parental doit rester associé même si la relation conjugale est achevée; qu'ils aient été mariés ou non, les parents exercent une responsabilité conjointe à l'égard de leurs enfants. Mais en cas de mésentente sur les régimes de garde, les parents se retrouvent dans le bureau d'un juge qui ne pourra que statuer en son âme et conscience selon les critères flous de « l'intérêt de l'enfant ».

Les filiations sont aujourd'hui dissociées, et les procréations médicalement assistées brouillent les parentés

Ces nouvelles unions et désunions posent de façon inédite la question de la filiation.



* revue Sciences Humaines, Hors série N°26 de septembre / octobre 1999



Autrefois, les droits et les devoirs qui y étaient attachés relevaient du mariage, qui confondait le lien biologique et le lien social. Les filiations sont aujourd'hui dissociées, puisque l'on peut être élevé par le compagnon de sa mère tout en maintenant des liens avec son père biologique.

D'un côté, certains pères sociaux souhaiteraient voir reconnu dans la loi un lien avec les enfants qu'ils ont élevés, de l'autre, un puissant mouvement a abouti à l'émergence dans le droit civil français du critère de vérité biologique (loi de 1972). Cette loi a ouvert la possibilité de récuser la paternité d'un enfant, soit par le mari de la mère, soit par la mère elle-même après dissolution de son union. Or, les récusions de paternité sont particulièrement mutilantes pour l'identité des individus, et ces dispositions législatives conduisent parfois à de sordides drames, tel celui qui s'est joué avec l'exhumation d'Yves Montand.

En même temps, le développement des techniques de reproduction assistée et les progrès de la biologie ouvrent des débats sur la filiation, elle aussi tendue entre le social et le biologique. Les procréations médicalement assistées, depuis le banal don de sperme jusqu'au don d'ovule, brouillent les parentés, qui se situent à mi-chemin entre les filiations charnelle et adoptive.

L'Etat est également interpellé par la nouvelle donne démographique, qui caractérise l'Europe du XXIème siècle : le vieillissement de la

population et le problème des retraites, qu'il faudra faire prendre en charge par des populations européennes dont le seuil de reproduction n'est pas assuré. Si ce problème concerne au plan macro-sociologique les économistes et les politiques, il a des incidences majeures sur les relations familiales inter-générationnelles, dont toutes les enquêtes montrent combien elles sont actives. Les « vieux » sont moins en moins souvent à la charge de leurs enfants, mais au contraire en position de redistribuer au sein du circuit familial les prestations issues du circuit public. La remise en cause de ces équilibres ébranlerait l'équilibre familial. Car si les couples veulent et peuvent jouir d'une « intimité à distance » (aucune génération ne souhaite cohabiter avec l'autre, et les jeunes couples moins encore), c'est bien parce que la génération des 60-75 ans bénéficie de retraites qui lui permettent d'intervenir lors d'une crise familiale ou, dans de meilleurs cas, d'entretenir des liens familiaux, en accueillant leurs petits enfants pour les vacances, ou encore en aidant ponctuellement leurs petits enfants devenus jeunes adultes (à acquérir un logement étudiant par exemple).

Le sociologue français E. Durkheim il y a cent ans, le sociologue américain Talcott Parsons il y a cinquante ans, faisaient de l'émergence de la famille conjugale, coupée de son réseau de parenté, une caractéristique ou même une condition de l'émer-

gence de la famille moderne. Les deux se sont trompés, car la solidité des liens entre les générations constitue un des éléments dominants des structures familiales de cette fin de siècle, qui vient contrebalancer la fragilité des unions conjugales.

Les jeunes femmes souhaitent assumer une double identité : engagées sur le marché du travail, elles veulent aussi s'occuper de leurs enfants

Enfin, la question du statut des femmes dans la famille et la société nécessite là encore, directement ou indirectement, l'intervention de l'Etat. Les « conquêtes » des féministes ont été rendues possibles par les formidables améliorations du sort de la femme concernant la maternité ; les progrès de la médecine ont profité aux mères, aux enfants en bas âge. La dissociation entre sexualité et procréation est maintenant totalement entrée dans les mœurs ; les femmes sont les maîtresses de leur corps comme de leur destin. La montée de l'autonomie féminine, et l'égalité avec les hommes dans le mariage acquise par des changements législatifs, n'a toutefois pas remis en cause le lien de couple, qui demeure une des valeurs premières aux yeux des jeunes générations. Toutes ces avancées majeures restent cependant des conquêtes fragiles, et la situation des jeunes femmes de l'an 2000 n'est pas simple, puisqu'elles souhaitent assumer, toutes les enquêtes



le montrent, une double identité: engagées sur le marché du travail, elles veulent aussi avoir des enfants et pouvoir les socialiser au sein du couple. Or, la répartition dite traditionnelle des rôles n'a guère changé, les femmes assumant la plus grande part des tâches domestiques et des tâches relatives à l'éducation de leurs enfants. D'après les enquêtes de l'Insee, une femme salariée ayant au moins un enfant de moins de quinze ans, consacre, par jour, deux fois plus de temps au travail domestique (un peu plus de cinq heures) qu'un homme salarié.

Cinquante ans après la parution du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, les études consacrées à la place des femmes dans la société établissent un constat tout en

nuances. Ainsi, le patriarcat a disparu, hommes et femmes sont égaux dans la famille ; mais la nouvelle pauvreté touche, on le sait, les familles à la tête desquelles se trouvent des femmes seules. La position de l'Etat n'est pas neutre, quoi qu'on en dise : par exemple, dans un souci de permettre aux femmes - jamais aux hommes - de «concilier vie de famille et vie professionnelle», ont été mises en place des mesures aux effets contradictoires. En France, pour la première fois depuis trente ans, on observe un recul de la proportion de femmes mères d'enfants de moins de trois ans sur le marché de l'emploi. La loi sur les 35 heures offrira-t-elle aux jeunes femmes la possibilité d'assumer plus facilement la double identité à laquelle elles aspirent ? Il est trop tôt pour le dire.

Quoi qu'il en soit, c'est au niveau européen que, de plus en plus, se situent les enjeux familiaux. D'importantes disparités subsistent entre les pays membres en matière de législations sociales ou de politiques familiales. Ces disparités révèlent des attitudes culturelles différentes à l'égard du travail féminin et de la place de la femme dans la société. Pour l'instant, seuls les sociologues européens se préoccupent de mettre en lumière les diversités dans les taux de travail féminin, les modes de garde des enfants ou les soutiens aux personnes âgées. Il faudra bien que les politiques se préoccupent de réduire ces écarts. Une Europe des familles qui fonctionnerait sur des valeurs, des normes et des politiques identiques reste à construire.





5. S'ouvrir aux autres

L'univers des copains

La « bande » a une importance déterminante dans le quotidien des jeunes. Il convient toutefois de distinguer les relations amicales fondées sur des comportements purement ludiques des plus jeunes, de l'immersion dans le groupe de copains des plus âgés. Dans les deux cas, il s'agit d'étapes de la socialisation du jeune, le second se distingue par tout ce qu'il suppose de mimétisme et d'identification. Vers 12, 13 ans, la bande de jeunes prend corps et assure une fonction socialisante complémentaire de celle des parents et de l'école. La bande de copains permet à l'adolescent de quitter le cadre familial et d'accéder à la société où il mettra en pratique des normes et des valeurs qu'il a intériorisées malgré son comportement « agressif » à l'intérieur de la famille. Martine Segalen, dans son ouvrage *L'enfant et la famille* souligne que « depuis les années 50, les parents ont relâché le contrôle sur le choix des copains de leurs enfants mais d'autres mécanismes se sont mis en place, notamment par le contrôle de l'environnement : la ségrégation des résidences et des établissements scolaires joue un rôle régulateur ». Les parents qui habitent les grands ensembles où les catégories sociales sont mélangées, hésitent souvent à laisser leurs enfants sortir, par crainte du contact avec d'autres milieux.

De la naissance du groupe

Le groupe se constitue selon des codes stricts. Le plus important est celui qui se forge à partir des institutions scolaires et se divise souvent en sous-groupes de trois à quatre personnes. Vient ensuite celui qui est lié à l'habitat et au lieu de vie. Il est souvent déterminé par le statut social et va du petit groupe de jeunes habitants des pavillons individuels dans une ville de province, à la bande de quartier de banlieue fortement urbanisée.

Les activités sportives ou culturelles, organisées et régulières, permettent aussi la

constitution de groupes souvent confondues avec les équipes lorsqu'il s'agit de s'affronter en compétition. Les enfants des amis des parents constituent aussi de petites bandes avec qui les rapports se distendent au fur et à mesure de l'acquisition de l'autonomie.

Plus l'enfant appartient à un milieu dont le niveau social est élevé et plus il aura de chances de se retrouver dans plusieurs groupes. Les plus marginalisés appartiennent quelquefois à des groupes liés à la scolarité et surtout à des regroupements sur leurs lieux de vie. Ce sont ces regroupements qui font peur parce qu'ils renvoient à des actes de violence dont les médias se font largement écho. « On sait peu de choses des bandes de jeunes, sinon ce qu'en a saisi la justice, qui ne nous offre qu'une version biaisée de leurs activités, celles qui tombent sous le coup de la loi », explique Martine Segalen, relayée par Michel Fize, « cette violence juvénile est connue parce que surmédiatisée, stigmatisée. Commode en somme pour éviter la révélation de la question adolescente, question sociale s'il en est. Il faut alors rappeler la dissémination de la violence, qui n'est propre ni à une catégorie d'âge, ni à une catégorie sociale ».

En marge de la société

Jadis considérée comme le passage obligé vers l'âge adulte, le parcours initiatique, la bande de jeunes fait peur aujourd'hui. Elle est cataloguée dans la violence et la délinquance, est rejetée par la société. La bande vit donc en marge de la société et de ses valeurs, sans cadre fixe, sans but précis autre que la distraction. « Le motif du rassemblement de ces adolescents est d'abord ludique. Il s'agit en effet de s'amuser, de « délirer » ensemble, d'oublier les contraintes de la vie quotidienne, de sortir d'une galère insupportable. D'en sortir ensemble dans le respect des individualités.



Car, dans une bande ordinaire, il n'y a souvent ni structuration rigide, ni hiérarchie stricte », précise Michel Fize.

Ce phénomène de bande qui ouvre sur la délinquance ne touche qu'une minorité de jeunes, mais rejaillit sur tous, qui se trouvent ainsi catalogués ne serait-ce que parce qu'il y a une grande proximité dans les pratiques culturelles de tous les jeunes, d'où cette confusion.

Des interlocuteurs privilégiés

D'après une étude de l'Inserm réalisée en 1993, 67% des jeunes entre 11 et 19 ans

ont beaucoup de copains et 44% ne se sentent jamais seuls. La fréquentation des amis est source de distraction mais c'est aussi un lieu de parole privilégié en cas de difficultés. Lors d'ennuis sentimentaux, 62% des jeunes se confient aux copains et 41% abordent les problèmes liés à la sexualité. Le dialogue touche de nombreux sujets sensibles qui ne sont pas forcément abordés en famille (le Sida pour 50% des jeunes, le tabac (51%), la drogue (44%). En revanche le corps est encore tabou car ces questions sont peu abordées, surtout chez les garçons.

Retrouver une tolérance réciproque



La religion semble prendre de moins en moins de place dans la vie des parents comme dans celle des enfants. Certains parents, réunis dans les tables rondes, estiment même que la mise en évidence de sa foi, et notamment de la foi chrétienne est aujourd'hui difficile. La religion est facilement dénigrée. Quel que soit le milieu social, quelques personnes vont même jusqu'à penser que, par pure démagogie, la considération accordée au culte religieux n'est pas la même pour toutes les confessions. Au-delà du discours de convenance qui prône l'ouverture aux autres cultures religieuses, c'est tout le problème de l'acceptation de l'autre et de la tolérance qui est posé. Dans tous les groupes, les personnes présentes ont exprimé le sentiment qu'il manque aujourd'hui une tolérance réciproque : « c'est valable pour tous, les autres aussi doivent être tolérants », « il faut aussi parler aux autres de notre religion ».

Les parents sont favorables à un enseignement œcuménique où l'on aborde

l'histoire et la culture des différentes religions. Cet apprentissage est sans doute le meilleur rempart contre le rejet de l'autre par incompréhension ou méconnaissance. Dès l'école primaire, les enfants sont parfaitement aptes à comprendre, ils sont aussi plus ouverts et à l'âge où les systèmes de valeurs se mettent en place, c'est le moment le plus approprié.

De fait, les enfants assimilent la question de la religion à l'acceptation de l'autre. La religion et la race sont liées et, entre 6 et 10 ans, ils montrent leur incompréhension des phénomènes de rejet : « ils sont comme nous, ils ont des oreilles ». Pour eux, les adultes portent une lourde responsabilité. En grandissant, ils adoptent en général les pratiques et les convictions de leurs parents. Aussi, comme leurs parents, les jeunes chrétiens se plaignent d'un certain manque de tolérance : « quand on est pratiquant, on nous dit souvent qu'on n'a pas fait encore notre crise », tout en souhaitant avoir accès à une meilleure connaissance des autres religions.

En conclusion : une agglomération plus ouverte aux cultures du monde

Être ouvert aux autres cultures soulève un certain nombre d'interrogations et, il faut le reconnaître, de réticences exposées librement au cours des tables rondes. Ce thème évoque généralement très peu l'idée d'ouverture sur d'autres pays étrangers mais renvoie plutôt à des problèmes sociaux de cohabitation des populations d'origine ethniques, culturelles ou religieuses différentes, problèmes qui se posent de façon particulièrement aiguë en région lyonnaise. Seuls, les enfants entre 6 et 10 ans, quelque soit leur origine géographique, sont plus ouverts et moins réticents que leurs aînés à s'ouvrir au monde. Entre 12 et 16 ans, lorsqu'ils vivent dans l'Est lyonnais et ont beaucoup d'amis d'origine étrangère, ils estiment qu'une meilleure connaissance des autres cultures favorise la cohabitation. Quelques parents pensent aussi qu'échanger avec d'autres villes pour bénéficier de leurs expériences est tout à fait intéressant. S'ouvrir aux autres cultures, pourquoi pas, mais à quelle culture ? Si l'on parle de s'ouvrir à l'Europe, d'approfondir ses connaissances sur la culture américaine ou asiatique, les Lyonnais se montrent curieux, désireux de développer les apprentissages linguistiques dès l'école primaire, de favoriser les échanges. En revanche, face aux communautés maghrébines ou africaines, ils se montrent moins ouverts même s'ils prônent une certaine ouverture intellectuelle. La connaissance permet de lutter contre le racisme.

Mais, au fond d'eux-mêmes, adultes comme jeunes, ne cherchent pas à découvrir ces communautés qui leur posent problèmes. Ils ont le sentiment que beaucoup de choses ont déjà été faites et citent la Grande Mosquée de Lyon, les initiatives menées dans les écoles et dans les quartiers pour intégrer ces populations. Les enfants de certains quartiers grandissent dans un environnement très métissé qui est plus ou moins bien ressenti par les parents : « *je trouve ça bien qu'ils découvrent les autres au quotidien, et pas seulement dans les émissions de télévision ou dans les livres* », « *j'ai changé ma fille d'école parce qu'il y avait trop d'étrangers* ». Forts de ces constats, les Lyonnais expriment leurs attentes : une ouverture mutuelle et réciproque et la nécessité de réaffirmer sa propre culture : « *le racisme, c'est dans les deux sens, ça on ne le dit pas assez* ». Chacun souhaite préserver ses racines et de manière sous-jacente, on voit émerger la crainte d'un amoindrissement, voire de la dissolution des « racines et culture nationales » dans des références issues de cultures associées à l'immigration. C'est la raison pour laquelle, les Lyonnais réclament une politique d'action et de communication qui, sans tourner le dos aux cultures étrangères, soit plus favorable qu'actuellement à une ouverture mutuelle. C'est auprès des enfants et des jeunes qu'il faut agir, moins bloqués que certains adultes sur ce sujet très sensible.





point de vue

Quelques enjeux de l'éducation aujourd'hui *

par **Bernard Pinatel**, Directeur de l'Ecole Catholique d'Arts et Métiers de Lyon

Quand on parle de la jeunesse, c'est souvent sur le ton de la gravité. On parle d'une «génération en mal d'héritage», on parle des «orphelins des trente glorieuses». C'est toujours sur le mode de la perte.

Or, la jeunesse nous donne des signes inattendus de vitalité. L'enthousiasme est là ! Mais, ce qui manque le plus, ce n'est pas la force, mais le point d'appui pour utiliser cette force.

Lorsqu'on observe les jeunes aujourd'hui, on constate des traits qui marquent leur comportement :

- Sympathiques, dociles, disposés à se plier aux contraintes.

Mais, ont-ils vraiment de la détermination ?

- Conviviaux.

Mais, savent-ils se tenir aux exigences d'un groupe ?

- Très tolérants entre eux.

Mais c'est souvent une faiblesse, un manque de vrai respect.

- Généreux.

Mais savent-ils s'engager dans la durée ? La dimension politique leur échappe.

On pourrait continuer la liste d'observations faciles. Ces comportements marquent un manque de confiance dans la capacité de s'engager.

Mais après tout, les jeunes ne sont pas nés d'une génération spontanée, ils sont ce que le monde en fait, ils font ce qu'ils peuvent dans un monde difficile.

Pour les aider à un regard plus positif et confiant, il nous faut prendre la réalité par un autre bout. Nous avons trop tendance à penser la transmission sous un mode descendant du maître vers le disciple, du père vers le fils...

Or, le premier geste de l'éducateur n'est-il pas de regarder l'autre, disciple ou fils, comme une personne aussi digne et respectable que soi ? Donc d'engager une relation de réciprocité ?

Mais cette relation renouvelée doit s'accompagner de la force du témoignage. On sait l'attrait qu'exercent sur les jeunes les grands «témoins». Chez ces témoins, les jeunes ne cherchent pas tellement des idées ou des règles de vie, mais d'abord, le geste de vie, la figure d'autorité, la beauté du parcours. Au delà de ces personnages souvent hors du commun, chacun peut apporter avec simplicité son témoignage aussi modeste soit-il.

Ainsi, dans un monde «pas simple», les témoins apportent la preuve qu'une cohérence est possible.

* Texte rédigé pour le cahier Millénaire 3 N°7 : quelle éducation pour le XXème siècle ?

En guise de conclusion

Sentiment d'insécurité, peur de la drogue, refus de la pollution, les préoccupations des parents et des jeunes se regroupent et souvent se ressemblent même si ces phénomènes ne sont pas évoqués de la même façon. En ce qui concerne le sentiment d'insécurité, il faut cependant se poser la question de savoir s'il s'agit d'une réalité ou d'une psychose. En effet, de tout temps, les enfants se sont bagarrés dans les cours de récréation, et, yeux pochés ou pantalons déchirés étaient monnaies courantes. Aujourd'hui, il semblerait que le nouveau statut de l'enfant, conféré par les parents, rende insupportable ce qui, finalement, ne relève que d'une forme d'apprentissage. Certes, la ville engendre une certaine forme de violence, elle est inhérente aux grandes confrontations urbaines et le risque zéro n'existe pas. Mais la rumeur n'enfle-t-elle pas démesurément ?

L'analyse des 12 tables rondes organisées avec les parents ou les jeunes entre 6 et 20 ans, de l'agglomération lyonnaise ont cependant mis en évidence le fait que la prise en compte des enfants dans la vie collective est insuffisante. « A Lyon, l'enfant n'est pas une priorité », « en Allemagne, par exemple, on fait plus de choses pour les enfants, plus d'activités sportives ou éducatives à l'école... ». Cependant, les petits semblent plus favorisés. Mais globalement, l'enfant est perçu comme un acteur secondaire qui prend de l'importance lorsqu'il risque de nuire à la collectivité.

Les parents, comme les jeunes reconnaissent qu'il existe un certain nombre de structures ou d'actions, parfois même en grand nombre selon les communes, mais il manque un lien, une politique globale : « ce qui manque, c'est une vraie approche de la famille, pas seulement une animation de l'enfant façon Club Med ». Cette absence de politique globale se ressent surtout en terme de politique de la famille. Rien n'est fait pour inciter les parents à avoir des enfants qui représentent « des soucis à tous niveaux :

la garde, le logement, leur éducation, la sécurité... ».

Le centre-ville focalise les critiques « la ville n'est pas pensée pour l'enfant. Quand ils ont 6 ou 10 ans, qu'est-ce qui est fait pour eux ? ». Les remarques ou les questions posées lors des tables rondes renvoient à une question plus globale qui est la place de l'enfant et de la famille dans la société et les Lyonnais sont conscients qu'il s'agit d'une question qui dépasse largement les compétences de la seule administration locale. Cependant, ils attendent des actions à tous les niveaux, y compris celui de l'agglomération. « C'est par en bas, sur le terrain qu'on peut faire bouger les choses ». Ils souhaitent notamment que l'on aide davantage les initiatives citoyennes.

Il ressort également de ces tables rondes que les Lyonnais souffrent d'un manque d'information, et même si celle-ci existe, ils ne savent pas où se la procurer. Les parents souhaitent connaître plus facilement les différentes possibilités offertes en terme de moyens de garde ou d'activités. Ceci est d'autant plus important que les places sont restreintes et qu'il faut s'y prendre à l'avance pour inscrire son enfant dans la structure que l'on souhaite. Les jeunes demandent également plus d'information sur la vie de leur commune ou de leur quartier. Il est vrai que certaines manifestations ne restent accessibles qu'aux initiés faute d'information. Ainsi, le programme de « Vivantes les pentes » qui chaque été propose de nombreuses manifestations gratuites et en plein air sur les pentes de la Croix-Rousse, reste difficile à trouver et il faut une certaine motivation pour se le procurer..

Enfin, on constate que nombre d'attentes exprimées lors des tables rondes renvoient plus ou moins directement à certaines orientations choisies par le Grand Lyon à l'aube de l'an 2000 et notamment tout ce qui concourt à l'amélioration de la qualité de vie.





regard croisé

Prévenir les conflits entre générations * (extrait)

par Denis Kessler

Nous esquisserons, de façon quelque peu téméraire, quelques règles susceptibles de respecter à la fois les principes de l'équité intergénérationnelle et de la justice entre les générations coexistantes et successives, ainsi que des principes de l'efficacité intergénérationnelle et de la poursuite de l'accumulation de richesse au cours du temps historique.

Investir massivement dans la formation initiale, en réformant le système éducatif pour qu'il contribue davantage à l'insertion professionnelle des jeunes. Nous entrons dans une ère où l'alimentation de la population active sera ralentie en raison des conséquences de la baisse de la fécondité. Aussi faudra-t-il faire en sorte que les générations numériquement moins nombreuses soient qualitativement mieux formées. Investir dans la formation est une priorité, car la qualité du capital humain reste une des sources essentielles des gains de productivité, donc de la croissance. Par ailleurs, dans un monde ouvert, seule une productivité élevée du travail permettra de résister à une concurrence sans cesse plus sévère de la part, notamment, des pays où les salaires sont faibles.

Allonger la période de vie active. Cela passe notamment par un relèvement des âges de cessation d'activité, mais également par une modifica-

tion en profondeur de ses modalités. Cet allongement peut également se conjuguer avec le développement de formules telles que le temps partiel, le temps choisi, les congés sabbatiques...

Cet allongement de la durée de vie active est évidemment justifié par le rallongement de la vie tout court. Il permettra d'éviter une concentration excessive des générations productrices par rapport aux générations consommatrices.

Asseoir les prélèvements sociaux sur l'ensemble des revenus. Dans certains pays, les modalités actuelles de financement des transferts sociaux par les cotisations conduisent à une trop forte concentration générationnelle des ressources. Aussi, le passage à des prélèvements à base large semble préférable en période de vieillissement de la population pour éviter que le poids des prélèvements obligatoires soit demain supporté par une minorité de la population.

Encourager le vote des jeunes. Les données disponibles sur l'inscription sur les listes électorales et sur la participation au scrutin montrent que les jeunes générations exercent moins que leurs aînées leur droit électoral. Compte tenu du fait que le vieillissement augmente l'âge médian de l'électorat, compte tenu de l'importance du rôle des pouvoirs publics dans la répartition des ressources

entre les générations, il faut fortement inciter les jeunes électeurs à participer à la vie démocratique. On peut se demander si l'introduction du vote obligatoire - en vigueur dans certains pays de l'Union européenne - ne serait pas un des moyens pour éviter l'apparition de biais dans le dégagement de la volonté générale.

Modifier les relations âges-revenus. Une révision des dispositions encore en vigueur dans nombre de secteurs et nombre d'entreprises qui lient le salaire et l'âge devrait contribuer à une amélioration des relations entre générations. Les écarts de salaire entre âges qui ne sont en rien justifiés par des différences de productivité peuvent se traduire en période de vieillissement de population active par un coût croissant supporté par les jeunes générations. Mais, paradoxalement, les générations âgées supportent également une partie de ce coût, dans la mesure où les employeurs ont tendance à se séparer de la main-d'oeuvre âgée et coûteuse. Aussi, pour favoriser l'emploi des jeunes et permettre le maintien en activité des actifs âgés (en relevant les âges de cessation d'activité), faut-il procéder à des innovations et trouver des modalités nouvelles de rémunération du travail toute la vie durant.

Repenser la politique de santé. Il est frappant de constater que, génération

* Texte publié dans «La France en Prospective», Odile Jacob, 1997 (ouvrage dirigé par Robert Fraisse et Jean-Baptiste de Foucauld.)



après génération, une part sans cesse croissante des dépenses de santé, qui sont prises en charge essentiellement par les actifs, est consacrée aux générations âgées. La répartition des dépenses de santé selon l'âge est en partie le reflet de choix de politique de santé. Aussi la maîtrise des dépenses d'assurance maladie contribue-t-elle à freiner des transferts intergénérationnels croissants venant amputer le revenu net des actifs. Par ailleurs, le développement de la prévention rééquilibrerait les dépenses selon l'âge.

Maîtriser les déficits publics.

La dette publique est une charge reportée sur les générations futures - surtout lorsque les dépenses publiques correspondent à des transferts -, dont le remboursement viendra grever leur revenu disponible. À ce titre, la maîtrise des déficits et une politique de résorption graduelle de la dette publique accumulée (en dégagant un solde primaire budgétaire positif) contribueront à desserrer dans l'avenir l'état des prélèvements obligatoires. Une telle politique de rigueur budgétaire est d'autant plus nécessaire que l'État investit moins que par le passé, en d'autres termes que l'accumulation d'actifs publics croît moins rapidement que le gonflement de son passif.

S'interdire des déficits sociaux. Si le déficit des finances publiques peut être envisagé, dès lors que l'État procède à des investisse-

ments, le déficit des finances sociales n'a aucune justification. Financer par l'emprunt des dépenses de transferts apparaît totalement infondé. En réalité, les régimes sociaux devraient dégager des excédents pour provisionner une partie des charges à venir. Aussi la règle en la matière devrait-elle être l'excédent afin de constituer des réserves et non seulement l'équilibre.

Favoriser un vaste effort d'épargne longue en vue de la retraite.

Les États devraient, et davantage encore dans l'avenir, pour éviter de reporter la charge financière du vieillissement sur les générations futures, encourager la préparation financière de la retraite par accumulation. Ce surcroît d'accumulation augmentera à terme le niveau du revenu national, ce qui rendra plus facile la poursuite des mécanismes de transferts instantanés entre les générations. En effet, l'épargne nouvelle permet de financer les investissements nécessaires au retour à la croissance. Renforcer les marchés financiers et favoriser l'allocation optimale du capital, assurer un financement non inflationniste de l'économie, contribuer à terme à une réduction des taux d'intérêts réels, favoriser l'investissement, la compétitivité et l'emploi, tels seraient quelques-uns des effets bénéfiques de ce surcroît d'épargne longue généré par les mécanismes de capitalisation individuels et collectifs, effets bénéfiques qui permettent un transfert effectif de ressources dans le temps.

Dans le même ordre d'idées, des incitations à s'assurer, lorsque l'on est actif, contre le risque de dépendance, lorsque l'on sera inactif, permettraient également d'éviter de reporter une charge supplémentaire sur les générations de demain et d'après-demain.

Encourager la transmission patrimoniale.

Les transferts patrimoniaux (donations, aides, héritages) étant plutôt un phénomène de réduction des disparités entre les générations, favoriser les donations, encourager les aides, ne pas alourdir les prélèvements fiscaux qui frappent l'héritage, devraient contribuer à éviter que ne s'accroisse l'écart patrimonial entre les générations. Compte tenu du passage à quatre générations, des dispositions spécifiques pour encourager des transferts patrimoniaux des grands-parents vers les petits-enfants, voire les arrière-petits enfants, pourraient être envisagées.

La grandeur d'une nation est bien de se poser au bon moment les questions clés gouvernant son avenir. Le système actuel des transferts intergénérationnels privés et publics n'est pas pérenne à long terme. Sa projection est inenvisageable compte tenu du vieillissement de la population. Il faudra donc apporter les inflexions nécessaires pour éviter que les tensions prévisibles ne dégèrent en de réels conflits. Le plus tôt sera le mieux.



Quelques lieux ressources dans l'agglomération lyonnaise

Bulles de gones

Guide des spectacles et loisirs pour les enfants de 0 à 12 ans

Contacts : Brigitte TROUVA et Christine ANTONIOTTI

Tel. : 04.78.87.85.87

Centre Michel Delay

Lieu de formation, de recherche et de documentation sur le thème «école et société»

Contact : Catherine PERROTIN

Tel. : 04.72.89.00.20

Centre Ressources Enfance Famille École

Contact : Philippe BUCHE

Tel. : 04.72.36.31.05

Éditions du Moutard

Publication de guides éducatifs gratuits

Contact : Frédéric TOUCHET

Tel. : 04.78.00.32.34

Junior City

Cabinet d'études et de conseil spécialisé dans l'univers des enfants, des jeunes et de la famille

Contact : Cécile VELASCO

Tel. : 04.72.17.82.70

Ludothèque «Quai des Ludes»

Contact : Odile PERINO

Tel. : 04.78.37.13.48

Maison des jeux de Saint-Fons

Contact : Anna GARCIA

Tel. : 04.78.70.12.52

Question d'Avenir

Revue sur le thème de la relation éducative

Contact : Catherine PAYEN

Tel. : 04.78.30.51.32

